

MINISTERE DE L'ENSEIGNEMENT SUPERIEUR ET DE LA RECHERCHE SCIENTIFIQUE
UNIVERSITE MOULOUD MAMMERIE DE TIZI OUZOU



Faculté des Sciences Economiques, Sciences Commerciales et Sciences de gestion

Mémoire de Fin d'Etude

En vue de l'obtention du diplôme de Master en Sciences de gestion

Option : Management Financier

Thème

**Analyse de la relation banque-entreprise dans
le cadre d'un crédit d'investissement : Cas de
la BADR**

Réalisé par :

- Mlle HAMZI Romeissa
- Mlle AIT TAYEB Melyssa

Encadré par :

M. KABENE Ahmed

Membres du jury composé de :

- **Présidente** : Mme. SMADI ABRIKA Amina MCA UMMTO
- **Examineur** : M. GUEDECHE Khaled MAA UMMTO
- **Rapporteur** : M. KABENE Ahmed MCA UMMTO

Promotion : 2024-2025

Remerciements

*Nous tenons à exprimer notre profonde gratitude à **M. KABENE AHMED**, notre encadreur universitaire, pour sa disponibilité, ses conseils précieux, et son accompagnement tout au long de l'élaboration de ce mémoire. Son encadrement rigoureux et bienveillant a été d'une grande importance pour l'orientation et la réussite de notre travail.*

*Nos sincères remerciements vont également à **M. CHEBBALAH AHCENE**, formateur au sein de l'agence BADR Ouadhias, pour l'accueil qu'il nous a réservé, ainsi que pour les informations pertinentes et l'aide qu'il nous a apportée dans la réalisation du cas pratique.*

*Nous remercions également **M. AMMOUR NABIL**, ainsi que l'ensemble du personnel de l'agence BADR Ouadhias, pour leur collaboration, leur disponibilité et leur soutien tout au long de notre passage au sein de l'agence. Leur contribution a été précieuse pour l'aboutissement de la partie pratique de ce mémoire.*

Nous adressons également nos remerciements les plus sincères à nos familles, pour leur appui constant, leur compréhension, leurs encouragements et leur présence à nos côtés, tout au long de notre parcours académique.

Enfin, nous remercions toutes les personnes, enseignants, amis et autres, qui ont, de près ou de loin, contribué à la réalisation de ce mémoire et nous ont soutenus durant cette étape importante de notre formation.

Dédicaces

Je dédie ce travail avec grand amour, sincérité et fierté :

A la mémoire de mon grand-père Saïd et de ma tante Sarah, que dieu ait leurs âmes.

A mes parents :

Pour votre amour, votre patience et votre soutien durant toutes mes années d'étude. Vous avez toujours cru en moi, même quand moi-même je doutais. Grâce à vous, j'ai pu avancer et atteindre mes objectifs, ce travail est le fruit de vos sacrifices et de vos encouragements. Je vous en suis profondément reconnaissante. Que dieu vous garde pour moi.

A ma sœur et mon petit frère

Pour votre amour, votre gentillesse et votre soutien. Vous avez été pour moi une source de joie et de motivation, votre présence m'a donné de la forme même dans les moments les plus difficiles, ce travail est aussi pour vous, avec tout mon amour.

A mes grands-parents Larbi, Saadia et Dehbia

Pour leur soutien, leur amour et leurs Douas

A mon futur mari Billal

Je te dédie ce travail, pour ta présence rassurante, ton amour et ton soutien tout au long de ce parcours. Merci de m'avoir encouragé, écouté et cru en moi. Je te remercie infiniment pour tout ce que tu as fait pour moi.

A ma belle-mère, mon beau père et ma belle-sœur Sabrina

Pour leur amour, leur gentillesse et leurs encouragements tout au long de ce parcours. Leur bienveillance m'a vraiment touchée.

A tous mes proches

A ma meilleure amie Imane et tous mes amis

A ma binôme Melyssa et toute sa famille

Romeissa

Dédicaces

Je dédie ce mémoire à toutes les personnes qui m'ont soutenu, encouragé et accompagné tout au long de ce parcours :

À ma très chère maman,

Il n'y a pas de mots assez forts pour exprimer ma gratitude,
Merci du fond du cœur pour ta présence, ton amour, ton écoute, tes sacrifices et tes encouragements.

Ce mémoire est le fruit de ta foi en moi
Je t'aime profondément.

À mon cher papa,

Merci pour ta présence rassurante, et ta confiance en moi.
Tu m'as appris à rester forte et ne jamais abandonner.

Je suis infiniment reconnaissante.

À mes sœurs,

Merci pour votre présence, votre écoute, et votre façon d'aimer.

À C. Samir,

Merci pour ta présence dans les moments les plus difficiles.
Tes précieux conseils et tes encouragements m'ont donné la force de continuer quand j'avais envie d'abandonner.

À L. Souhila,

Merci pour ta gentillesse, ton sourire qui fait du bien, et ton accueil toujours si chaleureux

À ma chère amie Lilia,

Merci pour tous les moments de joie, de rires partagés, et de complicité sincère.
Ces instants vécus à tes côtés resteront gravés dans mon cœur.

À ma chère binôme Romeissa,

Merci pour ta compréhension, ton soutien et ta présence tout au long de ce travail
Travailler avec toi a été un vrai plaisir.

À la mémoire de mon grand-père,

Tu n'es plus là, mais tu vis toujours dans mon cœur. Je pense souvent à toi, à tes paroles, à ton regard.

J'aurais aimé que tu sois à mes côtés ce jour

Melyssa

Liste des abréviations

- ALE** : Agence Locale d'Exploitation ;
- ANDI** : Agence Nationale du Développement des Investissements ;
- ANSEJ** : Agence Nationale de Soutien à l'Emploi des Jeunes ;
- BADR** : Banque d'Agriculture et de Développement Rural ;
- BDL** : Banque de Développement Local ;
- BEA** : Banque Extérieur d'Algérie ;
- BFR** : Besoin en Fonds de Roulement ;
- BNA** : Banque Nationale Algérienne ;
- BOAL** : Bulletin Officiel des Annonces Légales ;
- CA** : Chiffre d'Affaire ;
- CAF** : Capacité d'Autofinancement ;
- CASNOS** : Caisse Nationale de Sécurité Sociale des Non-salariés ;
- CCT** : Crédit Court Terme ;
- CDS** : Crédit Défaut Swaps ;
- CLMT** : Crédit Long et Moyen terme ;
- CNAC** : Caisse Nationale d'Assurance de Chômage ;
- CNAS** : Caisse Nationale des Assurance Sociales ;
- CNEP** : Caisse Nationale d'Epargne et de Prévoyance ;
- DADP** : Dotations aux Amortissements, Dépréciation et Provisions d'Exploitation ;
- DCT** : Dette Court et Moyen terme ;
- DLMT** : Dette Long et Moyen terme ;
- DR** : Délais de Récupération ;
- DRCP** : Délais de Récupération des Capitaux Propres ;
- E/R** : Emplois/Ressources ;
- EBE** : Excédent Brut d'Exploitation ;
- EURL** : Entreprise Unipersonnelle à Responsabilité limitée ;
- FP** : Fonds Propres ;
- FR** : Fonds de Roulement ;
- GRE** : Groupe Régionale d'Exploitation ;
- IF** : Indice de Profitabilité ;
- MC** : Marge Commerciale ;

OCDE : Organisation de Coopération et de Développement Economique.

PE : Production de l'Exercice ;

PME : Petite et Moyenne Entreprise ;

RADP : Reprises sur Amortissements, Dépréciation et Provisions d'Exploitation ;

SA : Société Anonyme ;

SARL : Société A Responsabilité limitée ;

SIG : Soldes intermédiaires de Gestion ;

SNC : Société en Nom Collectif ;

SWOT: Strengths, Weaknesses, Opportunities et Threats;

TCR : Tableau des Comptes de Résultats ;

TN : Trésorerie Nette ;

TRI : Taux de Rentabilité Interne ;

TRICP : Taux de Rentabilité Interne des Capitaux Propres ;

VA : Valeur ajoutée ;

VAN : Valeur Actuelle Nette ;

VANCP : Valeur Actuelle Nette des Capitaux Propres ;

VD : Valeurs Disponibles ;

VE : Valeurs d'Exploitation ;

VI : Valeurs Immobilisées ;

VNC : Valeur Nette Comptable ;

VR : Valeur Résiduelle ;

VR : Valeurs réalisables;

Liste des tableaux

Tableau N°1 : tableau comparatif entre le financement relationnel et le financement transactionnel.	23
Tableau N°2 : Présentation du bilan Financier.	53
Tableau N°3 : le bilan financier en grande masse.	54
Tableau N°4 : Présentation du tableau des SIG.	59
Tableau N°5 : La détermination de la CAF à partir de l'EBE.	61
Tableau N°6 : La détermination de la CAF à partir du résultat net.	61
Tableau N°7 : exemple d'un plan d'investissement.	65
Tableau N°8 : Tableau d'amortissement d'un bien.	66
Tableau N° 9 : exemple d'un TCR prévisionnel.....	67
Tableau N°10: Exemple d'un tableau emploi/ressources.	67
Tableau N°11: Tableau E/R après financement	71
Tableau N° 12: exemple d'un échéancier de remboursement de l'emprunt (annuel).	72
Tableau N°13 : Présentation de l'actif du bilan financier.....	86
Tableau N° 14 : Présentation de passif du bilan financier.	87
Tableau N° 15 : Présentation du bilan financier en grande masse (Emplois).....	88
Tableau N° 16 : Présentation du bilan en grande masse (Ressources).....	89
Tableau N° 17 : Présentation du fonds de roulement	91
Tableau N° 18 : Présentation du BFR.	92
Tableau N° 19 : Présentation de la trésorerie nette	93
Tableau N° 20: Présentation des SIG de l'entreprise.	94
Tableau N° 21: Calcule de la CAF à partir du résultat net.	96
Tableau N° 22 : Détermination des ratios de financement.	97
Tableau N° 23: Détermination des ratios de liquidité.	98
Tableau N° 24 : Détermination des ratios de solvabilité.	98
Tableau N° 25 : Détermination des ratios de rentabilité.....	99
Tableau N° 26 : Détermination du cout d'investissement	100
Tableau N° 27 : Le chiffre d'affaire prévisionnel.	100
Tableau N° 28: Tableau d'amortissement du bien	101
Tableau N° 29 : Calcul de la VR.....	101
Tableau N° 30: Calcul de la variation du BFR.	101
Tableau N° 31: Détermination des Cash-flow actualisés et des Cash-flow actualisés cumulés.	102
Tableau N°32: Tableau E/R après financement.	104
Tableau N° 33 : L'échéancier de remboursement de l'emprunt.	105

Liste des figures :

Figure N° 1: Le financement interne et externe de l'entreprise.	20
Figure N° 2 : La mise en évidence de trois formes pures de structure de gouvernance.	24
Figure N° 3 : Évolution de la BADR (1990-2025).	80
Figure N° 4 : représentation graphique de l'évolution de FR.	91
Figure N° 5 : représentation graphique de l'évolution du BFR.	92
Figure N° 6 : représentation graphique de l'évolution de la TN.	93
Figure N° 7 : représentation graphique de l'évolution du chiffre d'affaire prévisionnel.	100
Figure N° 8 : La matrice SWOT.	108

Liste des schémas :

Schéma N° 1 : Crédit bail.	39
Schéma N° 2 : typologies d'un crédit d'investissement.	41
Schéma N° 3 : le fonds de roulement net	55
Schéma N° 4 : Présentation de l'organigramme de l'agence BADR Ouadhias 582.	82

Sommaire

Sommaire

Remerciements

Dédicaces

Liste des abréviations

Liste des tableaux, figures et schémas

Introduction générale	01
Chapitre 01 : Aperçu théorique et général sur la relation banque-entreprise	04
Introduction du chapitre	05
Section 01 : Généralités sur la banque	05
Section 02 : Rappels théoriques sur l'entreprise	11
Section 03 : La relation banque entreprise	20
Section 04 : Les déterminants et les enjeux de la relation banque entreprise	27
Conclusion du chapitre	33
Chapitre 02 : Mécanismes et fonctionnement d'un crédit d'investissement	35
Introduction du chapitre	36
Section 01 : Généralités sur le crédit d'investissement	36
Section 02 : Les risques liés aux crédits d'investissement	41
Section 03 : Étude et évaluation d'un dossier de crédit	46
Section 04 : Étude et évaluation de la rentabilité d'un projet d'investissement	65
Conclusion du chapitre	73
Chapitre 03 : Étude de cas : Le crédit d'investissement à la BADR	74
Introduction du chapitre	75
Section 01 : Méthodologie de la recherche	75
Section 02 : Présentation de l'organisme d'accueil BADR-Banque	78
Section 03 : Étude d'un dossier de crédit d'investissement	83
Section 04 : Perspectives d'avenir : Recommandations pour améliorer la relation banque-entreprise	107
Conclusion du chapitre	109
Conclusion générale	110

Bibliographie

Annexes

Table des matières

Introduction générale

Introduction générale

Dans un environnement économique en constante évolution, le système financier est essentiel pour le développement et l'évolution des économies contemporaines. Il se définit par l'ensemble des règles, des pratiques et des institutions qui permettent de mobiliser des capitaux pour les mettre à disposition d'agents à besoins de financement. Ces besoins correspondent pour l'essentiel à des projets d'investissement d'entreprises, d'administrations ou de particuliers. Par conséquent, leur satisfaction concourt à l'accroissement de la capacité productive de l'économie. Autrement dit, le système financier est constitué par l'ensemble des institutions et mécanismes destinés à mettre en relation les agents économiques dont les ressources sont excédentaires et ceux dont les ressources sont insuffisantes.

Parmi ces agents économiques, les banques et les entreprises qui occupent une place primordiale. Les banques, en tant qu'institutions financières, jouent un rôle central dans l'économie moderne car elles facilitent la circulation des fonds et soutiennent l'activité économique et cela à partir de la mobilisation de l'épargne et son allocation vers les besoins de financement de l'économie et des investissements productifs.

Pour garantir la stabilité du système financier et la protection des épargnants et des investisseurs, le secteur bancaire est soumis à une réglementation rigoureuse qui vise à encadrer les activités des banques, à limiter les risques liés à leur fonctionnement. En Algérie, c'est la banque centrale qui est chargée de la supervision bancaire en veillant au respect de la législation à travers la mise en œuvre de la loi sur la monnaie et le crédit.

De leurs côtés, les entreprises, qu'elles soient de petite ou de grande taille, sont à l'origine de l'innovation et de la génération d'emplois. Pour garantir leur expansion sur le long terme, la plupart des entreprises s'orientent vers la diversification de leurs produits ou services. Elles ont ainsi recours à l'investissement, qui a toujours été non seulement leur principale motivation, mais aussi un besoin vital, face aux défis imposés par la concurrence.

Dans la plupart des cas, les entreprises ne peuvent pas s'appuyer uniquement sur leurs propres ressources pour répondre constamment à tous leurs besoins financiers. En conséquence, elles s'appuient largement sur le financement bancaire pour mettre en œuvre leurs projets de développement, que ce soit pour l'acquisition de nouveaux matériels, le lancement de produits innovants ou l'expansion vers de nouveaux marchés. La capacité des entreprises à créer des rendements financiers est étroitement dépendante de leur accès au crédit, ce qui souligne l'importance cruciale de la relation entre les banques et les entreprises.

Introduction générale

Dans ce contexte, une relation entre ces deux principaux acteurs est essentielle pour la santé économique d'un pays. Elle s'inscrit dans un processus complexe basé sur la confiance, la transparence et une évaluation rigoureuse des risques. Cette relation ne se limite pas uniquement aux transactions financières, elle repose sur une interaction continue qui nécessite une compréhension mutuelle des besoins, des contraintes et des objectifs de chaque partie.

La relation banque entreprise est un partenariat dynamique où la banque apporte son expertise financière et ses ressources pour soutenir les projets et le développement de l'entreprise. En retour, l'entreprise représente pour la banque une source d'activité, de revenus et un acteur essentiel de la vitalité économique.

Dans le cadre de notre travail, l'accent sera mis sur l'analyse de la relation banque entreprise notamment dans le cadre d'un crédit d'investissement, en prenant comme terrain d'étude la Banque de l'Agriculture et du Développement Rural (BADR), qui joue un rôle important dans le financement des investissements surtout dans le secteur agricole et agroalimentaires, en accompagnant des porteurs de projets à travers différents mécanismes de crédit.

La problématique principale à laquelle nous tenterons de répondre est la suivante :

Comment la qualité de la relation banque-entreprise influence-t-elle la décision d'octroi d'un crédit d'investissement ?

Au centre de cette question principale, se trouve d'autres questions secondaires qui nous permettront de cerner notre problématique à savoir :

- Quels sont les déterminants et les enjeux de la relation banque entreprise ?
- Comment une banque et une entreprise peuvent-elles réduire les risques associés au crédit d'investissement ?
- Comment la BADR évalue-t-elle un dossier de crédit d'investissement ?

Afin de répondre à ces questions, nous nous fixons les objectifs suivants :

Objectifs du cadre théorique

- Présenter les fondements théoriques de la relation banque entreprise ;
- Analyser le fonctionnement du crédit d'investissement et les risques associés ;
- Etudier et évaluer un dossier réel d'un crédit d'investissement ;
- Proposer des recommandations pour renforcer les relations banque entreprise.

Introduction générale

Objectifs du cadre empirique

- Nous souhaitons voir dans quelle mesure la décision d'octroi de crédit à la BADR est influencée par une combinaison d'un ensemble de critères ;
- Nous voulons aussi voir comment la présentation d'un dossier complet et bien structuré influence positivement la décision de financement.

En vue de répondre à la problématique posée et d'atteindre les objectifs fixés, nous avons adopté une méthode de recherche basée sur une approche théorique dont nous avons opté pour la technique documentaire par la consultation de différents ouvrages, textes réglementaires, revues et des mémoires. Et une approche pratique, à travers une étude de cas menée au sein de la BADR agence Ouadhias N°582 et un entretien réalisé avec un cadre de la BADR.

Notre travail est structuré en trois chapitres. Le premier chapitre est consacré pour les généralités de la relation banque entreprise, nous commencerons par la présentation des généralités sur la banque, ensuite nous effectuerons un rappel théorique sur l'entreprise, puis nous décrirons la relation banque entreprise en mettant lumière les différents types qu'elle peut prendre et nous terminerons par la présentation des déterminants de cette relation et ses principaux enjeux.

Le deuxième chapitre porte sur les mécanismes et le fonctionnement du crédit d'investissement où nous présenterons les différents types de crédit d'investissement et les risques associés tout en mettant lumière aux instruments de couverture adéquats. Ensuite, nous décrirons le processus d'octroi d'un crédit d'investissement qui se subdivise à une étude et évaluation du dossier de crédit et à une étude de rentabilité d'un projet d'investissement.

Le troisième chapitre consiste en une étude d'un cas pratique au niveau de la BADR agence Ouadhias N°582, ce chapitre est subdivisé en quatre sections, nous commencerons par la présentation de la méthodologie de recherche adopté pour mener à bien notre cas pratique, puis nous présenterons l'organisme d'accueil qui est la BADR, ensuite nous étudierons une demande de crédit d'investissement et nous terminerons par la formulation des recommandations qui visent à améliorer la relation entre la banque et l'entreprise.

Enfin, nous rédigerons une conclusion générale qui résumera notre travail et qui vérifiera si les objectifs fixés sont atteints.

Chapitre 01

*Aperçu théorique et général sur la relation
banque-entreprise*

Introduction du chapitre

La vie économique de tous les jours est dominée par deux principaux acteurs qui sont incontournables, la banque et l'entreprise. Ces deux acteurs représentent les deux piliers fondamentaux de l'économie moderne qui contribuent fortement à la création de la richesse. La relation entre ces deux acteurs est complexe, elle impacte non seulement les secteurs dont ils évoluent, mais également la stabilité et la croissance économique et financière à l'échelle mondiale. Alors que les entreprises s'appuient sur les banques pour se financer, les banques de leur côté sont influencées par la performance des entreprises qui sont leurs principaux clients.

Ce chapitre a pour but d'explorer les généralités sur la relation banque entreprise. Nous commencerons par une présentation générale de la banque, en mettant en lumière ses différents types et ses principales fonctions. Ensuite, nous effectuerons un rappel des notions théoriques concernant l'entreprise, en abordant ses différents types et en expliquant ses besoins et ses sources de financement. Puis, nous analyserons la relation banque entreprise, en identifiant les différentes formes qu'elle peut prendre et en mettant lumière le rôle de l'intermédiation financière. Enfin, nous terminerons par la présentation des déterminants qui influencent cette relation et ses principaux enjeux.

Section 1 : Généralités sur la banque

La banque occupe une place clé dans l'économie en facilitant les échanges et le financement. Cette section aborde les différentes définitions de la banque, les formes qu'elle peut prendre ainsi que ses principales fonctions.

1 Définition de la banque

Une banque est une institution financière qui peut être appréhendée sous deux angles : économique et juridique. Chacun de ces angles éclaire divers aspects de son fonctionnement et de son rôle dans l'économie et la société.

L'objectif de cette approche est de faciliter l'accès aux services bancaires et d'en faire bénéficier une plus grande partie de la population. Il est donc nécessaire de faire le point sur ces différentes approches pour apprécier pleinement la complicité de l'univers bancaire, surtout à une époque confrontée à des défis contemporains tels que la réglementation, l'inclusion financière et l'innovation technologique.

1.1 Définition économique de la banque

Les banques peuvent être définies comme étant des entités ou des organismes dont la fonction principale consiste à collecter l'épargne du public sous forme de dépôts et d'exploiter ces ressources pour leurs propres activités à travers des opérations de prêt ou de transactions financières. Les banques agissent comme intermédiaires entre les fournisseurs et les solliciteurs de fonds en suivant deux démarches distinctes.

- En jouant le rôle d'intermédiaire entre les apporteurs et les demandeurs de capitaux (c'est-à-dire par l'intermédiation bancaire).

- En facilitant l'interaction directe entre les fournisseurs et les demandeurs de capitaux sur un marché financier (ou autre), processus connu sous le terme de désintermédiation¹.

En outre, les banques sont des organismes qui gèrent dans leurs passifs les comptes de leur clientèle utilisables par chèque ou virement, dans les limites de la provision disponible. Elles sont également prestataires de services, assurant les règlements et les transferts de fonds ainsi que la distribution des crédits².

1.2 Définition juridique de la banque

Plusieurs contributions ont été apportées à cette définition à la suite de l'adoption successive de lois :

La loi 86-12 du 19 août 1986 portant sur les banques et établissements financiers en Algérie, est un texte fondamental qui régit le secteur bancaire dans le pays. Cette loi définit la banque comme toute institution de crédit qui réalise pour son propre compte et à titre professionnel récurrent, principalement les opérations suivantes :

- Recueillir des fonds en dépôts auprès des tiers, quel que soit leur terme et leur forme ;
- Octroyer des crédits, peu importe leur durée ;
- Mener, en conformité avec la législation et la réglementation pertinentes, les opérations de change et de commerce international ;

¹ Garsuault, Philippe et Stéphane, Priami. *La banque fonctionnement et stratégie*. Édition Economica, 1997, p. 28.

² Patat, Jean-Pierre. *Monnaie, institution financière et politique monétaire*. Édition Economica, 1993, p.33.

- Gérer les moyens de paiement, procéder aux placements, souscriptions, acquisitions, gestion, conservation et vente de valeurs mobilières ainsi que tout produit financier. »³

La définition donnée par la loi du 12 janvier 1988 stipule que : « la banque est une personne morale commerciale dotée d'un capital, soumise à ce titre, au principe de l'autonomie financière et de l'équilibre comptable »⁴.

Avec le passage de l'économie algérienne d'une économie planifiée vers une économie de marché, une autre définition est donnée aux banques par la loi 90-10 d'avril 1990 : Les institutions bancaires sont des entités juridiques qui de manière régulière et prédominante, réalisent les opérations spécifiées dans les articles 110 à 113 de la loi n° 90-10 d'avril 1990 portant sur la monnaie et le crédit.

Selon l'article 110, les opérations de banque comprennent :

- La réception de fonds du public ;
- Les opérations de crédit ;
- La mise à disposition des moyens de paiement ;
- La gestion de ces moyens de paiement.⁵

2 Typologies des banques

Nous recensons plusieurs formes d'organisation des banques : la banque centrale, les banques publiques, les banques commerciales et les banques coopérative.

2.1 Les banques centrales

La banque centrale constitue la banque des banques, celle qui supervise dans un pays le système bancaire, le système monétaire et remplit pour l'État des fonctions de banquier traditionnel, elle remplit cinq missions principales :

- Elle agit en tant que banque de l'État, en conservant ses réserves d'or et de devises (Monnaies d'échange), en gérant les prêts qu'il choisit d'engager et enregistrant ses revenus et ses sorties de fonds. En sa qualité d'organe financier de l'État, la banque centrale est chargée de percevoir et de verser les revenus et recettes gouvernementales, de gérer l'émission et le

³Loi n° 86-12 portant sur le régime des banques et du crédit. Journal officiel de la République algérienne démocratique populaire, 20 aout 1986. n°34.

⁴Loi n°88-02 portant sur la planification. Journal officiel de la République algérienne démocratique et populaire, 12 Janvier 1988, article n°02.

⁵ Loi n° 90-10 portant sur la monnaie et crédit. Journal Officiel de la République Algérienne, 18 avril 1990, n°110.

remboursement des dettes publiques, de conseiller l'administration sur tous les aspects financiers et d'octroyer des emprunts à l'État.

- Elle détient le droit d'assurer l'émission de la monnaie, elle est responsable de la Politique monétaire nationale et pour accomplir cela, elle participe au marché des changes afin d'orienter le taux de change de la monnaie et intervient sur le taux d'intérêt pour influencer les investissements. Elle supervise finalement l'inventaire des pièces et des billets qui circulent comme monnaie nationale.

- Elle contrôle l'opération du système bancaire à travers des dispositifs appelés « Prudentiels » (taux de liquidité minimum, ratios de fonds propres) ou pour mettre en application la politique monétaire (contrôle du crédit, réserves obligatoires). Elle applique les politiques monétaires, que ce soit en toute autonomie ou sous supervision gouvernementale, et supervise les institutions financières.

- Elle sert de banque centrale pour le pays, recevant les dépôts de toutes les autres Banques tout en leur octroyant des prêts. En raison de son rôle d'émettrice de monnaie, la banque centrale est considérée comme une institution bancaire de premier ordre, tandis que les autres banques occupent une position secondaire. La banque centrale impose à ces institutions un niveau précis de réserves, ce qui lui donne la possibilité de superviser les prêts qu'elles consentent.

- Elle agit en tant que prêteur de dernier ressort en offrant un refinancement aux Banques qui rencontrent des difficultés ou qui n'ont pas suffisamment de liquidités pour répondre aux demandes de retrait de leurs clients. Pour éviter de devoir jouer régulièrement ce rôle, la banque centrale est généralement en position d'agir en tant qu'« emprunteur de dernier recours » pour le secteur bancaire, afin de fournir les liquidités requises lors d'un retrait massif de fonds.⁶

2.2 Les banques publiques

Il s'agit des sociétés bancaires détenues par l'Etat ou par des organismes publics. Elles se distinguent de la banque commerciale par leurs type d'actionnariat, mais souvent aussi par certaines missions qui leurs sont confiées par les pouvoirs publics, telles que le financement de projets d'intérêt général, le soutien au développement économique, la gestion de fonds

⁶Boumendjel, Saïd. « Bréviaire économique de l'étudiant et du chercheur ». Faculté des sciences économiques et des sciences de gestion, université Badji-Mokhtar Annaba, 2003, pp. 52-53.

publics ou encore l'inclusion financière. Ces missions peuvent inclure le financement de logements sociaux, de projets d'infrastructure, ou encore l'octroi de crédits à des conditions préférentielles pour des secteurs stratégiques de l'économie.⁷

Exemples : En Algérie nous pouvons citer la BNA, la BEA, et la BADR. En France, nous retrouvons la Banque Postale, la Caisse des dépôts et les crédits municipaux.

2.3 Les banques commerciales

Les banques commerciales également appelées banques de détail, sont des établissements bancaires avec lesquels le grand public entretient généralement le plus de relations. Ces institutions financières ou banques de détail offrent des prestations bancaires à leurs clients, qu'ils soient individuels ou entreprises. Nous pouvons énumérer les services suivants parmi ceux offerts par les banques :

- L'ouverture d'un compte bancaire incluant tous les services associés, comme la fourniture de moyens de paiement (carte bancaire, chéquier...)
- Les divers emprunts ou crédits. L'argent peut être déposé (dans des comptes d'épargne, par exemple...)⁸

2.4 Les banques coopératives

Il s'agit des banques dont la propriété est collective et dans lesquelles le pouvoir est démocratique. Les dirigeants d'une banque coopérative sont élus par les sociétaires avec le principe d'élection « une personne, une voix » et les décisions sont prises en assemblée générale. La banque coopérative se caractérise par une gestion très décentralisée et locale et a pour atout de mieux connaître les besoins et les attentes de ses clients. C'est un acteur du développement durable et de la responsabilité sociale comme la lutte pour l'emploi et contre l'exclusion sociale. Nous citons en exemple la CNEP, la BDL ...⁹

3 Fonctions de la banque

Les fonctions de la banque, dans toutes leurs formes sont relativement les mêmes et se présentent comme suit :

⁷ Ibid, p.54.

⁸ Belaid, Mohand Cherif. *Comprendre la banque*. Édition pages bleues, 2015, p.08.

⁹Ibid.

3.1 La collecte de ressources

Les ressources des banques proviennent de différentes sources, telles que les dépôts, les émissions d'obligations, et les instruments de placement diversifiés. Bien que les dépôts, comme les dépôts à vue, constituent une part importante de ces ressources, leur gestion génère des coûts pour la banque, notamment en termes de maintenance des guichets et du personnel, pour alléger la charge des guichets, les banques poursuivent une automatisation de plus en plus poussés, les opérations de retrait automatique notamment. Cette recherche de ressources gratuites est à l'origine d'une concurrence très vive entre les banques. Pour limiter la fuite de dépôts vers d'autres réseaux de collecte d'épargne (trésor, caisse d'épargne...) Les banques ont multiplié les instruments de placement offerts : (livrets, épargne logement). Les banques ont émis des obligations pour collecter des ressources et ceci les a conduits à être très présentes sur le marché obligataire.¹⁰

3.2 La distribution des crédits

Loi N° 88-06 du 12 janvier 1988 modifiant et complétant la loi N° 86-12 du 19 août 1986 relative au régime des banques et du crédit publié au journal officiel N°2, définit le crédit comme « tout acte par lequel un établissement habilité à ces effets met ou promet de mettre temporairement et à titre onéreux des fonds à la disposition d'une personne morale ou physique au contracte pour le compte de celle-ci un engagement par signature ». Elle accorde des crédits après avoir analysé la rentabilité de l'opération et son risque. La banque a davantage à s'occuper pour avoir la part de marché la plus large. Mais elle ne peut s'engager dans des opérations déficitaires ou trop risquées.¹¹

3.3 Les opérations financières

La banque intervient souvent pour conclure des opérations financières, soit pour le compte de ses clients moyennant une rémunération qui est matérialisée par des commissions sur l'opération elle-même, soit pour son propre compte. En général il est recensé les opérations financières suivantes :

- L'émission d'obligations et leurs négociations ;
- Les opérations de changes entre les différentes devises ;
- Les opérations de placements ;

¹⁰ Bouyakoub, Farouk. *L'entreprise et le financement bancaire*. Édition KASBAH, 2000, p.17.

¹¹ Ibid.

-La gestion et le suivi d'un portefeuille de la valeur pour le compte de sa clientèle et/ou pour son propre compte.¹²

3.4 Les opérations de trésorerie

L'activité de la banque est basée sur la monnaie dont les mouvements sont de différents sens. C'est pour ces raisons que la notion de trésorerie est fondamentale dans son activité et sa gestion. Ainsi, elle se trouve sollicitée par ses clients pour le recouvrement de valeur au niveau national et international. Matérialiser par des recettes, lorsqu'il s'agit d'opérations portant sur des valeurs négociables au niveau de la même banque ou de compensation de recette, lorsqu'il s'agit d'opérations portant sur les valeurs négociables entre différentes banques nationale et internationale. Afin de prendre les opérations de trésorerie au sens large, il faut inclure les opérations effectuées par la banque au niveau des marchés monétaires en tant qu'offres ou demandeurs de fonds.¹³

4 La clientèle de la banque

Un client peut être une personne physique ou morale, il devient bancarisé à partir du moment où il a signé un contrat avec une banque (ouverture de compte, demande de crédit, etc.).

Les principaux clients de la banque sont :

- **Les particuliers** : Ce sont des individus, hommes ou femmes, qui disposent de revenus qu'ils utilisent à la fois pour leurs dépenses quotidiennes et pour épargner.
- **Les entreprises** : Ce groupe inclut aussi bien des personnes physiques (individus) que des entités (groupes d'individus ou sociétés) qui mènent une activité économique. Cette activité peut consister à acheter des produits pour les revendre dans leur état initial, comme les commerçants, ou après les avoir transformés, comme dans le cas des artisans et industriels. Il peut aussi s'agir de la prestation de services, comme les compagnies d'assurance ou les agences de voyage.

Section 2 : Rappels théoriques sur l'entreprise

Comprendre le rôle et la structure de l'entreprise nécessite une base théorique solide. Les rappels qui suivent permettent de cerner les principaux concepts liés à sa définition, ses rôles, ses différentes formes ainsi que ses besoins et sources de financement.

¹² Ibid.

¹³ Ibid.

1 Définition de l'entreprise

Dans l'histoire économique, nous trouvons de nombreuses définitions de l'entreprise ; Il est important de réaliser que chaque définition est marquée par son époque, elle dépend à la fois des formes d'organisation du travail et de la production qu'une époque s'est donnée et des analyses théoriques que les hommes ont fait ou font de l'activité économique de cette époque¹⁴.

1.1 Définition économique de l'entreprise

En économie, l'entreprise est un agent économique ou bien une entité économique organisée, qui regroupe une ou plusieurs personnes qui travaillent en interaction dans le but de produire des biens et des services en utilisant des facteurs de productions, le facteur de travail qui renvoie à la main d'œuvre et le facteur capital qui englobe les machines, bâtiments, matériaux, etc. Ces produits sont destinés à être vendus sur le marché afin de satisfaire les besoins évolutifs des consommateurs. L'objectif principal de l'entreprise est de maximiser ses profits mais aussi d'assurer sa pérennité.

1.2 Définition comptable de l'entreprise

« L'entreprise est un ensemble de moyens mis en œuvre pour accomplir certaines missions ». De cette définition nous pouvons déduire les éléments suivants :

A) Les moyens : pour accomplir sa mission, l'entreprise dispose de quatre catégories de moyens :

Les moyens financiers : il s'agit des ressources monétaires dont l'entreprise a besoin pour financer son activité (capital propre, crédit bancaire, etc.)

Les moyens matériels : ce sont les équipements et les moyens physiques utilisés par l'entreprise pour produire et vendre les biens ou réaliser des services indispensables à l'exécution de sa mission (locaux, machines, outils informatiques, etc.)

Les moyens immatériels : ils concernent les moyens non physiques qui apportent une valeur ajoutée à l'entreprise (savoir-faire, l'expertise, brevets, base de données, etc.)

Les moyens humains : ce sont les dirigeants, les employés et les partenaires qui contribuent au bon fonctionnement de l'entreprise.

¹⁴ Burgy, Philippe, et al. *Economie des entreprises : Les fondements des entreprises*. Édition ellipses, p.6

B) La mission : la mission définit la raison d'être de l'entreprise, il s'agit d'utiliser d'une manière efficace et efficiente ses moyens afin de produire des biens et des services pour satisfaire les besoins collectifs et individuels.¹⁵

1.3 Définition juridique de l'entreprise

L'entreprise est une personne morale. Elle a les droits et les obligations d'une personne physique. Elle existe réellement avec un nom et un domicile. Elle jouit d'une liberté d'action, donc d'initiative. Elle doit connaître les lois et s'y soumettre mais elle peut faire valoir ses droits en justice. Elle a aussi un acte de naissance et une espérance de vie qui laisse entendre, à terme, un acte de décès possible.¹⁶

1.4 Définition sociologique de l'entreprise

L'entreprise est un groupe humain avec une organisation propre qui peut prendre des formes très variées. Autorités et leadership en assurant d'une façon ou d'une autre, la cohérence et la vitalité. Des hommes y communiquent, y investissent leur énergie, y jouent leurs qualités propres, leurs compétences. Ils cherchent ensemble à assurer leur avenir¹⁷.

2 Typologies d'entreprises

Afin de distinguer les différents types de l'entreprise, de multiples classifications sont opérées en utilisant trois principaux critères : juridique, économique et organisationnel.

2.1 Classification juridique

Selon la classification juridique nous distinguons deux types d'entreprises :

2.1.1 Les entreprises publiques

Ce sont les entreprises où le capital est détenu totalement ou une partie par une collectivité publique : Etat ou Collectivité locale

2.1.2 Les entreprises privées

Elles se subdivisent en entreprises individuelles où le capital appartient à une seule personne et c'est lui qui assume les risques financiers (c'est le cas des artisans et commerçants) et en entreprises sociétaires où plusieurs associés qui participent au capital et assument les risques financiers (SNC, SARL, SPA).

¹⁵MAACHA-AKKACHE, Dehbia. « Cours de gestion de l'entreprise ». Édition EL AMEL.

¹⁶ Burgy et al, op. cit, p. 8.

¹⁷ Ibid.

2.2 Classification économique

Deux critères économiques permettent de classer les entreprises : le type d'activité et la dimension de l'entreprise.

2.2.1 Classification selon le type d'activité

Selon la nature de leur activité principale, les entreprises sont aussi classées par secteur économique, secteur d'activité, branche et filière.

2.2.1.1 Secteur économique

Trois secteurs économiques identifiés à savoir :

- **Le secteur primaire**

Ce secteur regroupe toutes les entreprises utilisant à titre principal le facteur naturel. Il englobe l'agriculture, l'élevage, la pêche, etc.

- **Le secteur secondaire**

Il réunit toutes les entreprises ayant comme activité la transformation de matières premières en produits finis et englobe donc toutes les industries.

- **Le secteur tertiaire**

Il regroupe les entités de service, couvrant un vaste champ d'activités qui va du commerce à l'administration en passant par les transports, les activités financières (banques, assurances...) et immobilières, l'éducation et la santé.¹⁸

2.2.1.2 Secteur d'activité

Un secteur d'activité regroupe des entreprises de fabrication, de commerce ou de service qui ont la même activité principale. Il existe différents secteurs d'activités tels que le secteur automobile, le secteur bancaire, le secteur pharmaceutique, etc.

2.2.1.3 Branche et filière

La branche regroupe toutes les entreprises ou parties d'entreprises participant à la fabrication d'un même type de produit (exemple : la branche financière regroupe la banque, l'assurance, les caisses de retraites,..). Une filière regroupe plusieurs activités, un produit est mis à la

¹⁸ Kchirid Amina et Raja Tennati. *Management des entreprises*. Edition ellipses. 2021.

disposition de l'utilisateur par une succession d'opérations effectuées par des entreprises ayant des activités diverses.¹⁹

2.2.2 Classification selon la dimension de l'entreprise

Selon cette classification, l'entreprise est organisée selon plusieurs paramètres à savoir :

2.2.2.1 Les effectifs

Selon ce critère nous distinguons :

- Les très petites entreprises (TPE) : moins de 10 employés
- Les petites entreprises (PE) : entre 10 et 50 employés
- Les petites moyennes entreprises (PME) : entre 10 et 500 employés
- Les moyennes entreprises (ME) : entre 50 et 500 employés
- Les grandes entreprises (GE) : plus de 500 employés

2.2.2.2 Les capitaux propres

Ils mesurent les fonds apportés par les propriétaires. Cet indicateur permet de mesurer la capacité de l'entreprise à se développer ainsi que son autonomie financière. Les capitaux propres doivent être plus importants que les dettes.

2.2.2.3 Le chiffre d'affaire (CA)

Il mesure la valeur des ventes réalisées par une entreprise sur une période donnée. Il est calculé en multipliant les quantités de produits vendus par leur prix unitaire.

Ce critère permet de réaliser des comparaisons entre concurrents et permet aussi de mesurer la part de marché de l'entreprise. Cependant, l'accès au CA des entreprises n'est pas toujours possible.

2.2.2.4 La valeur ajoutée

Elle permet de mesurer la richesse créée par une entreprise ou une branche de l'économie au cours d'une période donnée. C'est la différence entre la production (sortie de l'entreprise) et les consommations (entrée de l'entreprise).

La valeur ajoutée se répartit entre tous les agents qui ont participé à la production : apporteurs de capitaux (banques et associés), administration, salariés et l'entreprise elle-même.

¹⁹ Ibid.

2.2.2.5 Le bénéfice net

Le bénéfice net d'une entreprise est déterminé sur un exercice de 12 mois. C'est le résultat net de l'activité économique de l'entreprise lorsque ce dernier est positif. Il est égal à la différence constatée sur cette période entre d'une part, les produits et, d'autre part les charges auxquelles s'ajoutent l'impôt sur les sociétés.²⁰

3 Rôles de l'entreprise

Les entreprises ont un double rôle, économique et social, qui correspond aux attentes croissantes des citoyens, salariés, consommateurs, en quête de sens au travail ou dans leurs pratiques de consommation.

3.1 Rôle économique

L'entreprise joue un rôle crucial dans le développement économique à partir de la production des biens et services qui sont destinés pour satisfaire les besoins des consommateurs mais aussi la stimulation de la croissance économique.

Ensuite, les entreprises contribuent à la création des emplois ce qui mène à la baisse du taux de chômage.

De plus, Elle permet de créer des richesses et cela à travers la valeur ajoutée qu'elle génère de son activité. Cette VA recouvre l'ensemble des rémunérations des services qui ont été rendus au cours du processus de production et au fonctionnement des administrations.

Enfin, l'entreprise est le moteur essentiel du progrès, elle joue un rôle d'innovation et cela pour lutter contre la concurrence.²¹

3.2 Rôle social de l'entreprise

L'entreprise est une source du progrès technique qui conditionne la vie des êtres humains. Elle s'invente également de missions de lutte contre l'exclusion et participe à des campagnes d'intérêt national (financement d'associations, construction d'écoles, aides aux familles et catégories nécessiteuses, forages de puits et ouvertures de pistes dans des régions isolées).

L'entreprise joue un rôle important dans l'éducation. Il faut savoir que l'individu passe un temps considérable de sa vie au travail. De ce fait il reçoit de l'entreprise qui l'emploie

²⁰ Ibid.

²¹ Khodja, M. Polycopié de « Gestion d'entreprises ». 2^{ème} année LMD. UMMTO, 2019.

l'éducation par la formation professionnelle et les promotions. Mais aussi l'accueil de stagiaires, visites d'écoliers et parrainage²².

4 Besoins et sources de financement des entreprises

Avant d'aborder les différentes sources permettant de couvrir les besoins financiers de l'entreprise, il convient tout d'abord de bien cerner la nature de ces besoins.

4.1 Besoins de financement des entreprises

Le concept de besoin de financement en entreprise est fondamental pour comprendre comment une organisation fonctionne et se développe. Ce besoin se manifeste à différents niveaux et il est crucial pour assurer à la fois la croissance et la stabilité. Il fait référence aux ressources financières nécessaires à l'entreprise pour assurer son fonctionnement et son développement, ce besoin peut couvrir un besoin durable ou être lié à ses activités courantes.

4.1.1 Le besoin de financement d'investissement

L'investissement est une dépense qui est effectuée aujourd'hui dans le but d'obtenir des gains futurs (augmenter sa richesse).

Lors de sa création, l'entreprise doit se doter d'un ensemble de biens pour lancer son activité comme le terrain, les locaux, les équipements, etc. Ces biens vont rester d'une façon durable dans l'entreprise et sont appelés « les actifs immobilisés ». Au cours de son existence, l'entreprise est menée à faire des renouvellements ou bien de nouveaux achats à long terme comme l'achat d'une nouvelle machine pour assurer sa survie et ainsi d'accroître ses installations pour assurer sa croissance et son développement²³.

Pour ce faire, l'entreprise a besoin des ressources financières adaptées pour ces investissements.

4.1.2 Le besoin de financement d'exploitation

Une fois que l'entreprise a acquis les actifs immobilisés nécessaires pour commencer son projet, elle doit de manière permanente veiller à assurer le financement de ses activités courantes c'est-à-dire son cycle d'exploitation qui passe essentiellement par trois phases : l'approvisionnement (achat des matières premières), la fabrication des produits et la vente des produits.

²² Ibid.

²³ Naili Lynda et Hadjira Sdoudi. « Relation banque/entreprise en Algérie : Cas d'une PME chez BNA Tizi Ouzou Agence 583 ». Mémoire de Master. UMMTO, 2020-2021.

Nous pouvons résumer les besoins de financement liés à l'exploitation comme suit :

-Les stocks : pour garantir son fonctionnement optimal, toute entreprise doit avoir un stock pour répondre soit aux exigences des clients (stock de produits finis), soit pour les besoins de production (matières premières). Toutefois, le maintien des stocks entraîne un coût pour l'entreprise, rendant ainsi cruciale une gestion judicieuse et rationnelle de ces derniers pour réduire les dépenses et par conséquent, minimiser les besoins de financement ;

- Les besoins de trésorerie : l'entreprise est confrontée à des dépenses importantes comme : les rémunérations des employés, maintenance des équipements, impôts et taxes, des couts administratifs...etc. Le règlement de ces frais peut affecter les opérations régulières de l'entreprise ce qui entraîne la naissance des besoins de trésorerie qui dépendent des délais de paiement de décaissement des charges et d'encaissement des recettes.²⁴

En résumé, toute entreprise quoi que ce soit sa nature et sa taille a besoin des ressources financières pour réaliser des investissements et faire fonctionner son cycle d'exploitation afin de garantir sa survie.

4.2 Sources de financement des entreprises

Pour se financer, l'entreprise fait recours à des ressources internes (propriétés de l'entreprise) ou des ressources externes.

4.2.1 Ressources internes

L'entreprise se finance par ses ressources internes en utilisant les fonds propres qui sont des fonds mis à la disposition de l'entreprise par ses propriétaires.

- ✓ L'autofinancement : c'est la capacité d'une entreprise à financer un investissement par ses propres moyens financiers, il s'agit de l'argent dont celle-ci dispose déjà (Provisions, Réserves, bénéfices non distribués, etc.). Elle se calcule comme suit :

L'autofinancement = Capacité d'autofinancement (CAF) – Bénéfices distribués

- ✓ L'augmentation du capital : soit à partir des apports en numéraires ou en nature apportés par les actionnaires existants de l'entreprise ou bien par incorporation des réserves.

²⁴ Berkali Safia, « Les relations banques/entreprises publiques : Portées et Limites : Cas de la Banque Nationale d'Algérie et l'entreprise Leader Meuble Taboukert ». Mémoire en vue de l'obtention du diplôme de magister en sciences économiques. UMMTO, 2012.

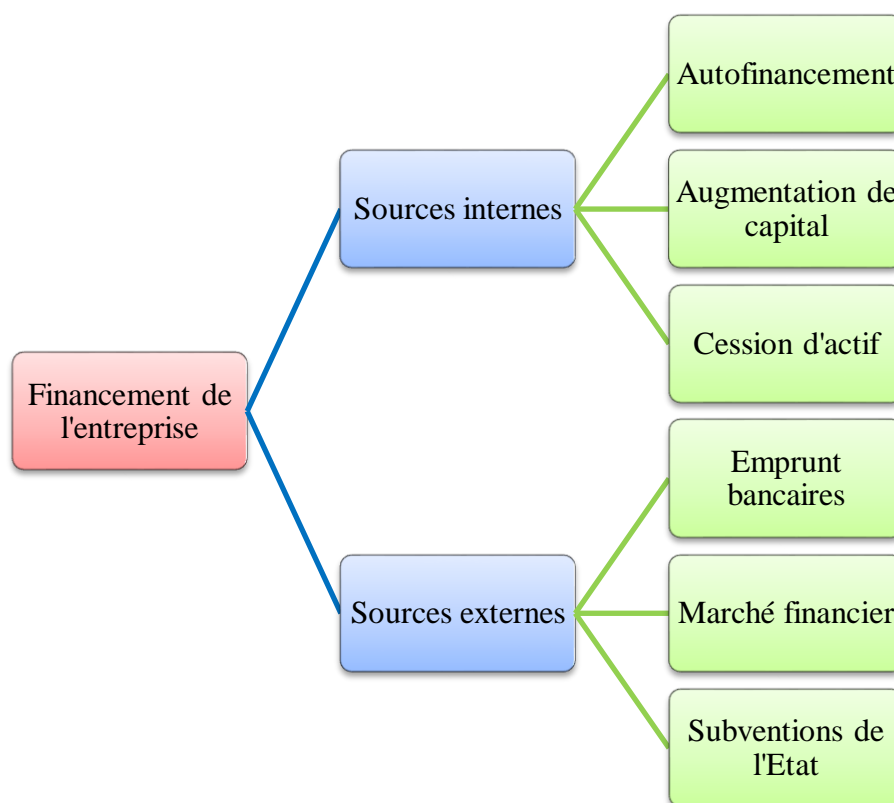
- ✓ Cession d'élément d'actif : qui signifie la vente de certains biens propres à l'entreprise (comme les machines, les bâtiments etc.) afin de générer des liquidités ce qui permet de récupérer des fonds sans faire appel à des ressources externes à l'entreprise.

4.2.2 Ressources externes

Ces financements constituent des ressources ne provenant pas de l'activité même de l'entreprise. Elle les obtient en faisant appel à des acteurs économiques extérieurs. Ces ressources peuvent être de long terme et de court terme selon la nature des opérations à financer.

- Les emprunts bancaires : le financement bancaire est un moyen de financement externe permettant d'atténuer les insuffisances des capitaux propres sur l'équilibre financier des entreprises. Nous distinguons deux types de crédit à savoir :
 - Crédit court terme (CCT) : qui est octroyé pour financer le cycle d'exploitation.
 - Crédit moyen et long terme (CLMT) : qui est lié au cycle d'investissement.
- Le marché financier : c'est un financement direct où se rencontre les agents à besoin de financement et ceux à capacité de financement ; Nous distinguons :
 - Les actions : l'entreprise peut augmenter son capital à partir l'émission des actions, donc à partir des apports apportés par des nouveaux actionnaires.
 - Les obligations : l'entreprise peut émettre des titres de dette sur le marché financier afin de lever des fonds auprès d'investisseurs.
- Subvention de l'Etat : l'entreprise peut bénéficier des aides financières accordées par des organismes publics pour soutenir ses projets.

Figure N° 1: Sources de financement de l'entreprise.



Source : Établie par nous-mêmes.

Section 03 : La relation Banque-Entreprise

La relation entre la banque et l'entreprise est un levier essentiel pour le financement et le développement de l'activité économique. Cette section a pour objectif de comprendre la nature de cette relation ainsi que ses déterminants et enjeux.

1 Définition et naissance de la relation Banque-Entreprise

L'existence à la fois d'un processus de financement direct, qui relie les prêteurs et les emprunteurs sur le marché de capitaux et d'un processus indirect, caractérisé par la relation de financement intermédié, soulève la problématique traitant la justification de l'existence et du rôle des banques dans le financement des entreprises. Néanmoins, l'intérêt de la relation banque-entreprise s'inscrit dans un débat plus large que celui de l'existence des banques elles-mêmes²⁵.

²⁵ Baha, Riad et Aldo Levy. « Les déterminants de la relation Banque/Entreprise dans le cadre d'un contrat de prêt : une revue de la littérature ». Revue innovation, Volume 09. N°1, 2019, p. 584.

Lorsqu'une entreprise n'arrive pas à financer que ce soit ses actifs immobilisés ou son cycle d'exploitation avec ses propres ressources (ressources internes), elle exprime un besoin de financement externe et donc elle s'adresse à la banque comme nous l'avons déjà vu dans la section précédente (besoin et source de financement de l'entreprise).

D'un autre côté, la banque a aussi besoin de récolter des fonds des entreprises en excédents de trésorerie d'une part et de financer des entreprises en besoin de financement d'autre part.²⁶

De ce fait, elle est née la relation banque entreprise qui peut être définie comme étant un ensemble des opérations et des liens établis entre une banque et une entreprise sur la base d'un ensemble de services financiers.

2 Typologie de la relation Banque-Entreprise

Il existe plusieurs types de relation banque-entreprise, afin de les distinguer, nous pouvons les classer en deux grandes catégories : une en terme de financement et une autre en terme de structure.

2.1 En fonction du financement

Il peut être un financement relationnel ou un financement transactionnel.

2.1.1 Financement relationnel

Le financement relationnel est un concept central dans l'analyse de la relation banque entreprise, il s'appuie sur une relation sur le long terme basé sur la confiance et la connaissance approfondie de l'entreprise par la banque. Ce financement est adapté généralement aux PME et aux entreprises innovantes.

Le financement relationnel peut être défini comme étant « la connexion entre une banque et un client qui va au-delà de la simple exécution de transactions financières anonymes. »²⁷ Cette définition met en évidence l'importance d'une relation sur le long terme entre la banque et l'entreprise car cela permet d'établir des relations basées sur la confiance et la transparence où chaque une des parties va être satisfaite de l'autre.

²⁶ Bouraba, Smail et Yazid, Demas. « Financement bancaire des entreprises par le crédit d'investissement ». Master en sciences de gestion, UMMTO, 2020-2021.

²⁷ Ongena, Steven and David Smith, « What determines the number of bank relationships? Cross-country evidence », *Journal of Financial Intermediation*, vol 9, 2000, p. 32.

Le financement relationnel implique une collecte d'informations qualitatives par la banque à travers des interactions continues avec l'entreprise, ces informations sont dites « Soft » et elles sont coûteuses.

En effet, trois conditions doivent être remplies pour la mise en place d'un financement relationnel bancaire, il s'agit de :

- Les informations collectées de l'entreprise ne doivent pas être disponibles au public.
- Les informations collectées proviennent de différentes interactions entre la banque et l'entreprise sur le long terme à travers divers services financiers.
- La confidentialité des informations collectées sont privées.²⁸

Le financement relationnel est identifié à partir de la durée de la relation entre la banque et l'entreprise, le degré d'exclusivité mesuré par le nombre de banques avec lequel travaillent habituellement les entreprises et le champ d'application c'est à dire les différents services qui connectent les banques aux entreprises.²⁹

2.1.2 Financement transactionnel

Le financement transactionnel privilégie une relation banque entreprise sur le court terme, souvent standardisée et s'appuie sur des critères quantifiables contrairement au financement relationnel. Ce financement est adapté aux grandes entreprises, il est utilisé pour les transactions commerciales spécifiques, les besoins de trésorerie ou les crédits ponctuels.

Le financement transactionnel repose sur une analyse financière approfondie c'est-à-dire l'étude des états financiers (bilan, compte de résultat, etc.), des ratios financiers (liquidité, solvabilité, etc.) ainsi l'utilisation des garanties c'est-à-dire que l'entreprise exige à l'entreprise des actifs tangibles comme garantie, si l'entreprise ne peut pas rembourser sa dette par exemple la banque peut saisir ces actifs.

Les informations recueillies dans ce type de financement sont dites « hard », disponibles au public donc elles ne sont pas confidentielles, faciles à recueillir, impersonnelles et elles sont moins coûteuses.³⁰

²⁸Houdaifa Ameziane, Mohamed Tahrouche et Maria Segdali, « Le financement relationnel bancaire des PME », Université Abdelmalek Essaâdi, GREFAM-ENCG Tanger –Maroc.

²⁹ Ibid.

³⁰ Ibid.

Tableau N°1 : tableau comparatif entre le financement relationnel et le financement transactionnel.

Critères de comparaison	Financement relationnel	Financement transactionnel
Durée de la relation	Long terme	Court terme
Critères	Qualitatifs (confiance)	Quantitatifs (analyse financière)
Informations collectées	-Dites « soft » -Confidentielles et couteuses -Subjectives	-Dites « hard » -Non confidentielles et moins couteuses -Objectives
Objectifs	Maximiser son profit sur l'ensemble de la relation	Rentabiliser son financement
Types d'entreprises	PME et entreprises innovantes	Grandes entreprises

Source : Établi par nous-mêmes à partir de la lecture de la thèse de doctorat réalisée par MADOUCHE Yacine. « La relation Banque-PME en Algérie : les déterminants de la mise en place d'un financement relationnel et son impact sur les conditions de crédits ». UMMTO, 2021.

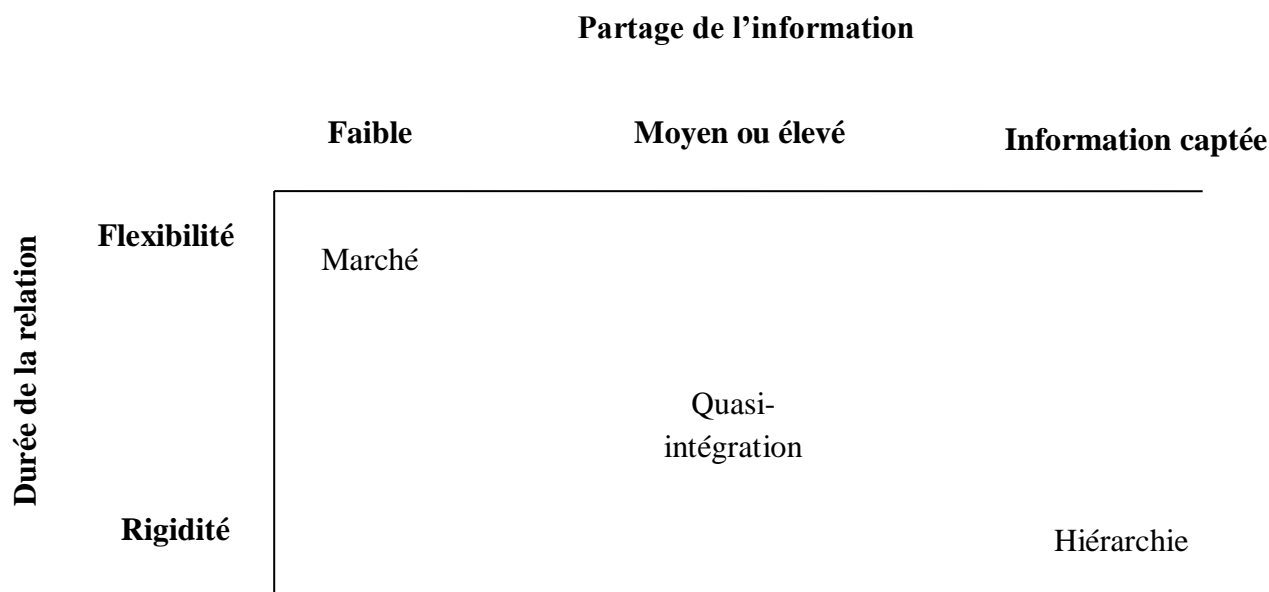
2.2 En fonction de la structure de gouvernance

La relation banque entreprise dans le cadre des services bancaires est souvent marquée par l'asymétrie informationnelle, où la banque détient une position dominante grâce à son expertise. Cependant, la volonté des banques d'optimiser leur rentabilité peut limiter leur engagement envers les entreprises jugées moins rentables. Cela crée trois principaux types de relations banque entreprise : structure de gestion par le marché, structure de gestion par la hiérarchie et structure quasi-intégration.

Deux critères mettent en évidence ces trois formes : la durée de la relation d'une part, le degré de partage de l'information contrôle d'autre part, et ce en retenant un niveau d'incertitude moyen.³¹

³¹ Allegret, Jean-Pierre et Bernard, Baudry. « La relation banque-entreprise : structures de gouvernement et formes de coordination ». Revue française d'économie, vol 11, no. 4, 1996.

Figure N° 2 : La mise en évidence de trois formes pures de structure de gouvernance.



Source : Allegret Jean-Pierre et Bernard Baudry. « La relation banque-entreprise : structures de gouvernement et formes de coordination. ». Revue française d'économie. Volume 11. N°4, 1996, p. 8.

2.2.1 La structure de gestion par le marché

Ce type de relation est caractérisé par la flexibilité ainsi que l'absence du contrôle de la banque sur la qualité des informations fournis par l'entreprise. Chaque partie est libre de saisir des opportunités sans engagements ferme. Ce modèle peut engendrer un manque de transparence ce qui pousse l'entreprise à ne pas divulguer certaines informations par peur que la banque ne se retire.³²

Ce type de contrat possède deux avantages pour les deux parties :

- Les parties contractantes peuvent se désengager facilement afin d'éviter les événements non anticipés en cas où l'environnement est incertain.
- Si l'un des contractants ne respecte les engagements initiaux, l'autre partie peut se retirer de la relation rapidement sans engendrer des coûts de plus.

Malgré ces avantages, ce modèle présente des inconvénients qui sont :

- Absence de fidélité vis-à-vis de l'autre.

³² Benatou El Idrissi Amina, Omar Benjelloun Andaloussi et Bouchra Aiboud. « La relation banque-entreprise et l'asymétrie informationnelle : Etat des lieux et corrélation », numéro 5, Juin 2018, p. 835.

- L'absence de coopération entre la banque et l'entreprise génère une méfiance mutuelle, d'un côté l'entreprise hésite de divulguer ses informations par peur de désengagement de la banque, d'un autre côté, la banque est prudente à cause de la qualité réduite des informations.
- La relation est d'une courte durée ce qui limite l'apprentissage relationnel et donc pas de bénéfices à long terme.³³

2.2.2 La structure de gestion par la hiérarchie

Ce modèle est plus rigide, il est basé sur une relation hiérarchique dans laquelle la banque exerce un contrôle direct sur l'entreprise. Ici la banque peut accéder facilement aux informations nécessaires et dirige en grande partie les décisions financières. Elle est en mesure de suivre quotidiennement les activités de l'entreprise. Cette structure réduit l'autonomie de l'entreprise et impose une forte dépendance vis-à-vis de la banque.

Les avantages de ce type de relation banque entreprise sont :

- La banque accompagne l'entreprise en lui apportant un suivi stratégique et financier ce qui l'aide à prendre les meilleures décisions.
- L'accès facile de la banque aux informations de l'entreprise réduit l'incertitude et donc permet de mieux évaluer sa solvabilité.
- Ce type favorise une relation durable ce qui permet de bénéficier des richesses futures.

Les limites de la structure de gestion par la hiérarchie sont :

- Ce type de structure est moins flexible car il ne s'adapte pas aux changements rapides du marché en raison de ses procédures routinières qui limitent l'agilité des entreprises.
- Les entreprises du même groupe apportent des liens financiers complexes, réduisent la gestion et créent des inefficacités dans l'allocation des ressources.³⁴

2.2.3 La structure Quasi-intégration

La quasi-intégration est une structure située entre les deux structures précédentes le marché et la hiérarchie (une zone intermédiaire), ici la banque et l'entreprise acceptent une rationalité limitée et adoptent des contrats flexibles et non standardisés.

Cette forme de relation apparaît comme la plus adaptée dans les environnements incertains et face aux fluctuations de la demande.³⁵

³³ Allegret et Baudry, op, cit., pp. 09-10.

³⁴ Ibid., pp. 12-13-14.

Les avantages qu'apporte cette structure se résument comme suit :

- Elle permet aux entreprises de conserver une certaine indépendance tout en bénéficiant du soutien stratégique et financier des banques.
- La flexibilité des contrats c'est-à-dire que les engagements ne sont pas rigides ce qui facilite l'adaptation aux évolutions du marché.
- Adaptation aux environnements incertains.

Les inconvénients engendrés par la quasi-intégration sont :

- Les conflits entre les parties contractantes à cause du manque de clarté et d'absence des règles précises.
- Sans contrôle total de la banque, l'entreprise peut prendre des décisions risquées.³⁶

3 Le rôle de l'intermédiation financière

L'intermédiaire financier n'est pas uniquement un agent agissant pour le compte de ces unités institutionnelles, il supporte lui-même un risque en acquérant des actifs financiers et en contractant des engagements pour son propre compte comme c'est le cas pour les banques.³⁷

Lorsqu'une entreprise est en besoin de financement et décide d'emprunter, elle fait recours soit au financement direct sur les marchés financiers, soit au financement indirect en passant par un intermédiaire qui est la banque. L'avantage du marché financier est de réduire les coûts de l'intermédiation, mais avec l'environnement incertain, le recours à ce type de financement peut engendrer des pertes importantes en raison des fluctuations non anticipés, ainsi sa structure difficile limite l'accès des PME qui ne disposent pas toujours de la solidité financière requise pour attirer les investisseurs. Dans ce contexte, le rôle des banques comme intermédiaires financiers devient crucial.³⁸

Dans une relation banque entreprise, la banque en tant qu'un intermédiaire entre les agents à capacité de financement et ceux en besoin de financement, elle collecte l'épargne et elle le redistribue sous forme de crédits notamment le crédit d'investissement ; cela facilite aux entreprises d'accéder à des ressources financières dont elles ont besoin pour se financer avec des conditions de financement plus avantageuses surtout pour les clients fidèles. Ainsi la banque non seulement elle accorde des crédits mais aussi elle aide les entreprises dans la prise

³⁵ Benattou El Idrissi, Benjelloun Andaloussi et Aiboud Benchekroune, op. cit, p. 836.

³⁶ Allegret et Baudry, op. cit, pp. 15-16 -17.

³⁷ INSEE, www.insee.fr/fr/metadonnees/definition/c1873, Consulté le 22 février 2025.

³⁸ Ottavj Christian. *Monnaie et financement de l'économie*. 5^e édition. Hachette, 2014, pp. 170-171.

des décisions, la structuration de ses investissements, ce qui permet à la banque de mieux comprendre son partenaire et d'adapter ses offres selon ses besoins.

De plus, la banque protège les épargnants et permet de réduire les risques en évaluant la capacité des entreprises à rembourser les emprunts c'est-à-dire si ces entreprises sont solvables.

Enfin, l'intermédiation financière joue un rôle central dans la stabilité du système économique en canalisant les fonds vers des investissements productifs.

Section04 : Les déterminants et les enjeux de la relation banque entreprise

Les déterminants et les enjeux de la relation banque entreprise conditionnent la qualité du financement et la pérennité des échanges entre les deux parties. Cette section a pour but de présenter ces différents critères qui influencent cette relation et ses principaux enjeux.

1 Les déterminants de la relation banque-entreprise

L'analyse de la relation banque entreprise est basée sur plusieurs déterminants, les plus réputés sont :

1.1 La confiance

La confiance est une notion fondamentale dans l'analyse de la relation banque entreprise, elle est considérée comme une variable essentielle à la réussite des échanges.

« La confiance est une attente, une croyance ou un sentiment, mais c'est aussi une intention de comportement qui sous-entend la vulnérabilité et l'incertitude ».

Les recherches en gestion ont montré que la confiance contribue à la réussite et à la stabilité des relations d'affaires et implique un engagement réciproque et mutuel entre les partenaires.³⁹

Dans la relation banque entreprise, d'un côté l'entreprise doit communiquer d'une manière transparente sur informations comme ses états financiers et d'un autre coté la banque doit respecter ses promesses, et ne pas exploiter la vulnérabilité de l'entreprise par l'adoption d'un comportement opportuniste relevant de son pouvoir.⁴⁰

³⁹ Gatfaoui, Shérazade. « Une analyse dynamique de la construction de la confiance dans la relation client-particulier/banque : une approche par les études de cas rétrospectives ». Thèse de doctorat, Université Paris XII Val de Marne, 2005. HAL <https://hal.science/tel-01558531v1/document>. Consulté le 25 février 2025.

⁴⁰ Baha Riad et Aldo Levy. « Les déterminants de la relation banque-entreprise dans le cadre d'un prêt : revue de la littérature. ». Revue innovation, vol 09, no. 1, 2019, p. 593.

1.2 L'incertitude de l'environnement

L'incertitude de l'environnement peut être définie comme étant l'incapacité d'une organisation à prédire les changements permanents de son environnement, qui résulte du manque d'informations, erreurs quantifiables, etc.

Dans le contexte de l'analyse de la relation banque entreprise, l'incertitude de l'environnement est considérée comme un facteur clé de la prise de décision. D'un côté, cette incertitude pousse les banques à être plus prudente et à renforcer leurs conditions et exigences en matière de financements et de garanties afin d'éviter les événements non anticipés comme les fluctuations macroéconomiques et les changements réglementaires par exemple.

D'un autre côté, l'entreprise face à cette incertitude hésite à s'endetter et préfère l'autofinancement ou bien la diversification de ses sources de financement à partir le recours aux marchés financiers.

Donc l'incertitude de l'environnement redéfinit les relations entre la banque et l'entreprise, mais une relation basée sur la confiance et la transparence peut surmonter les défis de l'incertitude de l'environnement.

1.3 Les relations interpersonnelles

Les relations personnelles entre l'entreprise et la banque se construisent lorsque ces deux parties se connaissent depuis longtemps, dans ce cas la décision de financement ne sera pas basée uniquement sur les données financières mais aussi sur les connaissances personnelles.

Dans le cadre de la relation banque-entreprise, le banquier jouit généralement d'un statut social privilégié. Les liens qu'il tisse avec l'entreprise peuvent aller de l'assistance, du conseil technique et économique aux relations interpersonnelles cordiales. En effet, compte tenu de l'enjeu financier que le banquier représente pour l'entreprise, il ne peut être seulement un interlocuteur financier, mais aussi un partenaire qui partage les mêmes activités extra-professionnelles et appartient à la même communauté de l'entreprise. Cette proximité relationnelle crée, en retour, un climat de confiance qui permet à l'entreprise de compter sur le soutien de son banquier en cas de difficultés financières.

Lorsque l'entreprise passe par des périodes difficiles financièrement, sa banque protège ses capitaux, cela pousse l'entreprise a renforcé sa relation avec son partenaire. Ainsi, la

banque lorsque voit que son partenaire lui communique régulièrement ses informations et assure de sa fiabilité, cela lui pousse à entretenir cette relation sur le long terme.⁴¹

1.4 La dépendance

Le besoin d'une entreprise à obtenir les ressources indispensables pour sa croissance engendre la création de liens de dépendance avec d'autres entités, notamment les institutions bancaires. Cette dépendance pousse l'entreprise à maintenir une relation en vue d'atteindre des objectifs précis.

Cette dépendance de l'entreprise envers sa banque dépend de plusieurs critères. Premièrement, le montant du financement accordé par la banque, plus la banque finance l'activité de l'entreprise, plus cette dernière devient dépendante. Deuxièmement, selon l'entreprise les investissements spécifiques lui permettent de maintenir sa relation avec la banque sur le long terme. Enfin, la taille de l'entreprise, les grandes entreprises qui ont des expériences et qui sont solides financièrement peuvent exercer un contrôle sur la banque mais ce n'est pas le cas des PME.⁴²

1.5 La multibancarité

La multibancarité c'est lorsqu'une entreprise établit des relations avec plusieurs banques et cela pour plusieurs raisons. Le nombre de ces banques dépend aussi bien des caractéristiques de l'entreprise (taille, complexité des activités et de l'organisation, besoins en financement...etc.) que celles des banques (implantation territoriale, vocation et spécialisation...etc.). Pour les PME, deux ou trois banques sont largement suffisantes. Les grandes entreprises, ayant des projets de longues durées et profitables, sont plutôt incitées à multiplier leurs relations bancaires, même si cela pourrait accroître les coûts de transaction.

Par ailleurs, le nombre de relations bancaires permet, également, de renseigner sur la qualité de l'entreprise. Une entreprise de bonne qualité peut entretenir peu de relations bancaires, car elle n'aura pas de problème pour se refinancer auprès de son prêteur principal, détenteur de l'information privée. Par contre, une entreprise de mauvaise qualité ou même qui anticipe une détérioration de sa performance future, a tendance à s'adresser à plusieurs banques en leur diluant l'information privée pour échapper au contrôle strict pouvant être exercé par sa banque principale. À noter enfin que certaines banques évitent d'octroyer des

⁴¹ Baha Riad et Aldo Levy. « Les déterminants de la relation banque-entreprise dans le cadre d'un prêt : revue de la littérature. ». Revue innovation, vol 09, no. 1, 2019, p. 594.

⁴² Ibid., pp. 591-592.

crédits à des entreprises ayant de multiples sources de financement, car elles trouvent des difficultés à obtenir cette information privée.

Il faut préciser que dans certains cas particuliers, la multibancarité pourrait même restreindre l'accès aux crédits pour le cas d'une entreprise profitable passant par une conjoncture momentanément défavorable. En effet, si dans la durée une banque est en mesure d'extraire une rente de monopole de sa relation avec une entreprise profitable, elle tiendra à l'aider. En revanche, en cas de multibancarité, la capacité de la banque à recueillir des informations et à contrôler l'entreprise sera réduite suite à la dilution de l'information et l'assouplissement de la surveillance des banques. La banque ne bénéficie plus d'une rente de monopole et sera donc moins disposée à soutenir l'entreprise.⁴³

Pour conclure, l'entreprise choisit la multibancarité pour plusieurs raisons. D'abord, l'entreprise diversifie ses sources de financement ce qui lui permet de négocier des conditions de crédit par exemple les plus favorables concernant les taux d'intérêt, les délais de remboursement, etc. Cette diversification permet aussi à l'entreprise de réduire sa dépendance à une seule banque. De plus, une entreprise qui veut réaliser des investissements importants sollicite plusieurs banques pour se financer, dans ce cas elle peut avoir un montant de crédit plus élevé et ce n'est pas le cas si elle sollicite une seule banque. Enfin, la multibancarité permet d'éviter les risques bancaires en périodes de crise économique ou des tensions sur les marchés financiers.

1.6 La satisfaction

La satisfaction est définie comme étant le rapport entre la performance perçue par le client et ses attentes⁴⁴. C'est un déterminant très important pour la relation banque entreprise tout comme la confiance.

Dans le milieu bancaire, la satisfaction fait référence au niveau où les attentes de l'entreprise sont remplies par les services offerts par la banque. Elle dépend de plusieurs éléments comme la qualité des services offerts, les relations interpersonnelles, les conditions financières, etc.

L'objectif d'une banque est de gagner une clientèle sur le long terme, c'est pour ça qu'elle essaie de fidéliser ses clients et cela en offrant des services diversifiés, en anticipant

⁴³ Ibid, pp. 588-589.

⁴⁴ Ray Daniel et William Sabadie. « Marketing relationnel : rentabiliser les politiques de satisfaction, fidélité, réclamation ». Édition Dunod, 2016.

ses besoins et en proposant des solutions adaptées. Cela lui permet de satisfaire son partenaire.

En revanche, la banque attend de son client un ensemble de garanties et une certaine transparence afin d'entretenir une relation stable et rentable.

2 Les Enjeux de la relation banque-entreprise

La relation entre les banques et les entreprises a davantage évolué au cours des quinze dernières années de ce siècle que durant toute la période qui les a précédées. Cette évolution profonde s'est faite autour de trois axes majeurs : les clients, les actionnaires et les processus.

La relation banque-entreprise se caractérise par une certaine complexité : l'entreprise veut concilier deux types de besoins essentiels, à savoir l'accès à des compétences financières, à des services et à des sources de financement, qui peuvent tous découler d'une relation étroite avec une banque, tout en conservant un degré élevé d'autonomie dans ses opérations.

Les entreprises exploitent de plus en plus les opportunités offertes par la mondialisation de l'économie et le fait d'avoir une relation étroite avec une banque capable de fournir des services et des conseils à l'échelle mondiale leur confère un avantage concurrentiel considérable.

2.1 Les avantages de la relation banque-entreprise

-Informations privée : une relation de long terme offre à la banque l'avantage d'accumuler des informations internes et confidentielles sur l'entreprise notamment sa trésorerie, ses partenaires, ses incidents de paiement et l'évolution de son activité. Ces informations qui ne sont pas accessibles aux autres institutions financières, permettent à la banque de mieux comprendre le fonctionnement de l'entreprise, d'adapter ses services aux besoins de cette dernière ce qui permet de réduire les incertitudes.

-Meilleure évaluation des risques : les informations accumulées sur les entreprises permettent à la banque d'évaluer la situation financière d'une entreprise qui sollicite un nouveau crédit d'une façon plus précise car elle connaît déjà son historique de remboursement. Cela permet à la banque de distinguer les entreprises sincères et solvables de celles qui cachent ses difficultés. Cette capacité d'évaluation précise renforce la qualité de la sélection des emprunteurs et permet de prendre les meilleures décisions en terme de crédit.

-Soutien en cas de difficultés : lorsque l'entreprise fait face à un problème de trésorerie, elle peut se retrouver en difficultés pour honorer ses engagements, c'est dans ce type de situation

que la banque soit compréhensive vu qu'elle connaît la situation de son entreprise cliente et donc qu'elle agit moins brutalement. Cela permet de contribuer à la stabilité financière de l'entreprise.

-Accès au financement facilité : une relation bancaire solide facilite l'accès de l'entreprise au crédit. En effet, lorsque la banque est bien informée de la situation financière et de la gestion, elle diminue ses exigences concernant les garanties et les conditions de financement. Cette confiance mutuelle stimule l'investissement et encourage la croissance de l'entreprise.

-Rôle de conseiller actif : la banque offre à l'entreprise des services de base : la sécurité, la commodité, le placement et le financement. En plus de ces services traditionnels, la banque joue un rôle de conseiller stratégique, elle accompagne l'entreprise en proposant des opportunités d'affaires, des arrangements juridiques ou fiscaux bénéfiques, ainsi que des solutions de financement personnalisées. Cette relation alors va au-delà du simple cadre financier et contribue directement à la croissance de l'entreprise.

En résumé, nous pouvons dire que les banques offrent aux entreprises les moyens de se développer, d'élargir leur activité, voire de survivre à des difficultés. Ceci se traduit par les divers types de financement proposés selon la taille et le secteur d'activité de l'entreprise.

Dans le même sens, il convient de dire que cette relation présente bien des avantages, mais ceci ne veut pas dire qu'elle n'est pas exempte d'inconvénients.⁴⁵

2.2 Les limites de la relation banque-entreprise

-Monopole informationnel : quand une banque possède des données confidentielles sur une entreprise, elle détient un avantage déterminant par rapport à ses concurrents. Cette rente informationnelle peut empêcher l'entreprise de faire appel à d'autres banques, même si les conditions proposées par sa banque principale ne sont plus idéales. Cette asymétrie nuit à la concurrence et limite la capacité de négociation de l'entreprise.

-Risque d'inefficacité : une relation trop solide peut entraîner une diminution du contrôle exercé par la banque. En se reposant sur la confiance accumulée, celle-ci peut négliger les signaux d'alerte ou ne pas actualiser ses évaluations de risque. Cela diminue l'efficacité du processus de suivi et accroît le risque d'une mauvaise évaluation financière de l'entreprise.

⁴⁵ Hadik Meryem et Maria El Hamydy. « La relation banque-entreprise ». Exposé du moule Financement bancaire. Université MOULAY Ismail, 2019/2020.

-Dépendance excessive : l'entreprise peut devenir trop dépendante d'une seule banque, notamment si celle-ci représente sa principale source de financement. Cette dépendance devient risquée si la banque se désengage ou modifie ses conditions car elle met l'entreprise en difficulté vu qu'elle n'a pas d'alternative rapide. Cette dépendance alors place la banque en position de force, avec un pouvoir de négociation accru, ce qui est défavorable pour l'entreprise. En effet, si l'entreprise souhaite changer de banque, cela peut être interprété négativement par les autres banques, elles peuvent y voir comme un signe de difficultés financières que sa banque principale refuse de couvrir.

-Comportement stratégique des entreprises : certaines entreprises adoptent un comportement opportuniste dans leur relation avec les banques ; Lorsqu'elles anticipent une dégradation de leur performance économique, elles choisissent volontairement de ne pas faire appel à une seule banque principale dans le but de diminuer le degré de supervision et du contrôle. Cette décision stratégique facilite la dissimulation de certaines informations financières et la répartition des risques sur différents établissements. Ce comportement compromet alors la transparence et augmente le risque de sélection défavorable pour les institutions bancaires, qui ont alors du mal à différencier les entreprises solvables des emprunteurs risqués.

-Ambiguïté de la relation : la relation banque entreprise est souvent caractérisée par une certaine ambiguïté. Lorsqu'une entreprise est en phase de stabilité, elle a la possibilité de négocier et de comparer les banques facilement afin d'obtenir les conditions les plus avantageuses. Toutefois, face à des difficultés, elle demande un soutien renforcé de sa banque principale. Ce double comportement alors génère de la méfiance et rend complexe la gestion de partenariat bancaire sur le long terme, donc cette relation devient risquée.⁴⁶

Conclusion du chapitre

A partir de ce chapitre, nous avons déduit que la relation banque entreprise ne se limite pas aux seuls services financiers, mais elle est basée également sur la connaissance de l'environnement des deux parties. Cette relation est considérée comme moteur essentiel de l'activité économique et un facteur essentiel pour la stabilité du système financier.

⁴⁶ « La relation banque-entreprise ». Scribd, <https://fr.scribd.com/document/392980716/75246334-La-Relation-Banque-Entreprise-pdf>. Consulté le 27 février 2025.

Chapitre 01 : aperçu théorique et général sur la relation banque entreprise

La présentation des généralités de la banque et le rappel théorique que nous avons effectué pour l'entreprise, nous a permis de mieux comprendre la nature de la relation banque entreprise. Nous avons mis en lumière les différentes formes qu'elle peut prendre que ce soit en matière de financement ou en matière de la structure de gouvernance, et nous avons donné importance au rôle de l'intermédiation financière joué par la banque.

La présentation des différents déterminants nous a permis de déduire qu'un niveau d'équilibre dans cette relation est essentiel pour assurer la performance de la banque et la pérennité de l'entreprise tout en assurant la satisfaction des deux parties. Les enjeux identifiés montrent qu'une relation saine et efficace permet d'assurer le bon fonctionnement du système économique et financier.

Chapitre 02

*Mécanismes et fonctionnement du crédit
d'investissement*

Introduction du Chapitre

Le financement des investissements nécessite la mise en œuvre de capitaux souvent importants que l'entreprise ne peut pas assurer par ses propres ressources en l'occurrence l'autofinancement. De ce fait elle se trouve dans l'obligation de les compléter par des ressources externes qui peuvent émaner soit du marché financier, soit de la banque. Parmi ces ressources, le crédit d'investissement qui est un type de financement destiné à aider les entreprises à réaliser des projets à moyen ou long terme.

Ce chapitre vise à explorer les mécanismes et le fonctionnement du crédit d'investissement. Dans la première section, nous présentons les généralités relatives à ce type de financement en le définissant et en détaillant les différentes formes qu'il peut prendre. Ensuite, nous analyserons les risques liés à ce type de crédit accordé par la banque et les instruments de couverture utilisés. Puis, nous décrirons le processus d'octroi de crédit de l'investissement en commençant par les documents nécessaires au dossier de crédit et en terminons par l'analyse financière. Enfin, nous présentons les critères utilisés pour évaluer la rentabilité du projet d'investissement qui aident les banques à la prise de décision.

Section 01 : généralités sur le crédit d'investissement

Le crédit d'investissement constitue un outil essentiel de financement à moyen et long terme pour les entreprises. Cette section vise à présenter les éléments essentiels du crédit d'investissement.

1 Définitions

Avant de définir le crédit d'investissement, il faut d'abord savoir qu'est qu'un crédit et un projet d'investissement.

1.1 Définition d'un crédit

L'origine du mot crédit est venue de mot latin « credere » c'est à dire faire confiance, il renvoie à l'opération par laquelle un établissement de crédit met ou promet de mettre à la disposition d'un client une somme d'argent moyennant intérêts, pour une durée déterminée ou indéterminée. Il apparaît alors que le crédit est engendré par la combinaison de trois principales notions qui sont : le temps, la confiance et la promesse.⁴⁷

⁴⁷Yahmi Nawal. « L'octroi d'un crédit d'investissement cas BDL ». Mémoire de fin d'étude, promotion 2007-2009.

1.2 Définition d'un projet d'investissement

Le projet d'investissement est une immobilisation de capitaux sous forme de moyens divers de production dans l'espoir d'en tirer sur une période plus au moins longue des avantages financiers à travers la production de bien et/ou de services dans l'entreprise.⁴⁸

Nous distinguons généralement trois principaux types d'investissement. Premièrement, l'investissement corporel qui sert à acquérir des biens tangibles comme les machines, les bâtiments, les véhicules, etc. Deuxièmement, l'investissement incorporel c'est-à-dire l'investissement en tout ce qui est immatériel, il fait référence aux dépenses dans les différents services de transport, distribution, recherche et développement et les logiciels à titre d'exemple. Enfin, l'investissement financier qui renvoie aux placements de capitaux en vue de l'acquisition des titres financiers comme les actions, les obligations, les bons de trésor, etc.

1.3 Définition d'un crédit d'investissement

Le crédit d'investissement, également connu sous le nom de prêt d'investissement, est un crédit à moyen ou long terme octroyé par des institutions financières telles que les banques ou des organismes de crédit spéciaux. Il est destiné à financer des investissements productifs tels que l'acquisition ou le renouvellement des équipements, l'expansion d'activités, ou d'autres projets visant à améliorer la capacité de production d'une entreprise.⁴⁹ Le montant de crédit doit être remboursé sur une période déterminé avec un taux d'intérêt adapté aux besoins et aux risques liés à chaque projet.

2 Typologies d'un crédit d'investissement

Les ressources propres à l'entreprise, ne parviennent pas toujours à financer ses besoins d'investissement, c'est pour cette raison qu'elle fait appel à des financements externes notamment les crédits d'investissement.

Nous distinguons globalement trois types de crédit d'investissement : crédit à moyen terme, crédit à long terme et crédit-bail (leasing).

⁴⁸ Franck Olivier Meye. *Evaluation de la rentabilité des projets d'investissement*. Edition l'Harmattan, 2007, p. 28.

⁴⁹ Fares Zlitni. *Guide du crédit bancaire : votre chemin vers la réussite financière*. Edition books on demand, 2024.

2.1 Le crédit à moyen terme

Le crédit à moyen terme est un crédit accordé par la banque à une entreprise pour une durée entre deux ans et sept ans afin d'acquérir des biens d'équipement amortissable entre huit et dix ans.

Ce type de crédit permet, en fait, de financer non seulement le matériel et l'outillage, mais aussi, certaines constructions de faible cout dont ont besoin les sociétés industrielles⁵⁰. Il est utilisé généralement pour le financement des PME.

Il existe différents types de crédits à moyen terme, que nous allons expliquer.

2.1.1 Le crédit à moyen terme réescomptable

Le crédit à moyen terme réescomptable est un crédit qui permet aux banques de dépôts de financer des opérations de crédits d'une durée relativement longue, tout en disposant de la possibilité de réescompter ces crédits à moyen terme auprès de l'institution d'émission, mais il est essentiel de veiller à ce que ce crédit ne conduise pas à un recours excessif aux ressources de l'institut d'émission afin d'éviter une pression excessive sur la monnaie.⁵¹

2.1.2 Le crédit à moyen terme mobilisable

Ce type de crédit permet à la banque de récupérer ses liquidités engagées dans une opération de crédit à moyen terme en faisant appel sa créance sur le marché financier.⁵²

2.1.3 Le crédit à moyen terme direct

Nous parlons d'un crédit à moyen terme direct, lorsqu'il est alimenté par la banque grâce à ses propres fonds. Ici, l'emprunteur souscrit des billets à ordre sous forme de reconnaissance de dette et non pas un instrument de réescompte ou de mobilisation.⁵³

2.2 Le crédit à long terme

Le crédit à long terme est un crédit accordé par une banque à une entreprise pour une durée de remboursement entre huit ans et vingt ans afin de financer des investissements lourds à titre d'exemple l'achat des machines et équipements lourds, construction des bâtiments et usines. Ce type de crédit est utilisé pour financer les grandes entreprises.⁵⁴

⁵⁰ Godih Djamel Torqui, Tefali Benyounes. *L'essentiel sur le risque de crédit et le financement bancaire de l'entreprise*. Édition les Dahlias-Kiffane, 2021, p.42.

⁵¹ Ibid. p.43.

⁵² Ibid, p.43.

⁵³ Ibid, pp.43-44.

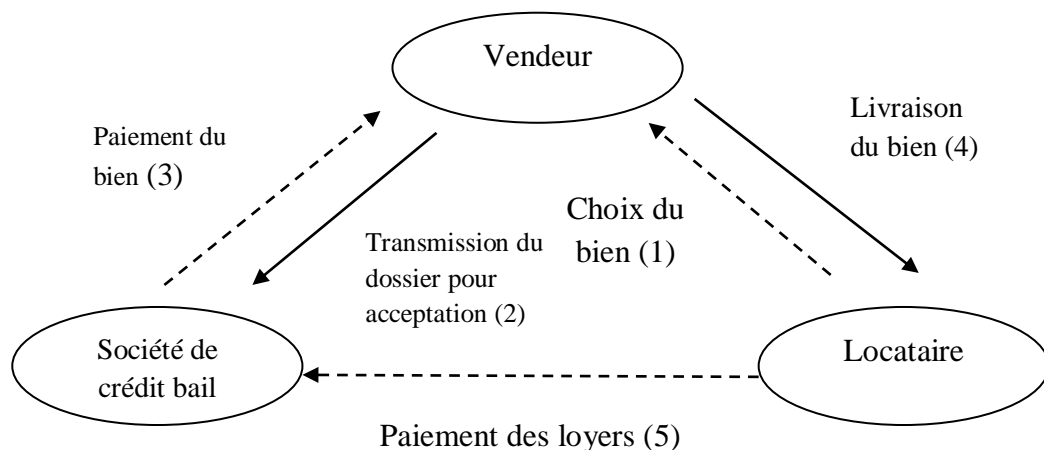
⁵⁴ Ibid, p.44.

2.3 Le crédit-bail (Leasing)

Né aux États-Unis au moment de la guerre de Corée, en anglais c'est **Leasing** qui est extrait du verbe to lease qui veut dire louer, en français **Crédit-bail** et en arabe **El jara**. Le crédit-bail renvoie à un contrat à long terme où une banque (société de crédit-bail) achète un bien en vue de le louer à une entreprise (le preneur) pour un usage professionnel avec la possibilité de vente à la fin du contrat avec un prix convenu au prix d'achat (valeur résiduelle).

En Algérie, le crédit-bail est évoqué pour la première fois dans la loi 90-10 du 14 avril 1990, il est assimilé aux opérations de crédit.

Schéma N° 1 :Crédit-bail.



Source : Amélie Charles, Stéphanie Maurice, Etienne Redor. *Le financement des entreprises*, 2^e édition. Economica, 2014, p.68.

Ce type de crédit peut prendre plusieurs formes :

2.3.1 Le crédit-bail mobilier

Dans ce type de crédit, la société de crédit-bail achète un bien mobilier chez un fournisseur comme exemple les équipements, matériels industriels et véhicules, afin de le louer au preneur pour un usage professionnel.⁵⁵

2.3.2 Le crédit-bail immobilier

C'est un mode de financement où la banque achète ou construit un bien immobilier à titre d'exemple les terrains afin de le louer à une entreprise pour un usage professionnel. A la fin du contrat l'entreprise peut devenir propriétaire de ce bien en l'achetant.⁵⁶

⁵⁵ Ibid., p.37.

2.3.3 Autres formes de crédit-bail

- **Le lease-back ou cession bail** : c'est un mécanisme financier qui permet à une entreprise de céder un bien immobilier à société de crédit-bail (banque) tout en continuant à l'utiliser grâce à un contrat de location. Ce type de crédit est utilisé par une entreprise en cas de restructurations ou si elle est en besoin de renforcer sa trésorerie. A la fin du contrat, elle a la possibilité de racheter le bien et de redevenir propriétaire.
- **Leasing adossé ou crédit-bail adossé** : c'est une opération dans laquelle un fabricant des biens d'équipements vend à une banque son matériel tout en conservant la possibilité de l'utiliser. La banque lui loue par la suite ce matériel par le biais d'un contrat de crédit-bail, mais aussi elle peut les sous-louer à des tiers.⁵⁷

2.4 Les crédits d'investissements spéciaux en Algérie

Les crédits d'investissements spéciaux sont des crédits accordés dans le cadre d'un programme de développement défini par les autorités gouvernementales. Ils visent à soutenir des activités encouragées par les pouvoirs publics. Les plus connus en Algérie sont :

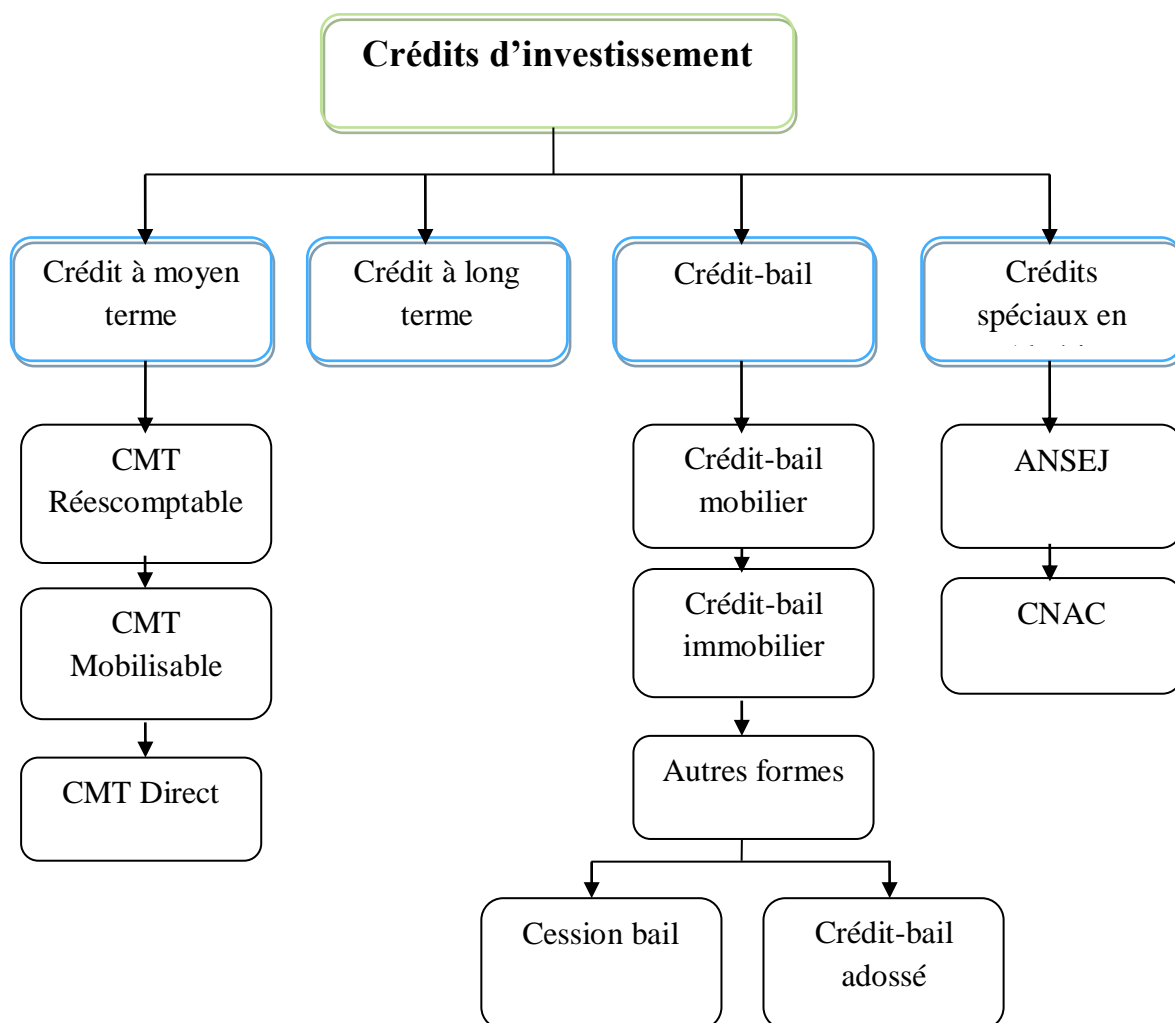
- **Les crédits dans le cadre de l'agence nationale de soutien à l'emploi des jeunes (ANSEJ)** : l'ANSEJ est créée en 1996, elle est fondée sur une approche économique, de création de richesse et d'emploi. L'Etat en collaboration avec les banques a mis en place un dispositif de financement appelé « crédit à l'emploi des jeunes », l'objectif est de favoriser la création d'activités de biens et services par les jeunes promoteurs mais aussi de réduire le taux de chômage. Ce sont des crédits à moyen terme où les investisseurs doivent être âgés entre 19 ans et 35 ans et le montant maximum d'investissement est de dix millions de dinars.
- **Les crédits de soutien à la création d'emploi par les chômeurs en relation avec la caisse nationale de chômage (CNAC)** : Ce sont des crédits à moyen terme accordés aux chômeurs âgés entre 35ans et 50ans, le montant des crédits bancaires représente 70% du coût global du projet quel que soit le seuil de l'investissement. Dans ce type de crédit, seules les activités de production de biens et services sont éligibles. Les investisseurs bénéficient des conditions de remboursement avantageux.⁵⁸

⁵⁶ Ibid., p.40.

⁵⁷ Godih Djamel Torqui et Mohammed Lazreg. *Les principes généraux afférents aux techniques bancaires*. Édition Les Dahlias-Kiffane, p.97.

⁵⁸ Ibid., p. 99

Schéma N° 2 : typologies d'un crédit d'investissement.



Source : réalisé par nous-mêmes.

Section 02 : Les risques liés aux crédits d'investissement

Le crédit d'investissement comme tout type de financement comporte des risques susceptibles d'affecter tant l'entreprise emprunteuse que l'établissement prêteur.

1 Définition du risque de crédit

Par principe, il n'y a pas de crédit sans risque. Quel que soit son objectif (investissement, exploitation, consommation, etc.), le crédit bancaire est toujours associé à la notion de risque. Le risque de crédit traduit la défaillance possible d'un emprunteur, d'un émetteur d'obligations ou d'une contrepartie dans une transaction financière.⁵⁹

⁵⁹ John Hull et al. *Gestion des risques et institutions financières*. 2^e édition. Pearson, 2007, p. 301.

Le risque de crédit correspond au risque auquel un créancier s'expose si le débiteur est incapable de respecter ses engagements, c'est-à-dire de rembourser sa dette ou de payer les intérêts associés.

2 Les différents risques liés aux crédits et les instruments de couverture

2.1 Le risque de non remboursement (de crédit)

Le risque de non remboursement est : « le risque de voir un client ne pas respecter son engagement financier, à savoir dans la plupart des cas un remboursement de prêt. »⁶⁰

Le risque de crédit (contrepartie) est : « le risque de perte inhérent au défaut d'un emprunteur par rapport au remboursement de ses dettes ».⁶¹

Par ailleurs, ce risque apparaît lorsque le client est incapable ou refuse de rembourser les prêts qui lui ont été accordés. Ce refus peut s'expliquer par :

- La détérioration de la situation financière du débiteur ou par un manque de bonne foi.
- L'emprunteur du crédit a d'autres objectifs ou fait face à une mauvaise gestion de l'affaire.

- **Les instruments de couverture**

- a) **Crédit Default Swaps (CDS)**

Les swaps de défaut de crédit (CDS) sont le type de dérivé de crédit le plus courant. Il s'agit d'instruments financiers qui permettent le transfert du risque de crédit entre les acteurs du marché, ce qui peut favoriser une plus grande efficacité dans la tarification et la distribution du risque de crédit. Dans sa forme la plus simple, un CDS est un contrat dans lequel un « acheteur de protection » accepte d'effectuer des paiements périodiques (le « spread » ou la prime du CDS) sur un nombre d'années prédéterminé (l'échéance ou la durée du CDS) à un « vendeur de protection » en échange d'un paiement du vendeur de protection en cas de défaillance d'une « entité de référence ».⁶²

- b) **Lettres de crédit**

La lettre de crédit peut être définie comme étant une promesse de paiement d'une banque, distincte du contrat de vente ou autres contrats qui en forment la base. Elle contribue à minimiser les risques de paiement associés au transport des marchandises.

⁶⁰ Bessis Joel. *Gestion bancaire du risque actif, passif des banques*. Édition Dalloz, 1995, p.02.

⁶¹ Gourieroux Christiane et André Tiomo. *Risque de crédit : une approche avancée*. Édition Economica, 2007, p.11

⁶² Bomfim, Antulio N. Credit Default Swaps. Finance and Economics Discussion Series 2022-023, Board of Governors of the Federal Reserve System, 2022, <https://doi.org/10.17016/FEDS.2022.023>. Consulté le 02 mars 2025.

De façon plus détaillée, il s'agit de l'engagement écrit d'une banque (la banque émettrice) remis au vendeur (le bénéficiaire) à la demande de l'acheteur (le donneur d'ordre), Cet engagement stipule que la banque doit effectuer un règlement que ce soit par le biais d'un paiement ou en acceptant ou en négociant des lettres de change jusqu'à une somme déterminée, sur présentation des documents requis et dans le respect du délai prévu.⁶³

- **Garanties bancaires**

Une garantie ou caution bancaire d'entreprise est une assurance pour l'établissement de crédit. Elle est utile en cas de défaillance dans le remboursement des échéances pour l'entreprise ayant sollicité un prêt bancaire. Il s'agit d'une garantie du prêt bancaire souscrit par l'entreprise, moyennant une commission à verser.

Elle offre souvent la possibilité de réduire la contribution personnelle de l'emprunteur et d'alléger le processus d'acquisition du crédit bancaire.

2.2 Le risque d'immobilisation du crédit

Le risque d'immobilisation est un risque proprement bancaire, car un simple retard dans le remboursement d'une créance ou un décalage entre les recettes et les dépenses, peuvent être préjudiciables à la banque. Ce type de risque naît au moment où le crédit est consenti et persiste pendant toute la durée du crédit, même si son remboursement paraît assuré. Le risque d'immobilisation consiste donc pour le banquier à se trouver dans l'obligation de faire face aux retraits des dépôts appartenant à des tiers alors qu'il les a utilisés pour consentir des crédits même très sûrs à des emprunteurs⁶⁴.

• **L'instrument de couverture**

- **La titrisation** : La banque peut couvrir le risque d'immobilisation en transformant des créances en titres négociables pour les revendre sur le marché financier.

2.3 Le risque de liquidité (trésorerie)

Il se réfère à l'incapacité potentielle d'un marché à gérer de grandes quantités de transactions sans affecter notablement la valeur de l'actif, ou d'un acteur économique à répondre à ses obligations immédiates.

Pour une institution financière, le risque de liquidité se réfère à la situation où elle ne serait plus en mesure de répondre à des demandes massives de retraits sur des comptes à court

⁶³ La lettre de crédit documentaire-guide pratique : <https://scotiabank.com> . Consulté le 02 mars 2025.

⁶⁴ Godih Djamel Torqui, Tefali Benyounes. *L'essentiel sur le risque de crédit et le financement bancaire de l'entreprise*. Édition Les Dahlias-Kiffane, 2021, p.84.

terme. Le risque de liquidité peut survenir si une banque ne parvient pas à refinancer ses opérations, même si parallèlement, elle a considérablement converti ses dépôts à court terme en crédits à long terme.

- **Les instruments de couverture**

- **Gestion active des actifs**

La gestion d'actifs, également appelé « asset management » en anglais, consiste à administrer et investir des fonds dans le cadre d'une stratégie d'investissement préétablie, dans le but d'optimiser leur rentabilité.

Le rôle d'un gestionnaire d'actifs est donc de placer les fonds qui lui ont été confiés tout en respectant avec soin son mandat d'investissement. L'idée de mandat, ou de politique d'investissement, revêt une importance capitale. Effectivement, elle détermine rigoureusement ce qu'un gestionnaire est autorisé à faire ou non.

- **Vente d'actifs non essentiels**

Cette technique fait référence à la vente d'actifs qui ne sont pas directement associés à l'activité principale de l'entreprise. Ces actifs peuvent comprendre des biens immobiliers, des investissements financiers, des équipements et machines, ou même des filiales. La vente offre à l'entreprise la possibilité de générer des flux de trésorerie immédiats tout en réduisant ses coûts ou son exposition à divers risques.⁶⁵

2.4 Le risque de taux d'intérêt

Le taux d'intérêt est le prix par lequel la banque accorde un prêt, ces taux peuvent être fixes ou variables. Les gains et les prêts sont fréquemment fondés sur la manipulation de ces taux. L'évolution divergente de rendement des emplois d'une banque avec les coûts de ses ressources est aussi la cause du risque de taux.

- **Les instruments de couverture**

- **Swaps de taux d'intérêt**

Les contrats financiers appelés « swaps de taux d'intérêt » impliquent un échange de paiements d'intérêts sur un montant principal fictif entre deux parties, l'un des paiements étant généralement à taux fixe et l'autre à taux variable. Ces instruments de couverture sont utilisés pour se prémunir contre les variations des taux d'intérêt, ce qui permet aux entreprises de contrôler le risque associé à des prêts à taux fixe ou variable. Par exemple, une société

⁶⁵ Hassid Olivier. *La gestion des risques*. Édition Dunod, 2005, p.180.

disposant d'un emprunt à taux variable a la possibilité de convertir ses paiements en un taux fixe afin de se prémunir contre les augmentations inattendues des taux d'intérêt.

- Options sur taux d'intérêt

Les contrats d'options sur taux d'intérêt sont des instruments financiers qui confèrent à l'acquéreur le droit et non l'obligation de se procurer ou de céder un instrument financier à un taux d'intérêt déterminé, soit à une date ultérieure, soit avant une date limite. Elles servent d'instruments de protection pour se prémunir contre les fluctuations des taux d'intérêt.⁶⁶

2.5 Le risque de change

Il peut être défini comme étant la perte subie en raison de la fluctuation du taux des créances ou dettes libellées en devise par rapport à la monnaie principale de l'institution financière.

Dans le domaine bancaire, la gestion du risque de change s'est transformée en une spécialité. Elle vise à prévoir les fluctuations des taux de change de diverses devises pour profiter des occasions de bénéfice dans les transactions bancaires.

Ces activités spéculatives comportent un risque significatif qui impacte la solidité des bilans bancaires. Elles sont soumises à une régulation prudentielle qui impose des normes de change via un système de pondération.⁶⁷

• Les instruments de couverture

- Contrats futurs sur matière première

Un contrat futur sur matière première est un type de produit dérivé via lequel les investisseurs s'engagent à acquérir ou à vendre une quantité déterminée d'une matière première à un prix et une date prédéfinie.

- Options sur matière première

Les options sur matière première peuvent être définies comme étant des contrats financiers qui donnent à l'acheteur le droit et non pas l'obligation soit d'acquérir ou de vendre la matière première à un prix déterminé et à une date future ou avant une échéance spécifiée.⁶⁸

⁶⁶Kiff, John, Uri Ron, et Shafiq Ebrahim. L'utilisation des swaps de taux d'intérêt et des swaps de devises par le gouvernement fédéral. *Revue de la Banque du Canada*, hiver 2000–2001, pp. 23–26. Banque du Canada, <https://www.banqueducanada.ca/wp-content/uploads/2010/06/kiff.pdf>. Consulté le 03 mars 2025.

⁶⁷ Desrvingny Armand. *Le risque de crédit*. Édition Dunod, 2005, p.180.

2.6 Le risque de détournement de l'objet du crédit

Cela implique l'utilisation du crédit à des fins différentes de celles qui ont été stipulées, c'est-à-dire que suite à l'obtention du montant, l'emprunteur ne respecte pas les conditions d'utilisation du prêt imposées par la banque. Par exemple, le prêt est octroyé pour l'acquisition d'un équipement de production, tandis que le débiteur l'a utilisé pour l'achat d'une voiture. Cela entrave la capacité de la banque à assurer un suivi précis, ce qui pourrait conduire à sa faillite.

- **Les instruments de couverture**

- **Contrats de garanties bancaires**

Les contrats de garanties bancaires sont des accords par lesquels la banque s'engage à payer une certaine somme d'argent si l'autre partie ne respecte pas ses obligations.

Dans le cadre d'un crédit, ces contrats permettent de se protéger contre le risque de détournement de l'objet du crédit. Cela signifie que si l'emprunteur utilise l'argent prêté pour des finalités différentes que celles prévues, la banque interviendra pour couvrir le créancier, assurant ainsi que les fonds sont utilisés correctement.⁶⁹

Section 03 : Étude et évaluation d'un dossier de crédit

L'octroi d'un crédit ne peut se faire sans une étude rigoureuse du dossier présenté par l'entreprise. Cette étape permet à la banque d'évaluer la faisabilité du financement.

1 Les documents constitutifs d'un dossier de crédit d'investissement

Le processus d'octroi d'un crédit d'investissement est basé sur un ensemble de documents exigés par la banque à l'entreprise et qui varient selon la nature de crédit mais aussi selon l'ancienneté de la relation banque entreprise. Ces documents permettent à la banque d'examiner la situation personnelle et financière de l'entreprise et d'évaluer sa solvabilité. En Algérie ces documents comprennent :

1.1 La demande

La demande de crédit est une lettre adressée au banquier, elle doit être signée par une personne habilitée à engager l'entreprise, cette demande doit préciser :

⁶⁸Degiro. « Investir dans les matières premières », <https://www.degiro.fr/investir/matieres-premieres>. Consulté le 03 mars 2025.

⁶⁹Bah Ousmane. « La gestion du risque de crédit : un enjeu majeur pour les banques ». Mémoire de fin d'étude. Mémoire Online, 2009, <https://www.memoireonline.com/01/09/1874/la-Gestion-du-Risque-de-Credit--un-enjeu-majeur---pour-les-Banques.html>. Consulté le 03 mars 2025.

- La date d'introduction.
- L'identification de la relation (raison social et siège social).
- L'activité principale.
- L'objet de la demande de crédit.
- Le montant et la durée des concours sollicités.
- L'estimation des garanties proposées (estimation du client).⁷⁰

1.2 Les documents administratifs et juridiques

- Une copie de la décision d'octroi d'avantages fiscaux et parafiscaux de l'ANDI éventuellement ;
- Justificatif de pièce d'identité et une résidence pour les personnes physiques ;
- Une copie certifiée du registre de commerce, de récépissé de dépôt ou toute autre autorisation ou agrément d'exercice (éventuellement une carte d'artisanale).
- Une copie certifiée conforme des statuts pour les personnes morales
- Une copie certifiée conforme du BOAL (Bulletin Officiel des Annonces Légales) ;
- Un acte de propriété ou bail de location du terrain et/ou des locaux utilisés pour l'activité de l'entreprise.⁷¹

1.3 Les documents comptables, fiscaux et parafiscaux

- Bilan et TCR des trois dernières années définitives y compris leurs annexes réglementaires signés par l'entreprise ;
- Bilan et TCR prévisionnels de l'exercice à financer avec le crédit sollicité, signé par l'entreprise ;
- Bilan d'ouverture pour les entreprises en démarrage ;
- Plan de financement et/ou de trésorerie ;
- Carte d'immatriculation fiscale ;
- Déclaration fiscale de l'année dernière ;
- Extrait de rôle apuré de moins de trois (03) ans ou notification d'un accord rééchelonnement des dettes fiscales ;
- Attestation de mise à jour caisse d'assurance sociale pour les non-salariés (CASNOS), de moins de trois (03) ans ou notification de rééchelonnement des dettes fiscales ;

⁷⁰ Mansouri Karima, Yasmine Bouakkaz. « Dynamique de financement bancaire du cycle d'investissement des entreprises en Algérie Cas : Etude d'un crédit d'investissement au sein de la BADR banque GRE N° 015 de TIZI OUZOU ». Mémoire de fin de cycle, UMMTO, promotion 2023-2024.

⁷¹ Documents internes à la banque BADR (Février-Mai 2025).

- Attestation de mise à jour caisse nationale d'assurance salariaée (CNAS) ;
- Une attestation d'affiliation aux caisses de sécurité sociale pour les nouvelles affaires.⁷²

1.4 Les documents économiques et financiers

- Une étude techno-économique du projet ;
- Factures pro formas et /ou contrat commercial récentes pour les équipements à acquérir ;
- Etat descriptif et estimatif des travaux de génie civil et bâtiments réalisés et restant à réaliser, établi par un bureau d'architecture agréé ;
- Toutes justifications des dépenses déjà réalisées dans le cadre du projet.⁷³

1.5 Les documents techniques

- Permis de construire en cours de validité ;
- Plan de masse et de situation du projet à réaliser ;
- Plan d'architecture et charpente ;
- Etude géologique du site et autorisation de concession délivrée par l'autorité compétence pour les projets carrières.⁷⁴

Dans les pays d'OCDE notamment la France, la constitution d'un dossier de crédit d'investissement est basée sur des normes strictes et bien structurées, qui visent à garantir une évaluation bien détaillée et rigoureuse de projet à financer. Les banques exigent un ensemble de documents et justificatifs qui varient selon le projet envisagé. Ces documents sont standardisés incluant des pièces administratives et juridiques de l'entreprise, un business plan détaillé, les états financiers des trois derniers exercices, un plan de financement prévisionnel et une étude approfondie du marché. Ainsi que des justificatifs de conformité fiscale, des relevés bancaires et des documents relatifs aux garanties proposées.

Ce processus dans les pays de l'OCDE s'inscrit dans un cadre largement digitalisé, c'est-à-dire que les demandes de financement, l'étude des dossiers, l'analyse des risques et même le suivi se fait en ligne. Cela permet d'assurer une grande transparence entre la banque et l'entreprise qui sollicite le crédit.

⁷² Ibid.

⁷³ Afettouche Hakim, Fadila Dahmane. « Etude de l'octroi de crédit d'investissement et la gestion de son risque Cas de : BADR ». Mémoire de fin d'étude, UMMTO, Promotion 2014-2015, p. 48.

⁷⁴ Ibid.

En comparaison avec les banques algériennes, nous trouvons que dans les deux systèmes certains documents sont communs à titre d'exemple les documents administratifs et juridiques, les états financiers des trois derniers exercices, la facture pro forma, la structure de financement, etc.

Toutefois, les banques dans les pays de l'OCDE exigent généralement un dossier plus structuré, intégrant un business plan détaillé, des prévisions financières sur plusieurs années, ainsi qu'une étude de marché approfondie. En Algérie, ces éléments sont parfois présentés de manière simplifiée, voire absents, en fonction de la politique interne de chaque établissement bancaire.

Par ailleurs, les exigences en matière de garanties diffèrent également : les banques algériennes recourent fréquemment à des sûretés personnelles, tandis que dans les pays développés, des dispositifs publics permettent de mieux répartir le risque.

Enfin, il convient de souligner que la digitalisation du processus de demande de crédit est bien plus avancée dans les pays de l'OCDE, offrant davantage de fluidité et de transparence, contrairement au système algérien qui demeure majoritairement manuel.

Cette analyse souligne l'importance pour les institutions financières algériennes d'adopter des pratiques plus modernes et harmonisées, afin de faciliter l'accès des entreprises au financement de leurs projets d'investissement.

2 Étude et évaluation du dossier de crédit

Une fois que l'entreprise a déposé les documents nécessaires pour la constitution du dossier de crédit, le banquier passe à l'étape de l'étude et d'évaluation de ce dossier.

2.1 Étude économique et politique de l'environnement de l'entreprise par le banquier

Cette étude se fait sur : l'entreprise, le projet d'investissement et le marché.

2.1.1 L'entreprise

Avant d'accorder un crédit, la banque doit bien connaître l'entreprise emprunteuse et elle doit recueillir toutes les informations nécessaires à la prise de décision. Ces informations comprennent l'ancienneté de l'entreprise dans son domaine d'activité, historique de sa création, dénomination sociale, capital social, siège social et implantation géographique, forme juridique (SARL, SA, EURL...), sa structure organisationnelle et son organigramme.

En plus de cette présentation générale de l'entreprise, les moyens mis en œuvre dans cette dernière doivent être également présentés, nous pouvons les résumés comme suit :

-Les moyens humains : le banquier s'intéresse à l'organisation de la fonction ressource humaine de l'entreprise qui comprend le(s) dirigeant(s) dans qui le banquier s'interroge sur son niveau intellectuel, sa formation, son expérience professionnelle, ses liens avec le capital de l'entreprise, ses rôles. Ensuite, l'encadrement qui retrace l'organigramme de l'entreprise, celui-ci permet d'avoir une vision globale sur la structure de l'entreprise. Enfin, le personnel, le banquier s'intéresse sur les employés, leurs qualifications, leurs cohésion en tant qu'équipe, leurs capacités à gérer les conflits, etc.

-Les moyens financiers : ils représentent les ressources propres à l'entreprise et les apports apportés par les actionnaires. Une insuffisance des résultats maintenus dans l'entreprise constitue un obstacle à son développement, ce qui la pousse à recourir à des ressources externes notamment le crédit bancaire. Le banquier doit alors mener une analyse détaillée des ressources et de la situation financière de l'entreprise qui sollicite un crédit afin d'évaluer sa solvabilité et son niveau d'endettement.⁷⁵

2.1.2 Présentation du projet

Après avoir recueilli les informations nécessaires de l'entreprise par le banquier, il passe au projet qui va financer, dans ce cas il s'intéresse sur :

-Nature de projet et l'objectif visé : c'est-à-dire le type d'investissement (acquisition ou renouvellement des machines, construction d'une nouvelle usine, accroissement des installations pour assurer son développement, etc.), ainsi l'objectif visé (local, national, international).

-Implantation du projet : pour assurer le bon fonctionnement de l'activité, le projet doit être mis en œuvre de manière appropriée avec des infrastructures adéquates, donc l'emplacement du projet a une influence cruciale sur sa rentabilité.

-Plan de financement du projet : il inclut le montant d'investissement qui renvoie au montant total nécessaire pour la réalisation du projet, la répartition des coûts, le montant de crédit demandé, etc. Ainsi l'investisseur doit déclarer toutes les sources de financement de ce projet.

⁷⁵ Godih Djamel Torqui, Mohammed Lazreg. *Les principes généraux afférents aux techniques bancaires*. Édition Les Dahlias-Kiffane.

-Etat d'avancement des travaux : l'entreprise doit donner au banquier un planning qui résume les étapes de réalisation du projet et elle doit préciser la date de lancement des travaux et le délai de réalisation du projet.

-L'impact du projet visé : le projet d'investissement a des effets significatifs à plusieurs niveaux, nous pouvons les résumer comme suit :

- Augmentation de la production ;
- Amélioration de la compétitivité et de la rentabilité de l'entreprise ;
- Expansion vers de nouveaux marchés ;
- Augmentation du chiffre d'affaire (CA) ;
- Substitution des importations ;
- Développement des exportations ;
- Création des postes d'emploi ;

Mais l'entreprise doit également veiller à minimiser son impact écologique en adoptant des pratiques durables comme la gestion optimisée des déchets et le respect des normes environnementales.⁷⁶

2.1.3 Le marché

Le banquier dans son étude du dossier de crédit doit, également, prendre en compte le marché car une entreprise c'est une part de marché. Cette étude permet au banquier de savoir si le projet est rentable et viable, et quels sont les risques associés.

Cette analyse couvre plusieurs aspects notamment l'évolution du secteur d'activité, la demande du marché et la concurrence. Le banquier vérifie alors si l'entreprise va générer des bénéfices de ce projet, de réaliser un retour sur investissement et si l'entreprise pourra alors rembourser son emprunt.

En outre, l'étude de marché permet d'identifier les risques potentiels (économiques, concurrentiels et réglementaires) et d'évaluer les stratégies d'atténuation mises en place.

Afin d'augmenter sa position sur le marché, l'entreprise peut adopter une politique marketing et commerciale qui est connue par la méthode des 4P et qui si 'intègre dans l'étude du marché comme suit :

⁷⁶ Belayel Thilelli et Benhanna Siham. « La procédure d'octroi d'un crédit d'investissement : Cas BADR, Agence N°362 SIDI-AICH ». Mémoire fin de cycle. Université Abderrahmane Mira de Bjaia, 2021-2022.

- Product (Produit) : la banque évalue si le projet répond à un besoin réel et s'il possède un avantage concurrentiel (qualité, innovation, caractéristiques distinctives).
- Price (Prix) : l'étude de marché permet d'analyser si le prix est compétitif par rapport aux concurrents et adapté au pouvoir d'achat des consommateurs. Une mauvaise tarification peut limiter la rentabilité du projet.
- Place (Distribution) : la banque examine les canaux de distribution de l'entreprise emprunteuse c'est-à-dire les moyens utilisés par cette dernière pour vendre ses produits.
- Promotion (Communication) : l'entreprise doit expliquer à la banque les stratégies qu'elle utilise afin d'attirer et de fidéliser ses clients à titre d'exemple les médias et le marketing digital. Un bon plan de communication renforce la visibilité et les ventes.⁷⁷

3 L'analyse financière

L'analyse financière d'une entreprise consiste en l'examen détaillé de ses états financiers, de ses données comptables et de ses indicateurs clés de performance. Son objectif principal est de comprendre la santé financière de l'entreprise, son potentiel de croissance et sa capacité à générer des bénéfices. Cette analyse vise également à identifier les forces et les faiblesses de l'entreprise, à évaluer ses risques financiers et à guider la prise de décision.⁷⁸

Analyser la structure financière d'une entreprise consiste à comprendre l'origine des capitaux (passif du bilan) et leur emploi (actif du bilan). Cette analyse permet d'établir des liens entre le niveau de disponibilité des fonds pour l'entreprise et le niveau de liquidité associé à leurs diverses applications⁷⁹.

L'étude de la structure financière de l'entreprise permet au banquier alors d'évaluer sa solvabilité c'est-à-dire sa capacité à rembourser son emprunt, de savoir si l'entreprise génère suffisamment de profits et d'avoir une vision sur la structure des ressources dont elle dispose. Cette analyse se fait sur deux niveaux : l'analyse des états financiers et l'analyse par les ratios.

3.1 L'analyse des états financiers

L'analyse financière commence généralement par l'examen du bilan financier qui offre une vision d'ensemble de la situation patrimoniale de l'entreprise.

⁷⁷ Godih et Lazreg, op, cit., p. 163.

⁷⁸ « Analyse financière d'une entreprise ».Le febvre dalloz compétences. <https://formation.lefebvre-dalloz.fr/dossier/gestion-finance/analyse-financiere>. Consulté le 11 mars 2025.

⁷⁹ Godih et Lazreg, op, cit., p. 165.

3.1.1 Le bilan financier

Le bilan est un état financier de synthèse qui reflète la situation financière de l'entreprise à une date donnée. Il présente la composition du patrimoine, et ceci en termes d'actif (emplois) et de passif (ressources) à un instant donné.⁸⁰

Le bilan financier est un bilan comptable retraité et reclassé après sa clôture en fonction des critères qui intéressent particulièrement les banques, c'est pour la raison pour laquelle nous parlons du bilan financier⁸¹. Son objectif est de déterminer la valeur réelle de l'entreprise.

Le bilan financier se présente comme suit :

Tableau N°2 : Présentation du bilan Financier.

Actif (Emplois)	Montant	Passif (Ressources)	Montant
Actif Non Circulant (actif à plus d'un an)		Capitaux permanents (passif à plus d'un an)	
VI (valeurs immobilisées)		FP (fonds propres)	
-Immobilisation incorporelles -Immobilisations corporelles -Immobilisation financières		-Capital social - Réserves -Provisions pour risques et charges	
Actif Circulant (actif à moins d'un an)		DLMT (dette long moyen terme)	
VE (valeurs d'exploitation)		-Crédit d'investissement	
-Stock de MP, Produits en cours, produits finis -Marchandises		-Emprunt bancaire -Immobilisations acquises en crédit-bail -Dette fournisseur à plus d'un an	
VR (valeurs réalisables)		Passif circulant (passif à moins d'un an)	
-Valeurs mobilières de placement -Clients -Effet à recevoir		DCT (dette court terme)	
VD (valeurs disponibles)		-Dette d'exploitation -Dette fournisseur -Dette fiscales	
-Banque		-Dividendes	

⁸⁰Badi Abdelmadjid. Polycopié de comptabilité générale 1 pour dette, UMMTO, 2018.

⁸¹Godih Djamel Torqui. Polycopié d'analyse financière Master 2. Université Abdelhamid IBN BADIS, 2019.

-Caisse		-Effet à payer	
Total Actif		Total Passif	

Source : Établi par nous-mêmes à partir de nos recherches.

- Le bilan financier en grande masse se présente comme suit :

Tableau N°3 : le bilan financier en grande masse.

Emplois	Montant	%	Ressources	Montant	%
VI			CP		
VE			DLMT		
VR			DCT		
VD					
Total		100	Total		100

Source : Établi par nous-mêmes à partir de l'ouvrage de Sansri Brahim. *Analyse financière*. Édition CHIHAB, 1996, p. 14.

3.1.2 Les indicateurs de l'équilibre financier

Une bonne santé financière peut être définie comme étant la capacité à maintenir un degré adéquat de liquidité dans les actifs afin de garantir constamment la solvabilité de l'entreprise. L'évaluation de l'équilibre financier repose sur trois indicateurs clés de gestion : le fonds de roulement, le besoin en fonds de roulement et la trésorerie nette.

3.1.2.1 Le fonds de roulement(FR)

Le fonds de roulement, également nommé le fonds de roulement net global FRNG, représente la marge financière dont dispose une entreprise pour soutenir son exploitation quotidienne et répondre à ses obligations à court terme.

C'est une notion comptable essentielle qui se rapporte à la façon dont une entreprise gère les décalages entre ses encaissements (recettes) et ses décaissements (dépenses) au cours de son cycle d'exploitation. C'est donc la somme des capitaux dont l'entreprise dispose à moyen et long terme pour couvrir ses besoins courants.⁸²

⁸² « Le fonds de roulement (FRNG) : définition, calcul, analyse ». L'expert comptable. <https://www.l-expert-comptable.com/a/529650-qu-est-ce-que-le-fonds-de-roulement-definition-et-calcul.html>. Consulté 14 mars 2025.

Schéma N° 3 : le fonds de roulement net

Actifs immobilisés nets	Capitaux permanents	FRN
Actifs circulants	Dettes à court terme	

Source : Cohen Elie. *Analyse financière*. 6^e édition. Economica, 2006, p.249.

De cette définition et ce schéma nous remarquons que le FR peut être calculé par deux méthodes : par le haut du bilan et par le bas du bilan.

- Par le haut du bilan :

FR = Les capitaux permanents – Les actifs immobilisés nets (valeurs immobilisés)

- Par le bas du bilan :

FR = Actifs circulants – Dettes à court terme

Interprétation des résultats

Il existe trois situations du fonds de roulements :

1. $FR > 0$: l'entreprise est dans une situation d'équilibre financier à long terme. Elle finance ses immobilisations par ses ressources permanentes et dégage une marge de sécurité qui lui permet de couvrir une partie de cycle d'exploitation.
2. $FR = 0$: l'entreprise est dans une situation de juste équilibre financier à long terme. Elle arrive juste à couvrir ses immobilisations et ne dégage pas une marge de sécurité, et les actifs circulants couvrent strictement les DCT.
3. $FR < 0$: l'entreprise est dans une situation de déséquilibre financier à long terme. Elle n'arrive pas à couvrir ses immobilisations. Les DCT sont impossible à transformer en liquidité.

3.1.2.2 Le besoin en fonds de roulement

Le besoin en fonds de roulement (BFR) correspond à l'immobilisation d'unités monétaires nécessaires pour assurer le fonctionnement courant de l'entreprise. Cette dernière doit financer certains emplois ; à l'inverse elle profite de certaines ressources. Le cœur du BFR est le besoin de financement d'exploitation.⁸³

Le BFR se calcule comme suit :

⁸³ De La Bruslerie Hubert. *Analyse financière : Information financière, évaluation, diagnostic*. 4^e édition. Dunod, 2010, p.255.

$$\text{BFR} = (\text{VE} + \text{VR}) - \text{DCT}$$

Interprétation des résultats

Il existe deux situations :

1. $\text{BFR} > 0$: l'entreprise est dans une situation d'équilibre financier à court terme. Bonne exploitation des ressources d'exploitation.
2. $\text{BFR} < 0$: l'entreprise est dans une situation de déséquilibre financier à court terme. L'entreprise a une mauvaise activité à court terme et elle risque de ne pas rembourser ses DCT.

3.1.2.3 La trésorerie nette

La trésorerie nette représente la différence entre le fonds de roulement et le besoin en fonds de roulement. Elle exprime l'excédent ou l'insuffisance du FR après le financement du BFR. Elle se calcule par deux méthodes :

1^{ère} méthode : $\text{TN} = \text{FR} - \text{BFR}$

2^{ème} méthode : $\text{TN} = \text{Trésorerie active} - \text{Trésorerie passive}$

Interprétation des résultats

Il existe trois situations :

1. $\text{TN} > 0$: l'entreprise est dans une situation d'équilibre financier immédiat. Les capitaux permanents arrivent à financer les VI et à dégager un surplus de FR qui sert à financer le BFR.
2. $\text{TN} = 0$: l'entreprise est dans une situation de juste équilibre financier immédiat. Les capitaux arrivent à financer les VI sans dégager un excédent, dans ce cas il est préférable d'augmenter le FRNG et de réduire le BFR.
3. $\text{TN} < 0$: l'entreprise est dans une situation de déséquilibre financier immédiat. Les CP n'arrivent pas à financer les VI et une partie des VI est financée par les DCT.

3.1.3 Les soldes intermédiaires de gestion (SIG)

Les soldes intermédiaires de gestion sont des indicateurs financiers qui permettent d'analyser et de comprendre comment s'est formé le résultat net d'une entreprise. Ils sont définis comme suite :

« Les soldes intermédiaires de gestion constituent la succession articulée des flux issus du compte de résultat. Cet ensemble complet de variable se justifié car le diagnostic financier

ne peut se satisfaire du simple solde global du compte de résultat. Le bénéfice net, ou la perte nette, sont de toutes les charges de tous les produits de l'exercice »⁸⁴

Les banquiers utilisent les SIG pour comprendre l'origine des performances financières d'une entreprise et identifier ses forces et faiblesses économiques et donc évaluer sa solidité financière.

Nous distinguons huit niveaux d'analyse :

1) **Marge commerciale (MC)**

La marge commerciale renvoie au bénéfice réalisé par l'activité de base d'une entreprise commerciale de distribution de produits revendus en l'état.

Elle se calcule par la différence entre les ventes de marchandises et le coût d'achat des marchandises vendues (Achats de marchandises +/- la variation des stocks de marchandises).⁸⁵

Marge commerciale = Ventes de marchandises – Coût d'achat des marchandises vendues (Achats de marchandises + ou - Variation des stocks de marchandises)

2) **Production de l'exercice (PE)**

Elle fait référence au volume global d'activité de l'exercice. Elle inclut, le chiffre d'affaire (biens et services vendus), ce qui a été fabriqué mais non encore vendu ainsi que le coût de production des immobilisations créées par l'entreprise.⁸⁶

Production de l'exercice = Production vendue + Production stockée + Production immobilisée

3) **Valeur ajoutée (VA)**

La valeur ajoutée (VA) exprime la capacité de l'entreprise à créer des richesses dans ses activités économiques. Elle est mesurée par la différence entre la production et les consommations de biens et de services en provenance des tiers. Ces consommations sont des destructions de richesses qu'il faut imputer, dans le cadre d'un processus de transformation, sur la production de l'exercice et sur la marge commerciale.⁸⁷

⁸⁴ Bouaddaoui Mohamed Ouassim, Anis Chekri. « Contrôle interne : étude des ratios de structure financière et la capacité d'autofinancement : Cas de l'ENIEM ». Mémoire de fin d'étude, UMMTO, 2020-2021.

⁸⁵ De la Bruslerie, op, cit., pp. 165-166.

⁸⁶ Parienté Simon. *Analyse financière et évaluation d'entreprises*. Édition Pearson, 2006, p.18.

⁸⁷ De la Bruslerie, op, cit., p.167.

Valeur ajoutée = Marge commerciale + Production de l'exercice – Consommations en provenance des tiers : Achats de matière et autres approvisionnements / Variation des stocks de MP et autres approvisionnements / Autres achats et charges externes

4) Excédent brut d'exploitation (EBE)

L'excédent brut d'exploitation (EBE) est un solde particulier qui représente le surplus créé par l'exploitation de l'entreprise après rémunération du facteur de production travail et des impôts liés à la production.⁸⁸

EBE = Valeur ajoutée + Subventions d'exploitation – Charges de personnel- Impôts et taxes

5) Le résultat d'exploitation

Le résultat d'exploitation est un solde qui traduit la richesse créée par l'entreprise à partir de son cycle d'exploitation c'est à dire de son activité. Il mesure la performance économique de l'entreprise.

Résultat d'exploitation = EBE + Reprise sur provisions et transfert de charges + Autres produits – Dotations aux amortissements et provisions – Autres charges

6) Résultat courant avant impôts

Le résultat courant avant impôts est un indicateur de la capacité de l'entreprise à générer des bénéfices compte tenu de sa situation financière.⁸⁹

Résultat courant avant impôts = Résultat d'exploitation + ou - Résultat sur opérations en commun + Produits financiers – Charges financières

7) Résultat exceptionnel

Le résultat exceptionnel est le solde net des produits et charges exceptionnelles. Il retrace ce qui sort de l'activité habituelle de l'entreprise. Les éléments exceptionnels sont donc un ensemble hétérogène de charges et de produits non reproductibles. Ceux-ci reprennent en particulier des produits et des charges qui sont de purs éléments calculés

⁸⁸ Ibid., p.168.

⁸⁹ Berk Jonathan et Peter DeMarzo. *Finance d'entreprise*. 2^e édition. Pearson, 2011, p.41.

(dotations, reprises, quotes-parts de subventions, valeurs comptables d'actifs cédés...) sans conséquences monétaires.⁹⁰

$$\text{Résultat exceptionnel} = \text{Produits exceptionnels} - \text{Charges exceptionnelles}$$

8) Résultat net

Le résultat net est formé de la différence entre l'intégralité des produits et des charges de l'entreprise. Il peut être négatif (l'entreprise réalise une perte) ou positif (il y alors un bénéfice).⁹¹

$$\text{Résultat net} = \text{Résultat courant avant impôt} - \text{Résultat exceptionnel} - \text{Impôt sur les sociétés} - \text{Participation des salariés}$$

Tableau N°4 : Présentation du tableau des SIG.

Produit/Charges	Année N	Année N-1
Ventes de marchandises		
-Coût d'achat des marchandises vendues		
Marge Commerciale		
Production vendue		
+Production stockée		
+Production immobilisée		
Production de l'exercice		
Marge commerciale		
+Production de l'exercice		
-Consommations de l'exercice en provenance des tiers		
Valeur ajoutée		
Valeur ajoutée		
+Subventions d'exploitation		
-Charges de personnel		
-Impôts et taxes		
EBE		
EBE		
-Dotations aux amortissements, dépréciations et provision d'exploitation (DADP)		

⁹⁰ De la Bruslerie, op, cit., p.171.

⁹¹ Ibid.

+Reprises sur amortissements, dépréciations et provisions d'exploitation (RADP)		
-Autres charges		
+Autres produits		
Résultat d'exploitation		
Résultat d'exploitation		
+Produits financiers		
-Charges financières		
Résultat courant avant impôt		
Produits exceptionnels		
-Charges exceptionnelles		
Résultat exceptionnel		
Résultat courant avant impôt		
+Résultat exceptionnel		
-Participation des salariés		
-Impôts sur les bénéfices		
Résultat net de l'exercice		

Source : Akim A. Tairou. *Analyse et décisions financières*. Édition l'Harmattan, 2006, p. 99.

3.1.4 Capacité d'autofinancement

La CAF est un indicateur monétaire relatif aux résultats de l'exercice. Elle résulte en effet de la confrontation entre l'ensemble des produits susceptibles de donner lieu à encaissement et l'ensemble des charges susceptibles de donner lieu à décaissement. Elle représente un montant de ressources additionnelles secrétées par l'activité globale de la période et qui pourront être affectées au financement de l'entreprise après prélèvement des dividendes.

La dénomination de la CAF comme « capacité d'autofinancement » indique bien qu'elle correspond au montant maximum que l'autofinancement pourrait atteindre, en l'absence de distribution.⁹²

La CAF se calcule à partir de l'EBE et à partir du résultat net.

Méthode 1 : à partir de l'EBE.

⁹² Cohen Elie. *Analyse financière*. 6^e édition. Economica, 2006, p. 412.

Tableau N°5 : La détermination de la CAF à partir de l'EBE.

Eléments	Montant
EBE	
+Produits d'exploitation	
-Charges d'exploitation	
+Produits financiers	
-Charges financières	
+Produits exceptionnels	
-Charges exceptionnelles	
-Participation salariales	
-Impôts sur les bénéfices	
=CAF	

Source : De la Bruslerie Hubert. *Analyse financière : Information financière, évaluation, diagnostic*. 4^e édition. Dunod, 2010, p.177.

Méthode 2 : à partir du résultat net.

Tableau N°6 : La détermination de la CAF à partir du résultat net.

Eléments	Montant
Résultat net e l'entreprise	
+Dotations aux amortissements et aux provisions	
-Reprise sur provisions et amortissements	
+Valeur nette comptable des éléments d'actifs cédés	
-Produits de cession	
-Subventions d'investissements virées au compte de résultat	
=CAF	

Source : De la Bruslerie Hubert. *Analyse financière : Information financière, évaluation, diagnostic*. 4^e édition, Dunod, 2010, p.177.

3.2 L'analyse par les ratios

« Un ratio est un apport entre deux quantités variables entre lesquelles existe une relation logique de nature économique ou financière ». ⁹³

⁹³De la Bruslerie, op, cit.

Une autre définition est donnée pour le ratio comme étant : « La comparaison de certains postes ou de certaines masses du bilan d'une entreprise avec d'autres éléments de cette même entreprise amène à déterminer un rapport appelé ratio.

On appelle ratio le rapport entre deux grandeurs (de même nature ou non). Donc, le ratio est un rapport entre deux grandeurs caractérisant la situation financière, le potentiel et l'activité de l'entreprise. L'exploitation du résultat ainsi obtenu permet de faciliter la tâche de diagnostic financier. »⁹⁴

Lorsqu'un banquier évalue la situation financière d'une entreprise qui sollicite un crédit d'investissement, il utilise un ensemble de ratios que nous allons expliquer.

3.2.1 Les ratios de structure financière

Ces ratios permettent d'apprécier la solidité financière de l'entreprise et son degré d'indépendance vis-à-vis de ses créanciers. Nous distinguons trois types de ratios de structure analysés par les banquiers :

3.2.1.1 Ratios de financement

A. Ratio de financement des immobilisations

Ce ratio vise à établir une correspondance entre le total de deux grandes masses : les capitaux permanents et les actifs immobilisés. Cela détermine le pourcentage d'emplois fixes qui sont assurés par des ressources stables, cela permet de confirmer que les emplois fixes ou durables sont effectivement pourvus par des ressources stables. Il se calcule comme suit :

$$\text{Ratio de financement des immobilisations} = (\text{Capitaux permanents}/\text{VI}) * 100$$

B. Ratio de financement externe

Ce ratio permet d'évaluer le degré de couverture des emplois de l'entreprises par les ressources externes c'est-à-dire il détermine le niveau de contribution des ressources externes au financement de l'entreprise. Il se calcule par la formule suivante :

$$\text{Ratio de financement externe} = (\text{Dettes}/\text{Total actifs}) * 100$$

⁹⁴ Godih Djamel Torqui, Mohammed Lazreg. *Les principes généraux afférents aux techniques bancaires*. Édition Les Dahlias-Kiffane, pp. 166-167.

C. Ratio d'autonomie financière

Ce ratio permet d'évaluer la capacité d'une entreprise à financer son activité avec ses propres ressources sans dépendre excessivement des dettes. Il se calcule comme suit :⁹⁵

$$\text{Ratio d'autonomie financière} = (\text{Capitaux propres}/\text{total passifs}) * 100$$

3.2.1.2 Les ratios de liquidité

Ceux-ci permettent de s'assurer que les actifs liquides de l'entreprise sont suffisants compte tenu de ses besoins immédiats de trésorerie. Nous distinguons trois ratios de liquidité :

A. Le ratio de liquidité générale

Ce ratio rapporte l'actif circulant aux dettes à court terme. Sa formule est la suivante :

$$\text{Ratio de liquidité générale} = (\text{Actif circulant}/\text{DCT}) * 100$$

B. Le ratio de liquidité réduite

Ce ratio rapporte l'actif circulant hors valeurs d'exploitation aux dettes à court terme, il se calcule par la formule suivante :

$$\text{Ratio de liquidité réduite} = ((\text{VR} + \text{VD}) / \text{DCT}) * 100$$

C. Le ratio de liquidité immédiate

Ce ratio rapporte le montant total des valeurs disponibles aux dettes à court termes.⁹⁶

$$\text{Ratio de liquidité immédiate} = (\text{VD}/\text{DCT}) * 100$$

Plus les ratios de liquidités sont élevés, plus le risque que l'entreprise rencontre un problème de liquidités dans un futur proche est faible.

3.2.1.3 Les ratios de solvabilité

La solvabilité d'une entreprise ou de tout autre agent économique se définit comme son aptitude à assurer le règlement de ses dettes lorsque celles-ci viennent à échéance.

Nous distinguons deux types de ratios de solvabilité :

⁹⁵Godih Djamel Torqui. Polycopié d'analyse financière Master 2. Université Abdelhamid IBN BADIS, année 2019.

⁹⁶ Berk Jonathan et Peter DeMarzo. *Finance d'entreprise*. 2^e édition. Pearson, 2011, p.36.

1. Ratio d'endettement

Ce ratio permet d'évaluer le niveau d'endettement de l'entreprise par rapport à ses fonds propres.

$$\text{Ratio d'endettement} = (\text{DLMT} / \text{Fonds propres}) * 100$$

2. Ratio de capacité de remboursement

Ce ratio détermine la capacité de l'entreprise à rembourser ses dettes avec ses ressources financières engagées.⁹⁷

$$\text{Ratio de capacité de remboursement} = (\text{DLMT} / \text{CAF}) * 100$$

3.2.2 Les ratios de rentabilité

La rentabilité correspond au rapport entre ce que l'entreprise perçoit comme revenus et ce que ça lui a coûté de les générer. Il s'agit d'une donnée essentielle pour savoir si une entreprise est viable sur le long terme.⁹⁸

Nous distinguons essentiellement trois types de rentabilité à savoir :

3.2.2.1 La rentabilité de l'actif

Elle est le rapport du résultat net total de l'actif de l'entreprise.⁹⁹

$$\text{Rentabilité de l'actif} = (\text{Résultat net} / \text{Actif total}) * 100$$

3.2.2.2 La rentabilité économique

La rentabilité économique mesure la rentabilité générée par les capitaux investis par l'entreprise.¹⁰⁰

$$\text{Rentabilité économique} = (\text{Résultat d'exploitation} / \text{Actif économique}) * 100$$

3.2.2.3 La rentabilité financière

La rentabilité financière, est orientée vers la mesure des bénéfices par rapport aux capitaux engagés par les actionnaires. Elle est donnée par la formule suivante¹⁰¹ :

⁹⁷ Cohen Elie. *Analyse financière*. 6^e édition. Economica, 2006.

⁹⁸ « Comment savoir si mon entreprise est rentable (2025) ». L'expert comptable. <https://www.l-expert-comptable.com/a/37464-mon-entreprise-t-elle-une-bonne-rentabilite.html> . Consulté le 17 mars 2025.

⁹⁹ Berk et DeMarzo, op. cit., p.43.

¹⁰⁰ Akim A.Tairou. *Analyse et décisions financières*. L'Harmattan, 2006, p.62.

¹⁰¹ Sansri Brahim. *Analyse financière*. Édition CHIHAB, 1996, p.30.

$$\text{Rentabilité financière} = (\text{Résultat net} / \text{Capitaux propres}) * 100$$

Section 04 : Étude et évaluation de la rentabilité du projet d'investissement

L'étude de la rentabilité du projet d'investissement s'effectue sur deux niveaux : une étude avant financement et une étude après financement.

1 Etude avant financement

L'étude avant financement d'un projet d'investissement consiste à évaluer la viabilité intrinsèque du projet, elle permet de voir si l'activité elle-même est capable de générer des flux positifs sans prendre en compte des charges financières.

Cette étude se fait grâce à un ensemble d'outils d'analyse que nous allons expliquer.

1.1 Tableau du plan d'investissement

L'objectif est d'élaborer un échéancier d'investissement contenant année par année les investissements à réaliser au cours de la durée de vie (ou d'étude) du projet¹⁰².

Tableau N°7 : exemple d'un plan d'investissement.

Rubriques \ Années	Année 1	Année 2	Année 3	Année N
Frais d'établissement					
Concessions, brevets					
Fonds commercial					
Droit au bail					
Terrains					
Constructions					
Matériels et outillages industriels					
Matériel de transport, bureau, mobilier					
.....					
Total Investissements					

Source : Établi par nous-mêmes à travers nos lectures de l'ouvrage de Robert Houdayer. *Evaluation Financière des Projets*. 2^e édition. Economica, 1999.

¹⁰² Robert Houdayer. *Evaluation Financière des Projets*. 2^e édition. Economica, 1999, p.43.

1.2 Tableau récapitulatif des amortissements

L'amortissement est la constatation comptable d'une dépréciation réalisée (ou prévue) périodiquement sur la durée de vie d'un équipement (ou toute autre immobilisation).¹⁰³

Le tableau d'amortissement se fait sur la base de deux techniques, linéaire (l'annuité de l'amortissement est constante) et dégressive (annuités décroissantes).

Tableau N°8 : Tableau d'amortissement d'un bien.

Année	Valeur d'investissement	L'annuité d'amortissement	Le montant d'amortissement cumulé	Valeur nette comptable (VNC)
Année 1				
Année 2				
.....				
Année N				

Source : Établi par nous-mêmes à travers nos lectures de l'ouvrage de Robert Houdayer. *Evaluation Financière des Projets*. 2^e édition. Economica, 1999.

1.3 Détermination de la valeur résiduelle

La VRI correspond à la valeur restante non amortis des immobilisations. Autrement dit, elle représente la valeur nette comptable de l'investissement (le BFR est à exclure).¹⁰⁴

$$\text{VR} = \text{Cout d'acquisition initial} - \text{la somme des amortissements cumulés}$$

1.4 Détermination du BFR et sa variation

Le besoin en fonds de roulement représente la somme nécessaire pour financer un projet d'investissement lors de son démarrage, il s'agit des montant nécessaires pour couvrir les charges d'exploitation, il finance les stocks de MP, les créances clients et les salaires durant la phase initiale du projet c'est-à-dire avant que ce projet génère des profits.

Le besoin en fonds de roulement est lié au chiffre d'affaire, si l'entreprise vend plus, elle aura plus de créances clients et plus de stock et donc le BFR sera élevé ; Si l'entreprise réduit son activité, elle aura moins de besoin en financement et donc le BFR sera plus faible.

¹⁰³ Ibid., p.46.

¹⁰⁴ Afettouche Hakim et Fadila Dahmane. « Etude de l'octroi d'un crédit d'investissement et la gestion de son risque Cas de : BADR ».Mémoire de fin d'étude. Ummto, 2014-2015.

Ainsi, avant d'accorder un crédit d'investissement, le banquier analyse la variation du BFR afin de s'assurer que l'entreprise pourra honorer ses engagements financiers c'est-à-dire que la variation du BFR influence la capacité de l'entreprise à rembourser son emprunt.

1.5 Elaboration du tableau du compte de résultat (TCR) prévisionnel

Le tableau du compte du résultat prévisionnel est un tableau qui englobe les produits et les charges anticipés par l'entrepreneur qui permettent d'obtenir le résultat prévisionnel du projet. Le TCR permet de démontrer la viabilité de l'entreprise au banquier.

Tableau N° 9 : exemple d'un TCR prévisionnel

Désignation	Année 1	Année 2	Année 3	Année N
CA					
-Consommations intermédiaires					
=VA					
-Frais du personnel					
-Impôts et taxes					
=EBE					
-Frais financiers					
-Dotations aux amortissements et aux provisions					
=Résultat avant impôt					
-IBS					
-Dividendes					
=Résultat net					
CAF= Dotations aux amortissements et aux provisions + Résultat net					

Source : Établi par nous-mêmes.

1.6 Elaboration du tableau emplois/ressources

Ce tableau englobe l'ensemble des emplois et ressources de l'entreprise durant la durée de la vie de projet, il est déterminé à partir du plan d'investissement, tableau d'amortissement, valeur résiduelle, BFR et sa variation et le TCR prévisionnel.

Ce tableau permet de déterminer les flux nets de trésorerie qui seront utilisés pour calculer les critères d'évaluation de la rentabilité du projet.

Tableau N°10: Exemple d'un tableau emploi/ressources.

Désignation	Année 0	Année 1	Année 2	Année N
Ressources					
CAF					
Valeur résiduelle					
Récupération du BFR					
Total ressources					
Emplois					
Investissements					
Variation du BFR					
Total emplois					
Flux nets de trésorerie = Ressources – Emplois					
Flux nets cumulés					

Source : Établi par nous-mêmes à partir de nos lectures du mémoire « Afettouche Hakim et Fadila Dahmane. « Etude de l'octroi d'un crédit d'investissement et la gestion de son risque Cas de : BADR ». Mémoire de fin d'étude. Ummto, 2014-2015. »

1.7 Les critères d'évaluation de la rentabilité du projet

Les banquiers analysent la rentabilité d'un projet d'investissement en utilisant un ensemble de critères financiers qui lui permettent de prendre la bonne décision. Nous distinguons la valeur actuelle nette (VAN), le taux de rentabilité interne (TRI), L'indice de profitabilité (IF) et le délai de récupération.

Avant de présenter ces différents critères, il est nécessaire de définir d'abord la notion d'actualisation.

- **La notion d'actualisation**

L'actualisation est la méthode qui sert à convertir les valeurs acquises (ou dépensées) à divers moments temporels en une valeur actuelle. Elle offre la possibilité de mettre en parallèle sommes monétaires actuelles avec des sommes futures.¹⁰⁵

La formule de l'actualisation est la suivante :

$$VA_0 = S_n / (1+i)^N$$

Sachant que :

¹⁰⁵Mongay, Victor et et Marion Cohen. « *Le taux d'actualisation : définition et enjeux* ». The Other Economy, 22 septembre 2023. <https://theothereconomy.com/fr/fiches/le-taux-dactualisation-definition-et-enjeux/>. Consulté le 22 mars 2025.

VA_0 : Valeur Actuelle

S_n : Le montant perçu de l'année n

i : le taux d'actualisation

N : nombre d'années

$(1+i)^N$: le coefficient d'actualisation

- **Calcul du taux d'actualisation**

Le taux d'actualisation est le cout du capital d'une entreprise, il se calcule comme suit :

$$i = (\text{Cout des capitaux propres} * TC) + (TNE * TE)$$

Sachant que :

TC : La part des fonds propres dans le financement

TNE : Taux net d'emprunt

TE : la part de l'emprunt dans le financement

1.7.1 La valeur actuelle nette (VAN)

La VAN d'un projet est obtenue par la différence entre la valeur actuelle des flux monétaires nets et la valeur actuelle de l'investissement net. En d'autres termes, il s'agit d'une différence entre la valeur actuelle des flux nets de trésorerie et la valeur actuelle des sorties de fonds. Une VAN positive représente la richesse qu'un projet apporte à l'entreprise.¹⁰⁶

Elle se calcule par la formule suivante :

$VAN = (-)$ Investissement initial + la somme des flux de trésorerie actualisé

$$VAN = -I + \sum_{i=1}^n CF (1 + i)^{-n}$$

1.7.2 Le taux de rentabilité interne (TRI)

Le taux de rentabilité interne (TRI) est par définition le taux d'actualisation particulier de l'ensemble des flux de liquidités d'un projet : c'est le taux d'actualisation tel que la VAN du projet devient égale à zéro ; C'est-à-dire c'est le taux d'actualisation qui annule la VAN.

Pour déterminer le TRI, il faut faire plusieurs essais afin de trouver le taux d'actualisation qui annule la VAN. Si la VAN du projet est positive, c'est que le taux choisis est trop faible, il faut alors réitérer le calcul en choisissant un taux d'actualisation supérieur. En revanche, si la

¹⁰⁶ Faouzi Rassi. *Gestion financière à long terme*. Edition Presses de l'Université du Québec, 2007.

VAN est négative, nous recommençons le calcul avec un taux plus élevé. Le processus doit être poursuivi jusqu'à ce que le taux utilisé permette d'obtenir une VAN égale à 0.

Nous pouvons également procéder à une interpolation linéaire entre les deux taux qui ont permis d'obtenir deux VAN, l'une positive et l'autre négative, pour déterminer le taux recherché.¹⁰⁷

Sa formule est la suivante :

$$\sum_{i=1}^n CF (1 + t)^{-n} = I$$

$$VAN = -I + \sum_{i=1}^n CF (1 + t)^{-n} = 0$$

1.7.3 L'indice de profitabilité (IF)

L'indice de profitabilité (rentabilité) représente le rapport entre les recettes nettes actualisées attendues du projet et le montant initial de l'investissement. Il se calcule comme suit :

$$IF = \frac{\text{La somme des flux nets actualisés}}{\text{Dépenses d'investissement}}$$

$$IF = 1 + \frac{VAN}{\text{Dépenses d'investissement}}$$

Selon ce critère, un projet dont l'IF est supérieur à 1 est un projet rentable, c'est-à-dire que la VAN par unité monétaire investie devient positive.¹⁰⁸

1.7.4 Le délai de récupération (DR)

Le délai de récupération, dit aussi délai de recouvrement, correspond à la durée nécessaire pour que la somme cumulée des flux de trésorerie positifs du projet d'investissement compense le montant du capital investi et assure ainsi son remboursement. C'est-à-dire pour le calculer il convient de cumuler les flux actualisés jusqu'à concurrence de montant investi.

$$IF \text{ tel que } \sum_{t=1}^d \text{ Flux de trésorerie cumulés} = \text{Capital investi } (I_0)$$

Un projet d'investissement est accepté si son délai de récupération est inférieur ou égale à une durée prédéterminée. Plus le délai est court, plus le projet est rentable.¹⁰⁹

¹⁰⁷ Mourgues Nathalie. *Critères de choix et rentabilité des investissements*. Economica, 2010, p. 26.

¹⁰⁸ Ibid., p. 33.

¹⁰⁹ Ibid., p. 25.

2 Etude après financement

Cette étape consiste à évaluer la rentabilité du projet d'investissement en tenant compte des charges financières liées au crédit (taux d'intérêt, remboursement) et elle vise à déterminer l'impact de l'emprunt sur la rentabilité des capitaux propres.

2.1 Elaboration du tableau de financement

Le tableau de financement représente le tableau du E/R que nous avons déjà vu dans l'étude avant financement, en prenant compte l'emprunt et le remboursement.

Tableau N°11: Tableau E/R après financement

Désignation	Année 0	Année 1	Année 2	Année N
Ressources					
Capitaux propres					
CAF					
VR					
Récupération du BFR					
Emprunt					
Total Ressources					
Emplois					
Investissement					
Variation du BFR					
Remboursement					
Intérêts intercalaires					
Dividendes					
Total Emplois					
Flux nets de trésorerie = Ressources-Emplois					
Flux nets cumulés					

Source : Établi par nous-mêmes à partir de nos lectures de l'ouvrage Robert Houdayer. *Evaluation Financière des Projets*. 2^e édition. Economica, 1999.

2.2 Elaboration de l'échéancier de remboursement de l'emprunt

Le banquier établit un échéancier de remboursement qui est un tableau détaillé du montant de l'emprunt, la durée de l'emprunt, le taux d'intérêt, la période des remboursements (mensuelle, trimestrielle ou annuelle).

Le remboursement de l'emprunt se fait soit par annuités dégressives ou annuités constantes ; Le taux d'intérêt peut être constant c'est-à-dire qu'il est fixe tout au long de la durée de l'emprunt, comme il peut être variable c'est-à-dire qu'il est révisé chaque période.¹¹⁰

Tableau N° 12: exemple d'un échéancier de remboursement de l'emprunt (annuel).

Désignation Année	Capital (1) = Montant emprunté/Dur ée de l'emprunt (N)	Taux d'intérêt (i)	Intérêt (2)=(1)*(i)	Montant de remboursement (3)=(1) + (2)	Montant qui reste à rembourser
Année 1					
Année 2					
.....					
Année N					
Total					

Source : Établi par nous-mêmes à partir des documents fournis par la banque (Février-Mai).

3 La prise de décision

Après l'analyse approfondie de l'entreprise et du projet d'investissement effectué par la banque, cette dernière décide soit d'accorder le crédit si elle trouve que l'entreprise est solvable et solide financièrement et que le projet est rentable. Soit elle refuse d'octroyer l'emprunt si elle trouve que l'entreprise ne peut pas rembourser sa dette ou bien elle n'a pas besoin de se recourir à des financements externes, et que le projet n'est pas viable.

Dans le cas où la banque donne un avis favorable à l'entreprise, elle rédige une offre de prêt détaillée qui reprend tous les éléments de crédit notamment le montant octroyé, le taux d'intérêt, la durée de l'emprunt, l'échéancier de remboursement et les garanties.

¹¹⁰Robert Houdayer. *Evaluation Financière des Projets*. 2^e édition. Economica, 1999, pp. 204-205.

Conclusion du chapitre

A partir de ce chapitre nous avons déduit que l'étude des mécanismes et du fonctionnement du crédit d'investissement met en évidence l'importance d'une relation équilibrée entre la banque et l'entreprise. Une gestion efficace de ce type de financement ne se limite pas à l'octroi du crédit, mais englobe également un suivi rigoureux afin de garantir la pérennité du projet et d'éviter les risques de non remboursement.

La présentation de crédit d'investissement nous a permis de mieux comprendre son fonctionnement et de faire la différence entre ses différents types. Nous avons consacré une section pour exposer les risques associés à ce type de financement tout en mettant en lumière des instruments de couverture adéquats qui permettent de réduire les pertes potentielles.

Nous avons conclu que le banquier doit procéder à une étude et évaluation du dossier de crédit en basant sur l'analyse financière qui va lui permettre d'identifier la rentabilité, la solvabilité et la capacité de l'entreprise à rembourser son crédit, et à une étude de rentabilité qui va lui permettre de savoir si le projet à financer est rentable et capable de générer des profits, cela aide à prendre des décisions éclairées sur l'octroi du financement.

Chapitre 03

*Etude de cas : Le crédit d'investissement à
la BADR*

Introduction du chapitre

Le crédit d'investissement est un outil puissant qui crée une relation de partenariat bénéfique entre la banque et l'entreprise, favorisant la croissance de cette dernière et contribuant à la rentabilité de la première. Dans le contexte algérien, la banque de développement rural (BADR) joue un rôle majeur dans l'accompagnement des entreprises à travers l'octroi de ce type de financement, en facilitant son accès et en essayant de répondre aux besoins spécifiques de chaque client.

A partir de ce chapitre nous examinerons le processus d'octroi d'un crédit d'investissement au sein de la BADR, en s'appuyant sur un cas pratique. Nous décrirons d'abord la méthodologie de la recherche que nous avons adoptée, ensuite nous présentons l'organisme d'accueil, puis nous analyserons en détail un cas d'étude réel pour fournir une vision claire sur ce processus et enfin nous proposons des recommandations qui visent à améliorer la relation banque entreprise en s'appuyant sur l'outil d'analyse SWOT.

A ce titre, nous avons effectué un stage pratique au sein de l'agence BADR Ouadhias N°582, pour une durée de deux mois et qui s'est déroulé au Back office service crédit.

Section 01 : Méthodologie de la recherche

Cette section présente les différentes étapes de la méthodologie adoptée, les outils utilisés, ainsi que les choix méthodologiques qui ont guidé notre étude de cas menée au sein de l'agence BADR de Ouadhias.

1 Type de recherche adopté

Nous avons choisi d'adopter une approche pratique et qualitative, qui repose sur une étude de cas portant sur un dossier réel d'un crédit d'investissement analysé au sein de la BADR et qui nous a servi à exploiter certaines données chiffrées disponibles dans des documents internes. L'objectif de cette approche est d'illustrer concrètement la manière dont une banque publique algérienne traite les demandes de financement des entreprises et de comprendre la réalité de la relation qui existe entre ces deux acteurs.

Cette approche nous a permis d'avoir une vision à la fois globale et détaillée de notre sujet et elle nous a permis également de construire un cadre d'analyse solide, en croisant les enseignements tirés de la littérature existante avec des observations concrètes issues du terrain.

2 Méthodes de collecte des données

Pour recueillir les informations nécessaires à notre étude, nous avons utilisé deux méthodes principales : l'analyse documentaire et l'entretien.

a) Analyse documentaire

Des documents internes à la BADR ont été consultés, notamment le dossier de crédit étudié, les procédures internes de la banque, ainsi que des documents de présentation de l'organisation. Cette analyse a permis d'enrichir la compréhension du contexte de l'étude et des pratiques en matière de financement des investissements et de renforcer la validité de l'analyse réalisée.

b) Entretien

Pour compléter la partie pratique, nous avons mené un entretien semi-directif avec le superviseur de back office au sein de l'agence BADR de Ouadhias, nous avons préparé des questions ouvertes, afin de lui permettre de s'exprimer librement et d'approfondir certains sujets. Cet entretien avait pour but de :

- Recueillir des informations sur la manière dont la relation banque-entreprise est gérée dans le cadre d'un crédit d'investissement,
- Comprendre les difficultés rencontrées,
- Identifier les facteurs clés qui influencent cette relation ;
- Clarifier les données issues du dossier étudié.

3 Méthodes d'analyse des données

Une fois les données sont collectées, nous les avons analysées à l'aide de deux approches complémentaires :

a) L'analyse quantitative

L'analyse quantitative a été menée à partir des données extraites du dossier de crédit d'investissement étudié. Cette méthode nous a servi à exploiter des données chiffrées, tels que le montant de crédit, l'évolution de chiffres d'affaires, les indicateurs financiers, taux d'intérêts, etc.

Nous avons utilisé le logiciel Excel pour la réalisation de certains tableaux et surtout pour la réalisation des graphiques illustrant les tendances observées.

b) L'analyse qualitative

Les réponses obtenues lors de l'entretien ont été analysées par une méthode d'analyse de contenu thématique. Cette méthode nous a permis de dégager les idées principales relatives à la relation banque entreprise et de comprendre les mécanismes d'octroi d'un crédit d'investissement.

En complément, une matrice SWOT a été élaborée afin d'identifier les forces et faiblesses internes de la BADR, ainsi que les opportunités et menaces externes en lien avec la relation client dans le cadre des crédits d'investissement. Cette matrice nous a servi de base pour formuler des recommandations concrètes en vue d'une amélioration de la relation banque entreprise.

4 Choix du terrain d'étude : la BADR Ouadhias

Le choix du terrain est un élément important dans toute recherche. Dans notre cas, nous avons décidé de réaliser notre étude pratique au niveau de l'agence BADR de Ouadhias. Ce choix s'explique par le rôle joué par cette institution dans le financement des activités économiques locales, notamment dans le domaine agricole et de l'investissement productif. Ainsi, en tant qu'acteur public majeur du système bancaire national, la BADR entretient une relation étroite avec les entreprises dans le cadre du crédit d'investissement, elle est en contact direct avec ses clients. Donc étudier un dossier de crédit au sein de cet établissement bancaire permet de mieux comprendre les pratiques réelles de financement ainsi que la réalité de la relation banque entreprise dans un contexte économique national. Ainsi nous soulignons que le personnel de l'agence a montré une bonne disponibilité et a accepté de collaborer avec nous dans le cadre de ce mémoire.

Ce terrain d'étude nous a permis alors d'avoir une vision réaliste sur la relation entre la banque et ses clients professionnels.

5 Limites de la méthodologie

Comme toute recherche, notre travail présente certaines limites, qu'il est important de mentionner :

- Nombre limité d'interviews : L'entretien a été réalisé avec une seule personne. D'autres points de vue auraient pu enrichir notre analyse.
- Accès restreint aux données internes : Certaines informations sensibles ou confidentielles n'ont pas pu être obtenues.

- Durée de l'étude limitée : Le temps imparti pour ce cas pratique ne nous a pas permis de mener une enquête plus large ou d'observer les pratiques bancaires sur une longue période.
- Représentativité réduite : Le fait de se concentrer sur une seule agence (celle de Ouadhias) signifie que nos résultats ne peuvent pas être généralisés à toutes les agences de la BADR ni à l'ensemble du secteur bancaire algérien.

Malgré ces limites, notre méthodologie nous a permis de recueillir des données fiables, pertinentes et en lien direct avec notre problématique.

Section 02 : Présentation de l'organisme d'accueil BADR- banque

Cette section est consacrée pour la présentation générale de la BADR mais aussi de l'agence Ouadhias N°582, en mettant lumière sur ses objectifs et ses missions et en présentant son organigramme.

1 Présentation, historique et évolution de la BADR-Banque

1.1 Présentation de la Banque d'Agriculture et Développement Rural

La Banque de l'Agriculture et du Développement Rural est une institution financière nationale créée par décret n°82-106 le 13 mars 1982. La BADR est une société par actions au capital social de 2.200.000.000 DA, chargée de fournir aux entreprises publiques économiques conseils et assistance dans l'utilisation et la gestion des moyens de paiement mis à leur disposition, et ce, dans le respect du secret bancaire. En vertu de la loi 90/10 du 14 avril 1990, relative à la monnaie et au crédit, la BADR est devenue une personne morale effectuant les opérations de réception des fonds du public, les opérations d'octroi des crédits, ainsi que la mise à la disposition de la clientèle les moyens de paiement et de gestion. Depuis 1999, le capital social de la BADR a augmenté et atteint le seuil de 33.000.000.000 Dinars.

1.2 Historique et évolution de la BADR

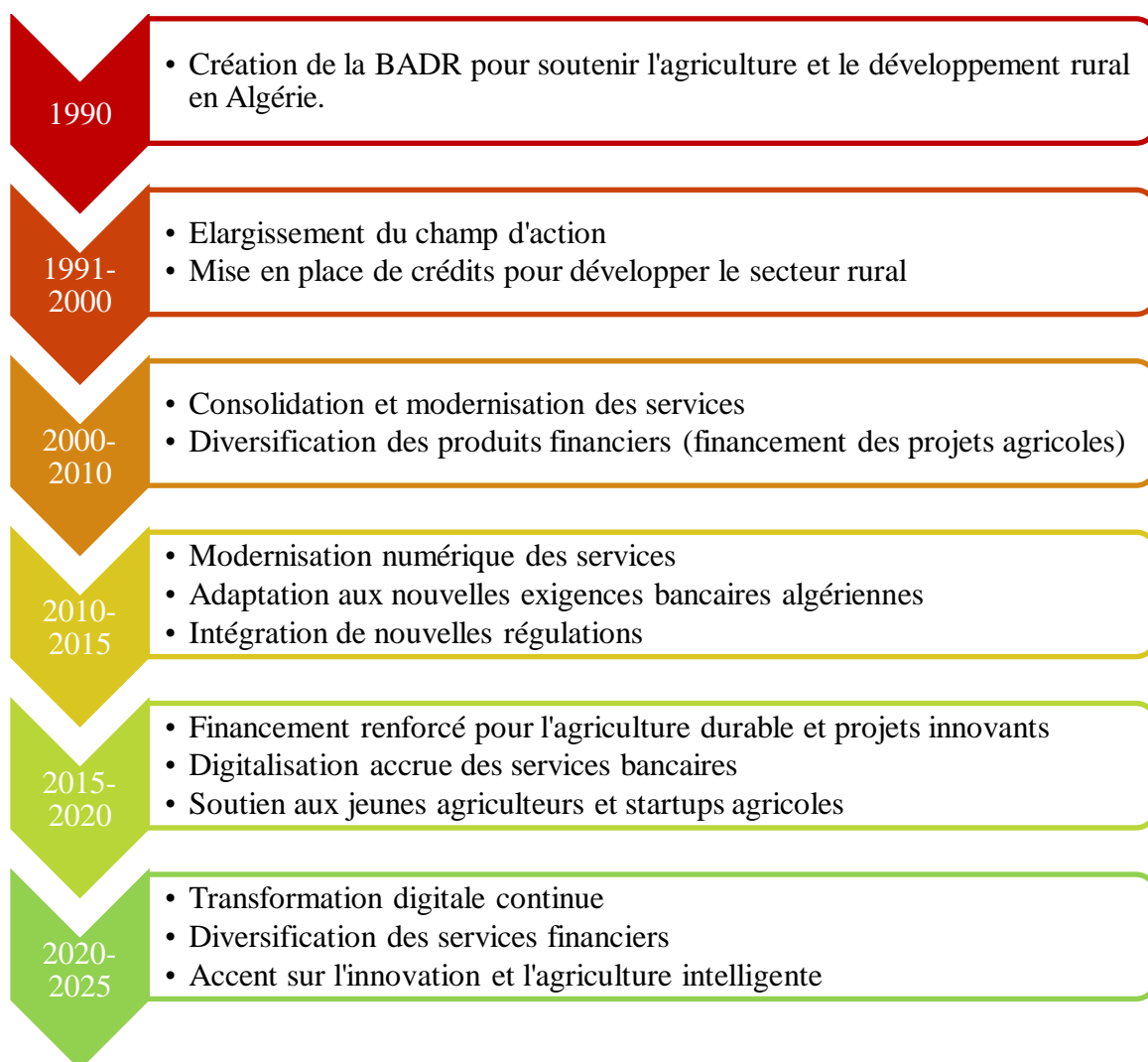
La Banque de l'Agriculture et du Développement Rural (BADR) en Algérie a connu plusieurs étapes importantes de son évolution depuis sa création en 1990.

- **1990** : Création de la BADR. La banque a été fondée pour soutenir spécifiquement l'agriculture et le développement rural en Algérie, dans un contexte de transition économique. Elle avait pour mission principale d'offrir des financements aux agriculteurs, éleveurs et autres acteurs du secteur rural, afin de promouvoir la

croissance agricole dans un pays où l'agriculture occupait une place importante dans l'économie.

- **1991-2000** : Durant cette période, la BADR a commencé à élargir son champ d'action, en s'adaptant aux changements économiques du pays. L'agriculture était un secteur clé pour le développement rural, et la banque a mis en place des dispositifs de crédit pour financer la modernisation de l'agriculture et la diversification des activités rurales.
- **2000-2010** : Une phase de consolidation pour la BADR. Elle a entamé une modernisation de ses services et a mis en place une série de réformes internes pour améliorer son efficacité et sa capacité de financement. Pendant cette période, la banque a cherché à diversifier ses produits financiers pour inclure des crédits à l'investissement dans des projets à caractère agricole et rural.
- **2010-2015** : La BADR a continué son processus de modernisation, en mettant en place des outils numériques et des services bancaires modernes pour répondre aux nouvelles attentes des clients. Cette période a aussi été marquée par une adaptation aux nouvelles exigences du système bancaire algérien, notamment avec l'intégration de nouvelles régulations et la diversification des offres de crédits à destination des petites et moyennes entreprises rurales.
- **2015-2020** : Durant cette période, la BADR a intensifié son rôle dans le financement du secteur agricole et rural, en s'orientant davantage vers l'agriculture durable et la promotion de projets liés à l'innovation. La banque a également poursuivi la digitalisation de ses services bancaires pour faciliter l'accès au crédit pour les agriculteurs et les entrepreneurs ruraux. La BADR a pris des initiatives pour accompagner les jeunes agriculteurs et les startups agricoles, afin de renforcer la compétitivité du secteur.
- **2020-2025** : La banque continue aujourd'hui son processus de transformation digitale et de diversification des services financiers. Elle se concentre également sur l'accompagnement du secteur de l'agriculture durable, en mettant l'accent sur l'innovation et l'agriculture intelligente.

Figure N° 3 : Évolution de la BADR (1990-2025).



Source : Réalisée par nous-mêmes.

2 Missions et objectifs de la BADR

Afin de mieux comprendre le rôle de la BADR, il est important de s'intéresser à ses missions fondamentales ainsi qu'aux objectifs qui guident son action.

2.1 Les missions de la BADR

La BADR a été créée pour répondre à une nécessité économique, née d'une volonté politique afin de restructurer le système agricole, assurer l'indépendance économique du pays et relever le niveau de vie des populations rurales. Ses principales missions sont :

- Le traitement de toutes les opérations de crédit, de change et de trésorerie.
- L'ouverture de comptes à toute personne faisant la demande.
- La réception des dépôts à vue et à terme.

- La participation à la collecte de l'épargne.
- La contribution au développement du secteur agricole.
- L'assurance de la promotion des activités agricoles, agro-alimentaires, agroindustrielles et artisanales.
- Le contrôle avec les autorités de tutelle de la conformité des mouvements financiers des entreprises domiciliées.

2.2 Les objectifs de la BADR

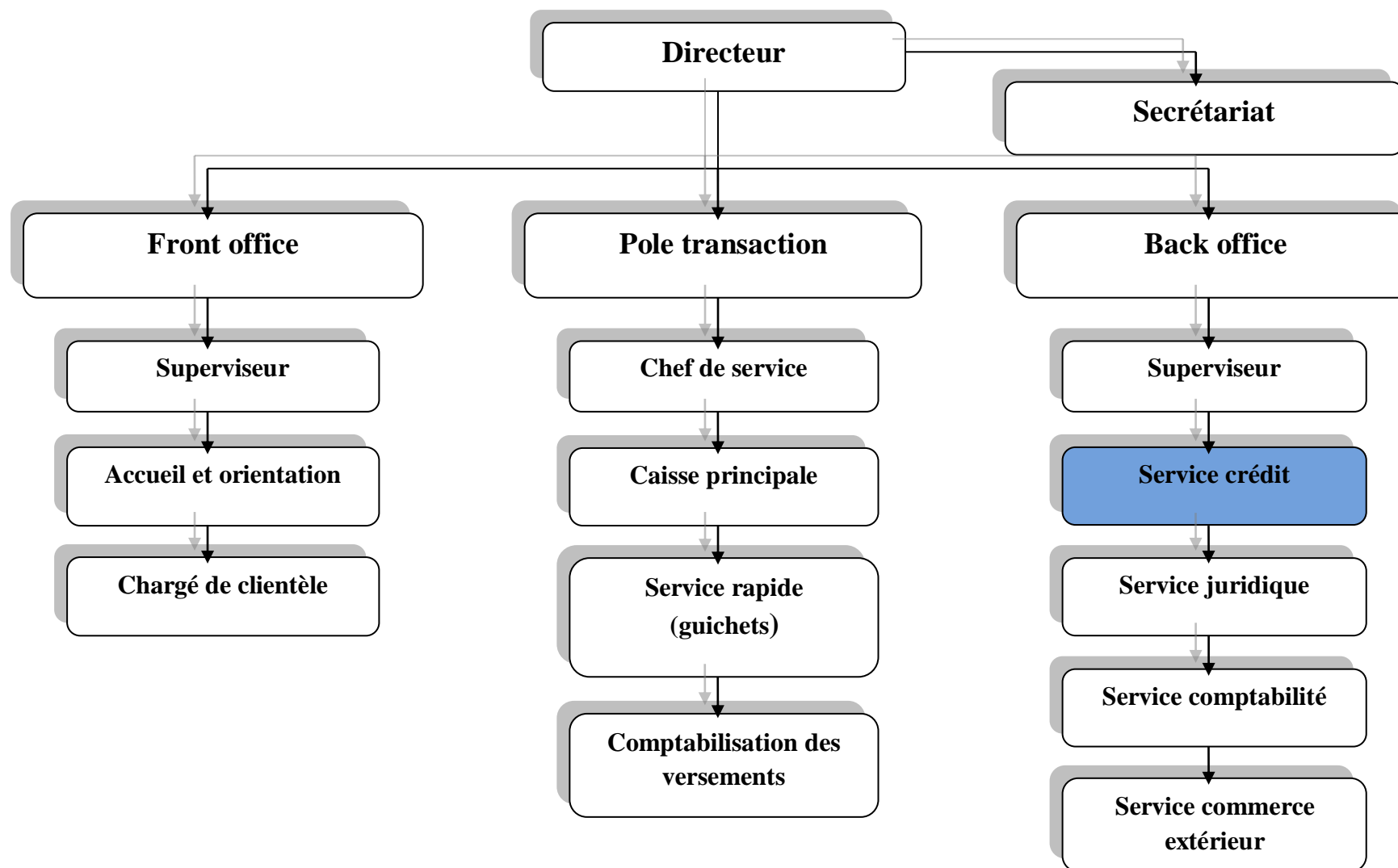
- L'augmentation des ressources aux meilleurs coûts et rentabilisation de celles-ci par des crédits productifs et diversifiés dans le respect des règles.
- La gestion rigoureuse de la trésorerie de la banque tant en dinars qu'en devises.
- L'assurance d'un développement harmonieux de la banque dans les domaines d'activités la concernant.
- L'extension et le redéploiement de son réseau.
- La satisfaction des clients en leur offrant des produits et services susceptibles de répondre à leurs besoins.
- L'adaptation d'une gestion dynamique en matière de recouvrement-
- Le développement commercial par l'introduction de nouvelles techniques managériales telles que le marketing, et l'insertion d'une nouvelle gamme de produits.

3 Présentation de l'agence BADR Ouadhias N°582

Notre stage pratique s'est déroulé au niveau de l'agence locale d'exploitation (ALE) Ouadhias N°582, de 03/02/2025 au 03/04/2025, une fois par semaine, dans le Back office, service crédit.

L'organigramme suivant donne une vision globale sur le fonctionnement de cette agence.

Schéma N° 4 : Présentation de l'organigramme de l'agence BADR Ouadhias 582.



Source : Document interne à la BADR (Février-Mai 2025).

3.1 Service crédit

Le service crédit joue un rôle essentiel au sein de l'agence BADR Ouadhias, il a pour mission de renseigner les clients sur les différents types de crédit disponibles, les conditions et les documents nécessaires pour constituer le dossier, etc. Une fois que le dossier de crédit est présenté, ce service s'assure que le dossier est complet et passe à l'analyse financière et économique tout en évaluant les risques, par la suite un suivi des clients est important tout au long de la durée de remboursement de crédit s'ils ont donné un avis favorable.

Donc le service crédit travaille de manière méthodique et rigoureuse, en s'appuyant sur des procédures d'analyse et d'évaluation des risques pour prendre des décisions éclairées en matière d'octroi de crédit. Son objectif principal est de soutenir financièrement les entreprises tout en assurant la pérennité de la banque, cela permet de maintenir une relation banque-entreprise basée sur la confiance et qui va être bénéfique pour les deux parties.

Il faut signaler que les décisions d'octroi d'un crédit sont prises en fonction du montant sollicité par les clients, elles sont réparties comme suit :

- Si le montant est inférieur ou égale à 5 000 000,00 DA, le pouvoir de décision est donné pour l'agence ;
- Si le montant est entre 5 000 000,00 et 20 000 000,00 de DA, le pouvoir de décision est donné au GRE (Groupe Régional d'Exploitation) ;
- Si le montant est supérieur à 20 000 000,00 de DA, dans ce cas c'est la direction centrale qui va prendre la décision d'octroi de crédit.

Section 03 : Étude d'un dossier de crédit de l'investissement

Dans cette section, nous allons étudier un dossier de crédit qui nous a été remis par l'agence BADR Ouadhias N°582, en suivant la démarche déjà présentée dans le deuxième chapitre.

1 Documents fournis pour constituer le dossier de crédit

- Accusé de réception
- Demande de crédit
- Etat de présentation de projet
- Copie de permis de conduire ; extrait de naissance ;
- Extrait de rôle apuré ;
- Echancier de remboursement CASNOS ;

- Copie de registre de commerce ;
- Copie de la carte fiscale ;
- Statut initial et modificatifs
- Bilan et régime de l'impôt forfaitaire unique exercices (2016, 2017, 2018) ;
- Situation comptable au 31/03/2019 ;
- Facture pro-forma ;
- Etude technico-économique ;
- Contrat de location du siège social ;
- ST 122 ;
- Réponse de la déclaration de la centrale des risques et des impayés.

2 Présentation de l'entreprise et du projet

2.1 Présentation de l'entreprise

C'est une entreprise de transport frigorifique et alimentation générale.

Forme juridique : c'est une société au nom collectif (SNC)

Dénomination : SNC X

Adresse siège social : Local 01, Village xxx, commune Assi Youcef, Daïra Boghni, wilaya Tizi Ouzou.

Gérant et propriétaire : Mr X

2.2 Présentation du projet

Cette extension consiste en l'acquisition d'une CAMIONNETTE FRIGO pour faire face au plan de charge de l'entreprise.

L'investissement projeté est évalué à 1 575 000.00 DA en TTC.

- Implantation du projet

Assi Youcef, Boghni, Tizi Ouzou.

- Structure de financement de projet

Apport personnel (24%)	375 000,00 DA
Crédit BADR (76%)	1 200 000,00 DA
Cout total de projet	1 575 000,00 DA

- Impact du projet visé

Le projet contribuera à répondre en partie aux besoins importants recensés actuellement à l'échelle régionale. Conscient de l'importance du marché, le gérant de projet envisage cet investissement afin d'acquiescer une meilleure part du marché, d'assurer un meilleur approvisionnement régional en produit de qualité.

2.3 L'analyse de marché

Le marché de transport frigorifique, qu'il s'agit de transporter des produits nécessitant une température contrôlée, connaît une croissance importante, notamment dans le secteur agroalimentaire.

Ce marché dans la région d'Assi Youcef Boghni est caractérisé par une faible concurrence particulièrement pour la livraison des produits agroalimentaires et des produits laitiers aux deux CEM de ce village. Cela met en évidence la croissance de la demande, ce qui présente une opportunité à saisir pour un futur opérateur.

La méthode des 4P est présentée comme suit :

-Produit : ce service de transport frigorifique est spécialisé, il s'agit de la livraison des produits agroalimentaires, des produits laitiers et même les fruits et les légumes.

-Prix : le gérant de ce projet vise à assurer un rapport qualité/prix tout en se basant dans la tarification sur la concurrence.

-Distribution : l'échelle régionale (commune Assi Youcef, Daïra Boghni, wilaya Tizi Ouzou)

-Communication : l'objectif du gérant est de gagner la confiance des clients et de les fidéliser tout en communiquant sur son expertise dans ce secteur.

3 L'analyse financière

L'objectif de cette analyse est d'évaluer la santé financière de cette entreprise qui sollicite le crédit d'investissement, d'analyser sa capacité de remboursement et de déterminer le niveau de risque associé à l'octroi de ce prêt.

3.1 Le bilan financier

Tableau N°13 : Présentation de l'actif du bilan financier.

Libellé	Année 1	Année 2	Année 3	Année 4	Année 5
Actif non circulant	1 260 000,00	945 000,00	630 000,00	315 000,00	0
VI (Valeurs immobilisées) (1)-(2)	1 260 000,00	945 000,00	630 000,00	315 000,00	0
Immobilisations incorporelles (1)	1 575 000,00	1 575 000,00	1 575 000,00	1 575 000,00	1 575 000,00
Amortissements (2)	315 000,00	630 000,00	945 000,00	1 260 000,00	1 575 000,00
Actif circulant	1 878 138,00	3 603 814,00	3 945 156,00	4 298 842,00	4 665 495,00
VE (Valeurs d'exploitation)	289 779,00	144 220,00	151 431,00	159 002,00	166 953,00
Stocks encours	289 779,00	144 220,00	151 431,00	159 002,00	166 953,00
VR (Valeurs réalisables)	974 179,00	2 075 757,00	2 276 235,00	2 483 904,00	2 699 125,00
Clients	974 179,00	2 075 757,00	2 276 235,00	2 483 904,00	2 699 125,00
VD (Valeurs disponibles)	614 180,00	1 383 837,00	1 517 490,00	1 655 936,00	1 799 417,00
Trésorerie	614 180,00	1 383 837,00	1 517 490,00	1 655 936,00	1 799 417,00
Total actif	3 138 138,00	4 548 814,00	4 575 156,00	4 613 842,00	4 665 495,00

Source : Établi par nous-mêmes à partir des documents fournis par la BADR.

Interprétation du bilan financier (actif)

-L'actif non circulant (valeurs immobilisées) a diminué progressivement ce qui indique que les immobilisations incorporelles se sont dépréciées jusqu'à leur valeur résiduelle.

-L'actif circulant (VE, VR et VD) a fortement augmenté ce qui indique une bonne activité commerciale et une meilleure capacité à financer ses opérations courantes.

-Donc nous constatons que l'entreprise a un actif solide mais elle doit surveiller ses créances clients pour éviter des problèmes de trésorerie à l'avenir.

Tableau N° 14 : Présentation de passif du bilan financier.

Libellé	Année 1	Année 2	Année 3	Année 4	Année 5
Capitaux permanents (FP+DLMT)	2 952 385,00	4 358 719,00	4 380 550,00	4 414 551,00	4 461 332,00
FP (Fonds propres)	1 992 385,00	3 638 719,00	3 900 550,00	4 174 551,00	4 461 332,00
Capital émis	474 000,00	474 000,00	474 000,00	474 000,00	474 000,00
Résultat net	1 518 385,00	1 646 333,00	1 780 217,00	1 920 334,00	2 066 998,00
Autres capitaux propres-Report à nouveau	0	1 518 385,00	1 646 333,00	1 780 217,00	1 920 334,00
DLMT	960 000,00	720 000,00	480 000,00	240 000,00	0
Emprunt et dettes financières	960 000,00	720 000,00	480 000,00	240 000,00	0
Passif circulant	185 753,00	190 095,00	194 606,00	199 293,00	204 162,00
DCT	185 753,00	190 095,00	194 606,00	199 293,00	204 162,00
Impôts	62 136,00	65 242,00	68 504,00	71 930,00	75 526,00
Autres dettes	123 617,00	124 853,00	126 102,00	127 363,00	128 636,00
Total Passif	3 138 138,00	4 548 814,00	4 575 156,00	4 613 844,00	4 665 494,00

Source : Établi par nous-mêmes à partir des documents fournis par la BADR.

Interprétation du bilan financier (passif)

-Nous observons une augmentation significative des fonds propres pendant les cinq années grâce à l'accumulation des bénéfices.

-Nous constatons une diminution des DLMT ce qui indique que l'entreprise a remboursé ses dettes à long terme.

-Nous notons une augmentation des DCT pendant les cinq années ce qui s'explique par l'augmentation de tous ses éléments constitutifs (impôts et autres dettes).

-Donc nous concluons que l'entreprise est solide financièrement, avec une forte rentabilité.

➤ Le bilan financier en grande masse

Tableau N° 15 : Présentation du bilan financier en grande masse (Emplois).

Emplois	Année 1		Année 2		Année 3		Année 4		Année 5	
	Montant	%	Montant	%	Montant	%	Montant	%	Montant	%
VI	1 260 000,00	40,15 (1)	945 000,00	20,77 (1)	630 000,00	13,77 (1)	315 000,00	6,82 (1)	0	0(1)
VE	289 779,00	9,23 (2)	144 220,00	3,17 (2)	151 431,00	3,30 (2)	159 002,00	3,44 (2)	166 953,00	3,57 (2)
VR	974 179,00	31,04 (3)	2 075 757,00	45,63 (3)	2 276 235,00	49,75 (3)	2 483 904,00	53,83 (3)	2 699 125,00	57,85 (3)
VD	614 180,00	19,57 (4)	1 383 837,00	30,42 (4)	1 517 490,00	33,16 (4)	1 655 936,00	35,89 (4)	1 799 417,00	38,56 (4)
Total emplois	3 138 138,00	100	4 548 814,00	100	4 575 156,00	100	4 613 842,00	100	4 665 495,00	100

Source : Établi par nous-mêmes à partir des documents fournis par la BADR.

Calculs

$$✓ (1) = \frac{VI}{\text{Totalemplois}}$$

$$✓ (2) = \frac{VE}{\text{Totalemplois}}$$

$$✓ (3) = \frac{VR}{\text{Totalemplois}}$$

$$✓ (4) = \frac{VD}{\text{Totalemplois}}$$

Interprétation du bilan en grande masse (emplois)

-Les VI représentent 40,15% des emplois en année 1, mais cette part diminue au fil des années pour atteindre 0% en année 5, cela se traduit par la dépréciation de l'actif immobilisé.

-Les VE représentent 9% des emplois en année 1, puis cette part chute à environ 3% à partir de l'année 2, cela indique une réduction de l'activité d'exploitation.

-Les VR augmentent, passant de 31% en année 1 à près de 58% en année 5, ce qui est dû à l'augmentation des créances.

-Les VD sont également en progression durant les cinq années atteignant près de 39% en année 5, ce qui indique que la trésorerie de l'entreprise s'améliore.

Tableau N° 16 : Présentation du bilan en grande masse (Ressources).

Ressources	Année 1		Année 2		Année 3		Année 4		Année 5	
	Montant	%	Montant	%	Montant	%	Montant	%	Montant	%
FP	1 992 385,00	63,48 (1)	3 638 719,00	79,99 (1)	3 900 550,00	85,25 (1)	4 174 551,00	90,47 (1)	4 461 332,00	95,62 (1)
DLMT	960 000,00	30,59 (2)	720 000,00	15,82 (2)	480 000,00	10,49 (2)	240 000,00	5,20 (2)	0	0 (2)
DCT	185 753,00	5,91 (3)	190 095,00	4,17 (3)	194 606,00	4,25 (3)	199 293,00	4,31 (3)	204 162,00	4,37 (3)
Total Ressources	3 138 138,00	100	4 548 814,00	100	4 575 156,00	100	4 613 844,00	100	4 665 494,00	100

Source : Établi par nous-mêmes à partir des documents fournis par la BADR.

Calculs

$$\checkmark (1) = \frac{FP}{\text{Total ressources}}$$

$$\checkmark (2) = \frac{DLMT}{\text{Total ressources}}$$

$$\checkmark (3) = \frac{DCT}{\text{Total ressources}}$$

Interprétation du bilan en grande masse (ressources)

-Les FP augmentent fortement passant de 63,48% des ressources totales en année 1 à 95,62% en année 5. Cette hausse montre que l'entreprise s'est principalement financée par ses capitaux propres.

-Les DLMT diminuent progressivement, représentant 30,59% des ressources en année 1, puis chutant 0% en année 5. Cela indique que l'entreprise a remboursé ses emprunts à long terme sans en contracter de nouveaux.

-Les DCT restent faibles et stables autour de 4-5% des ressources. Cela montre que l'entreprise ne dépend pas fortement de crédits à court terme pour financer ses activités courantes, ce qui est un signe de bonne gestion de la trésorerie.

3.2 Les indicateurs de l'équilibre financier

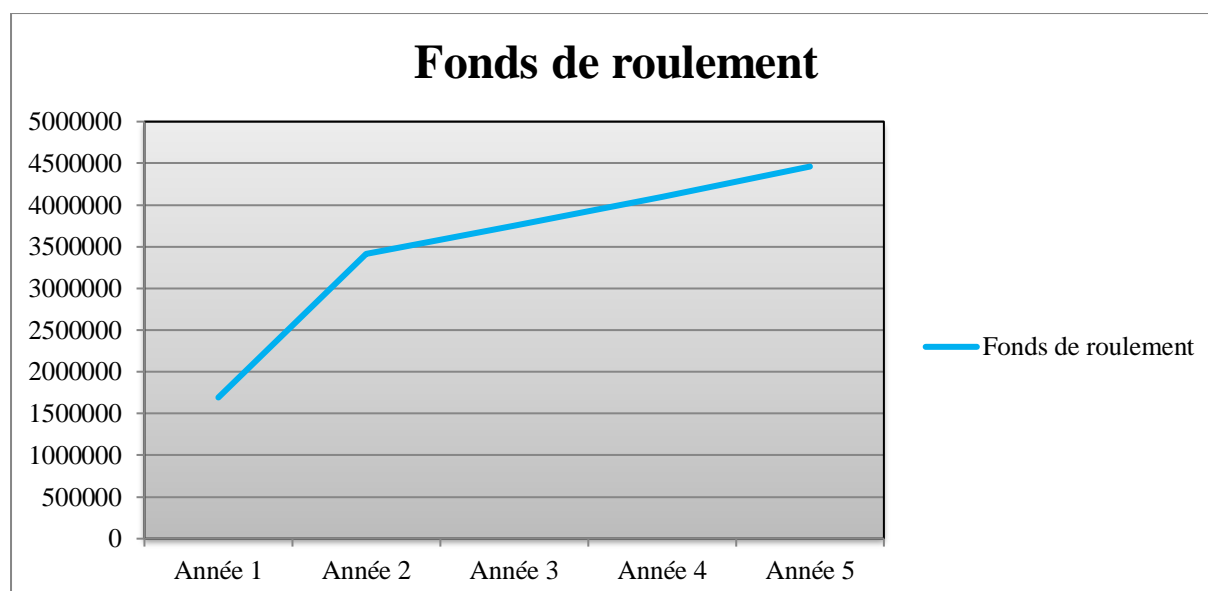
3.2.1 Le fonds de roulement

Tableau N° 17 : Présentation du fonds de roulement

Désignation	Capitaux permanents	Valeurs immobilisées	Fonds de roulement
Année 1	2 952 385,00	1 260 000,00	1 692 385,00
Année 2	4 358 719,00	945 000,00	3 413 719,00
Année 3	4 380 550,00	630 000,00	3 750 550,00
Année 4	4 414 551,00	315 000,00	4 099 551,00
Année 5	4 461 332,00	0	4 461 332,00

Source : Établi par nous-mêmes à partir des documents fournis par la BADR.

Figure N° 4 : représentation graphique de l'évolution de FR.



Source : Établie par nous-mêmes à partir du tableau N°17.

Interprétation du fonds de roulement

Le FR est positif durant les cinq années, il passe de 1 692 385,00 DA à 4 461 332,00 DA, ce qui indique que l'entreprise est dans une situation d'équilibre financier à long terme et qu'elle couvre ses immobilisations par ses capitaux permanents.

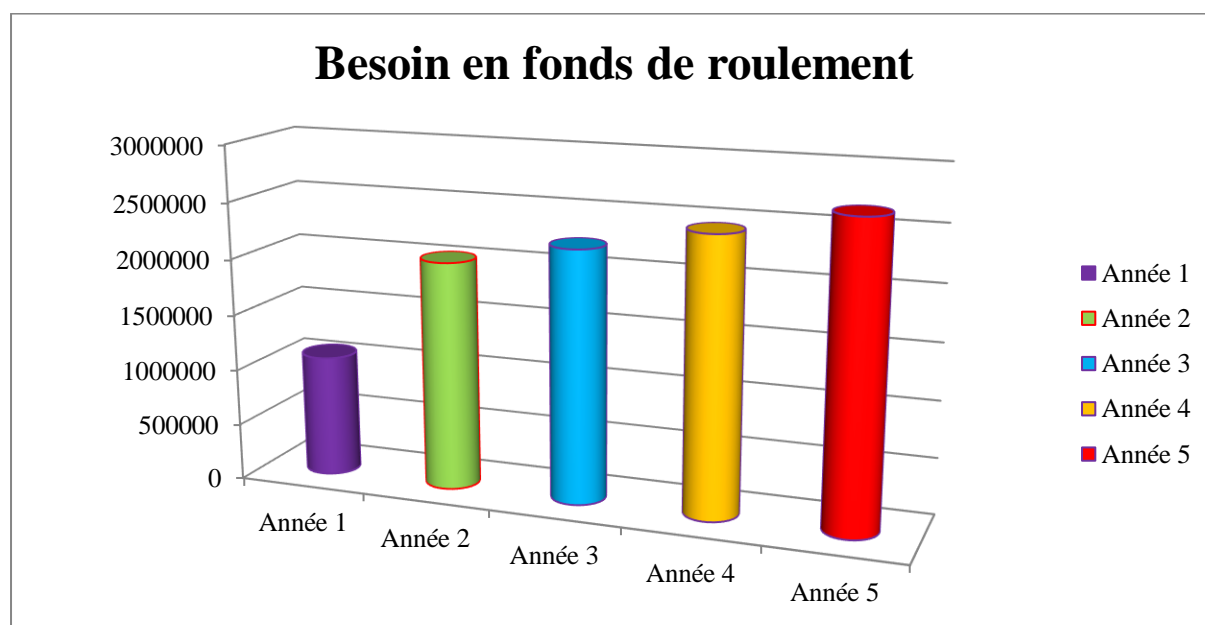
3.2.2 Le besoin en fonds de roulements

Tableau N° 18 : Présentation du BFR.

Désignation	Valeurs d'exploitation	Valeurs réalisables	Dettes à court terme	Besoin en fonds de roulement
Année 1	289 779,00	974 179,00	185 753,00	1 078 205,00
Année 2	144 220,00	2 075 757,00	190 095,00	2 029 882,00
Année 3	151 431,00	2 276 235,00	194 606,00	2 233 060,00
Année 4	159 002,00	2 483 904,00	199 293,00	2 443 613,00
Année 5	166 953,00	2 699 125,00	204 162,00	2 661 916,00

Source : Établi par nous-mêmes à partir des documents fournis par la BADR.

Figure N° 5 : représentation graphique de l'évolution du BFR.



Source : Établie par nous-mêmes à partir du tableau N°18.

Interprétation du besoin en fonds de roulement

Le BFR est positif durant les cinq années, dans l'année 1, il a enregistré un montant de 1 078 205,00DA et à partir de l'année 2 atteint les deux millions enregistrant ainsi une augmentation continue. Cela indique que l'entreprise est dans une situation d'équilibre financier à court terme et qu'elle a une bonne activité.

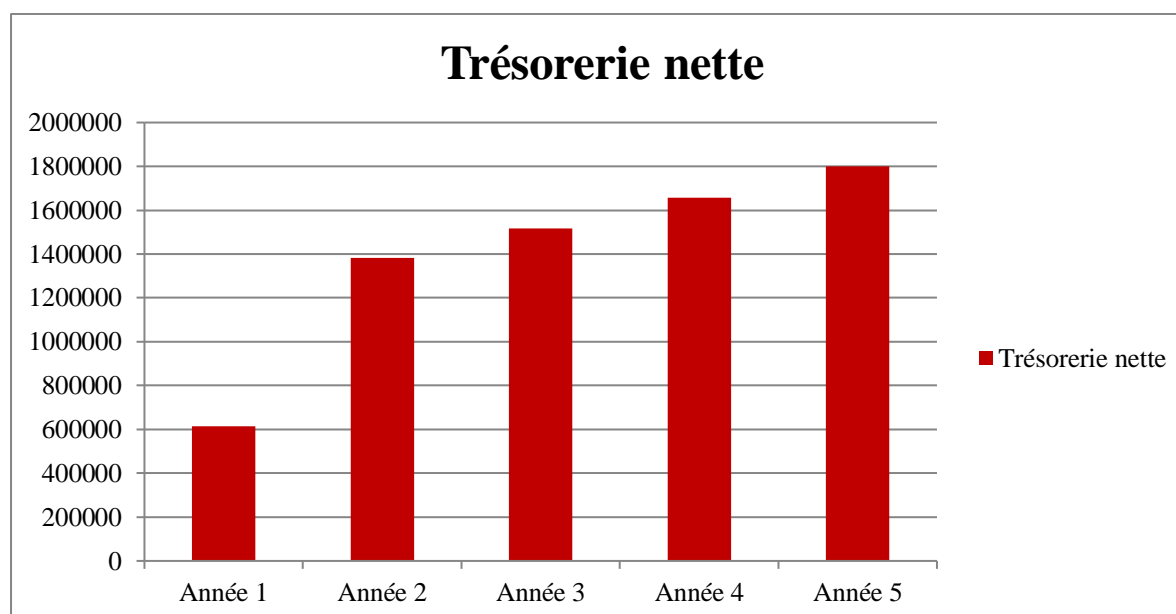
3.2.3 La trésorerie nette

Tableau N° 19 : Présentation de la trésorerie nette

Désignation	Fonds de roulement	Besoin en fonds de roulement	Trésorerie nette
Année 1	1 692 385,00	1 078 205,00	614 180,00
Année 2	3 413 719,00	2 029 882,00	1 383 837,00
Année 3	3 750 550,00	2 233 060,00	1 517 490,00
Année 4	4 099 551,00	2 443 613,00	1 655 938,00
Année 5	4 461 332,00	2 661 916,00	1 799 416,00

Source : Établi par nous-mêmes à partir des documents fournis par la BADR.

Figure N° 6 : représentation graphique de l'évolution de la TN.



Source : Établie par nous-mêmes à partir du tableau N°19.

Interprétation de la trésorerie nette

La TN est positive, nous constatons une augmentation continue passant de 614 180,00DA en année 1 à 1 799 416,00DA en année 5. Cela indique que l'entreprise est dans une situation d'équilibre financier immédiat et le FR couvre le BFR.

3.3 Les soldes intermédiaires de gestion

Tableau N° 20: Présentation des SIG de l'entreprise.

Produit/Charges	Année 1	Année 2	Année 3	Année 4	Année 5
Ventes de marchandises	3 924 350,00	4 120 568,00	4 326 596,00	4 542 926,00	4 770 072,00
-Cout d'achat des marchandises vendues	-	-	-	-	-
I. Marge Commerciale	3 924 350,00	4 120 568,00	4 326 596,00	4 542 926,00	4 770 072,00
Production vendue	3 924 350,00	4 120 568,00	4 326 596,00	4 542 926,00	4 770 072,00
+Production stockée	-	-	-	-	-
+Production immobilisée	-	-	-	-	-
II. Production de l'exercice	3 924 350,00	4 120 568,00	4 326 596,00	4 542 926,00	4 770 072,00
+Production de l'exercice	3 924 350,00	4 120 568,00	4 326 596,00	4 542 926,00	4 770 072,00
-Consommations de l'exercice en provenance des tiers	1 452 010,00	1 524 610,00	1 600 840,00	1 680 882,00	1 764 927,00
III. Valeur ajoutée	2 472 340,00	2 595 958,00	2 725 756,00	2 862 044,00	3 005 145,00
Valeur ajoutée	2 472 340,00	2 595 958,00	2 725 756,00	2 862 044,00	3 005 145,00
+Subventions d'exploitation	-	-	-	-	-
-Charges de personnel	494 468,00	499 413,00	504 407,00	509 451,00	514 545,00
-Impôts et taxes	78 487,00	82 411,00	86 532,00	90 859,00	95 401,00
IV. EBE	1 899 385,00	2 014 134,00	2 134 817,00	2 261 734,00	2 395 199,00
EBE	1 899 385,00	2 014 134,00	2 134 817,00	2 261 734,00	2 395 199,00
-Dotations aux amortissements, dépréciations et provision d'exploitation (DADP)	315 000,00	315 000,00	315 000,00	315 000,00	315 000,00
+Reprises sur amortissements, dépréciations et	-	-	-	-	-

Chapitre 03 : Etude de cas : Le crédit d'investissement à la BADR

provisions d'exploitation (RADP)					
-Autres charges	-	-		-	-
+Autres produits	-	-		-	-
V. Résultat d'exploitation	1 584 385,00	1 699 133,00	1 819 817,00	1 946 734,00	2 080 198,00
Résultat d'exploitation	1 584 385,00	1 699 133,00	1 819 817,00	1 946 734,00	2 080 198,00
+Produits financiers	-	-	-	-	-
-Charges financières	66 000,00	52 800,00	39 600,00	26 400,00	13 200,00
VI. Résultat courant avant impôt	1 518 385,00	1 645 333,00	1 780 217,00	1 920 334,00	2 066 998,00
Produits exceptionnels	-	-	-	-	-
-Charges exceptionnelles	-	-	-	-	-
VII. Résultat exceptionnel	-	-	-	-	-
Résultat courant avant impôt	1 518 385,00	1 645 333,00	1 780 217,00	1 920 334,00	2 066 998,00
+Résultat exceptionnel	-	-	-	-	-
-Participation des salariés	-	-	-	-	-
-Impôts sur les bénéfices	-	-	-	-	-
VIII. Résultat net de l'exercice	1 518 385,00	1 645 333,00	1 780 217,00	1 920 334,00	2 066 998,00

Source : Établi par nous-mêmes à partir des documents fournis par la BADR.

Interprétation des soldes

- I. La marge commerciale a augmenté de manière significative au cours des cinq années, ce qui est un signe positif pour l'entreprise. Cette hausse est due à une augmentation des ventes.
- II. La production de l'exercice a connu une augmentation durant les cinq années, cela est dû à la hausse enregistrée au niveau de la production vendue.
- III. La VA a connu une croissance au cours des cinq années, cette évolution s'explique par l'augmentation générale de tous les éléments constitutifs de la VA.
- IV. L'EBE de l'entreprise a enregistré une croissance remarquable durant les cinq années, cette hausse est due à l'évolution de tous les paramètres constitutifs de l'EBE.
- V. Le résultat d'exploitation a également connu une augmentation au cours des cinq années, cette évolution peut être expliquée par une meilleure gestion des stocks, une amélioration opérationnelle, etc.
- VI. Le résultat courant avant impôts a évolué au cours des cinq années, cette hausse est due à la baisse des charges financières enregistrées durant les cinq années.
- VII. L'entreprise n'a pas enregistré un résultat exceptionnel.
- VIII. Le résultat net de l'exercice est le même que le résultat courant avant impôts, ce qui indique que l'entreprise n'a pas payé d'impôts sur ses bénéfices. Cela peut être dû à un taux d'imposition nul, des pertes fiscales ou des déductions fiscales importantes.

3.4 La capacité d'autofinancement

Tableau N° 21: Calcule de la CAF à partir du résultat net.

Eléments	Résultat net	Dotations aux amortissements	CAF
Année 1	1 518 385,00	315 000,00	1 833 385,00
Année 2	1 645 333,00	315 000,00	1 961 334,00
Année 3	1 780 217,00	315 000,00	2 095 217,00
Année 4	1 920 334,00	315 000,00	2 235 334,00
Année 5	2 066 998,00	315 000,00	2 381 999,00

Source : Établi par nous-mêmes à partir des documents fournis par la BADR.

Interprétation de la CAF

Nous observons une hausse de la CAF au cours des cinq années, passant de 1 833 385,00 en année 1 à 2 381 999,00 en année 5, ce qui témoigne d'une amélioration de la

rentabilité de l'entreprise et de sa capacité à générer des flux de trésorerie internes. Cette augmentation est principalement due à l'accroissement du résultat net, cela renforce la solidité financière de l'entreprise.

3.5 L'analyse par les ratios

3.5.1 Les ratios de structure financière

A. Les ratios de financement

Tableau N° 22 : Détermination des ratios de financement.

Type de ratio	Méthode de calcul	Année 1	Année 2	Année 3	Année 4	Année 5
Ratio de financement des immobilisations	(Capitaux permanents/VI)	2,34	4,61	6,95	14,01	0
Ratio de financement externe	(Dettes/Total actifs)	0,36	0,20	0,14	0,09	0,04
Ratio d'autonomie financière	(Capitaux propres/total passifs)	0,63	0,79	0,85	0,90	0,95

Source : Établi par nous-mêmes à partir des documents fournis par la BADR.

Interprétation des ratios de financement

- **Ratio de financement des immobilisations** : nous constatons que ce ratio augmente durant les quatre années ce qui signifie que l'entreprise finance ses investissements par ses capitaux permanents.

- **Ratio de financement externe** : ce ratio diminue durant les cinq années, cela signifie que l'entreprise s'appuie sur ses propres ressources pour financer ses activités.

- **Ratio d'autonomie financière** : nous remarquons que ce ratio a connu une augmentation durant les cinq années ce qui indique que l'entreprise a la capacité de financer ses actifs à long terme avec ses propres ressources.

B. Les ratios de liquidité

Tableau N° 23: Détermination des ratios de liquidité.

Type de ratio	Méthode de calcul	Année 1	Année 2	Année 3	Année 4	Année 5
Ratio de liquidité générale	(Actif circulant/DCT)	10,11	18,95	20,27	21,57	22,85
Ratio de liquidité réduite	((VR + VD)/DCT)	8,55	18,19	19,49	20,77	22,03
Ratio de liquidité immédiate	(VD/DCT)	3,30	7,27	7,79	8,30	8,81

Source : Établi par nous-mêmes à partir des documents fournis par la BADR.

Interprétation des ratios de liquidité

-Ratio de liquidité générale : la hausse de ratio de liquidité générale pendant les cinq années indique que l'entreprise dispose de plus de liquidité pour rembourser ses DCT.

-Ratio de liquidité réduite : nous constatons que ce ratio augmente durant les cinq années ce qui signifie que l'entreprise peut couvrir ses DCT sans avoir à vendre ses valeurs d'exploitation.

-Ratio de liquidité immédiate : ce ratio est en augmentation continue durant les cinq années, ce qui indique que l'entreprise n'utilise pas efficacement sa trésorerie, c'est-à-dire qu'elle dispose des liquidités non utilisées.

C. Les ratios de solvabilité

Tableau N° 24 : Détermination des ratios de solvabilité.

Type de ratio	Méthode de calcul	Année 1	Année 2	Année 3	Année 4	Année 5
Ratio d'endettement	(DLMT / Fonds propres)	0,48	0,19	0,12	0,5	0
Ratio de capacité de remboursement	(DLMT / CAF)	0,52	0,36	0,22	0,10	0

Source : Établi par nous-mêmes à partir des documents fournis par la BADR.

Interprétation des ratios de solvabilité

-Ratio d'endettement : nous constatons que ce ratio est en diminution durant les cinq années cela s'explique par le remboursement des dettes par l'entreprise.

-Ratio de capacité de remboursement : ce ratio se diminue durant les cinq années, cela signifie que l'entreprise génère suffisamment des flux de trésorerie pour rembourser ses DLMT.

3.5.2 Les ratios de rentabilité

Tableau N° 25 : Détermination des ratios de rentabilité.

Type de ratio	Méthode de calcul	Année 1	Année 2	Année 3	Année 4	Année 5
Rentabilité de l'actif	(Résultat net / Actif total)	0,48	0,36	0,38	0,41	0,44
Rentabilité économique	(Résultat d'exploitation / Actif économique)	0,67	0,57	0,63	0,70	0,78
Rentabilité financière	= (Résultat net / Capitaux propres)	0,76	0,45	0,45	0,46	0,46

Source : Établi par nous-mêmes à partir des documents fournis par la BADR.

Interprétation des ratios de rentabilité

-Rentabilité de l'actif : la rentabilité de l'actif est en augmentation durant les cinq années cela signifie qu'il utilise efficacement ses actifs pour générer des profits.

-Rentabilité économique : la hausse enregistrée durant les cinq années indique que le capital investi par l'entreprise est utilisé d'une manière efficace pour générer des profits d'exploitation.

-Rentabilité financière : dans la première année, la rentabilité financière était à 0,76 puis elle a connu une diminution à partir de la deuxième année ce qui indique une faible rentabilité des actionnaires, puis elle s'est stabilisée entre la deuxième et la cinquième année.

4 Etude et évaluation du projet d'investissement

Cette étape est cruciale pour la décision d'octroi d'un crédit d'investissement, elle permet au banquier de savoir si le projet à financer est rentable et génère des profits suffisants qui permettent à l'entreprise de rembourser ses dettes.

4.1 Etude avant financement

4.1.1 Le plan d'investissement

Tableau N° 26 : Détermination du cout d'investissement

Code	Désignation	Quantité	Prix unitaire TTC	Montant
CHERY	MINI TRUCK FRIGO Moteur 1,2 AIR BAG + ABS RADIO 2Portes N°SERIEI : 13JFO31766	1	1 575 000,00	1 575 000,00
			Net à payer	1 575 000,00

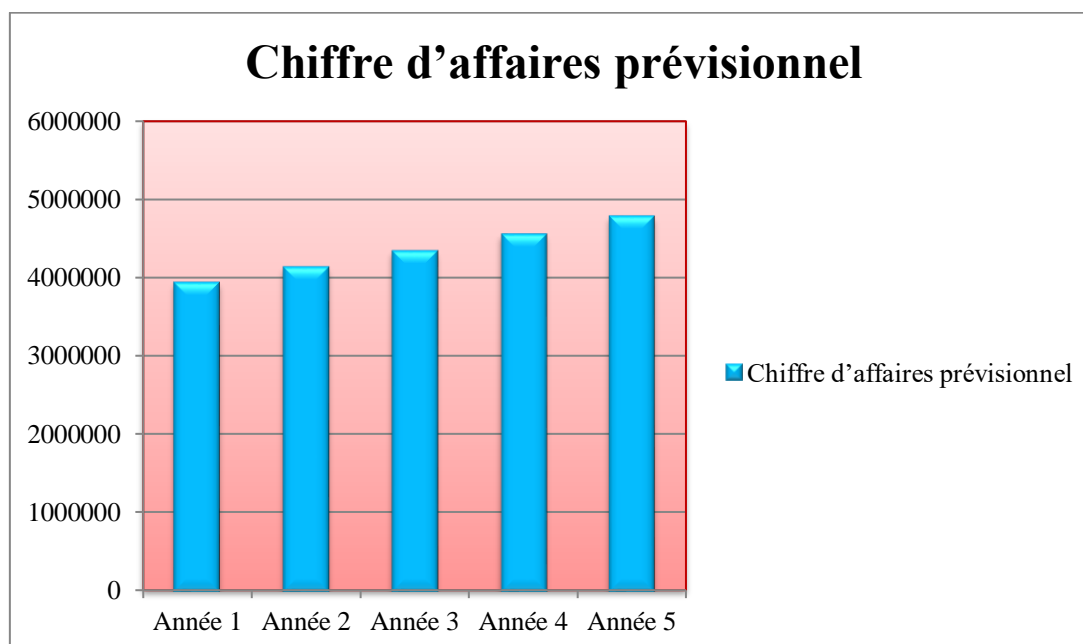
Source : Document fourni par la BADR.

Tableau N° 27 : Le chiffre d'affaire prévisionnel.

Années	Chiffre d'affaires prévisionnel
Année 1	3 924 350,00
Année 2	4 120 568,00
Année 3	4 326 596,00
Année 4	4 542 926,00
Année 5	4 770 072,00

Source : Document fourni par la BADR.

Figure N° 7 : représentation graphique de l'évolution du chiffre d'affaire prévisionnel.



Source : Établie par nous-mêmes à partir du tableau N°27.

4.1.2 Tableau d'amortissement du bien

Tableau N° 28: Tableau d'amortissement du bien

Année	Valeur d'investissement	L'annuité d'amortissement	Le montant d'amortissement cumulé	Valeur nette comptable (VNC)
Année 1	1 575 000,00	315 000,00	315 000,00	1 260 000,00
Année 2	1 575 000,00	315 000,00	630 000,00	945 000,00
Année 3	1 575 000,00	315 000,00	945 000,00	630 000,00
Année 4	1 575 000,00	315 000,00	1 260 000,00	315 000,00
Année 5	1 575 000,00	315 000,00	1 575 000,00	0

Source : Établi par nous-mêmes à partir des documents fournis par la BADR.

4.1.3 Détermination de la valeur résiduelle

Tableau N° 29 : Calcul de la VR.

Libellé	Coût d'acquisition	Amortissements	VR
Camionnette FRIGO	1 575 000,00	1 575 000,00	0

Source : Établi par nous-mêmes à partir du tableau N°31.

La Valeur Résiduelle est nulle, car le coût d'acquisition du bien est égal au coût total d'amortissement du bien.

4.1.4 Détermination de la variation du BFR

Tableau N° 30: Calcul de la variation du BFR.

Libellé	Année 1	Année 2	Année 3	Année 4	Année 5
BFR	1 078 205,00	2 029 882,00	2 233 060,00	2 443 613,00	2 661 916,00
Variation du BFR	1 078 205,00	951 677,00	203 178,00	210 553,00	218 303,00

Source : Établi par nous-mêmes à partir du tableau N°2aboration du tableau de compte de résultat prévisionnel

4.1.5 Elaboration du tableau de compte de résultat prévisionnel

Le tableau de TCR est présenté en **annexe 1**

4.1.6 Elaboration du tableau emplois/ressources

Le tableau emplois ressources est présenté en **annexe 2**

4.1.7 Les critères d'évaluation de la rentabilité d'un projet d'investissement

Le banquier effectue une étude sur la rentabilité du projet d'investissement afin de prendre la bonne décision d'octroi de crédit.

Avant de calculer les différents critères d'évaluation de la rentabilité du projet, nous allons d'abord calculer les Cash-flow actualisés et les Cash-flow actualisés cumulés, sachant que le taux d'actualisation émet par la banque est de 10%, l'investissement initial est 1 575 000,00 DA.

Tableau N° 31: Détermination des Cash-flow actualisés et des Cash-flow actualisés cumulés.

	Année 1	Année 2	Année 3	Année 4	Année 5
Cash-flows	755 180	1 009 657	1 892 039	2 024 781	2 163 696
Cash-flows actualisés (10%)	686 527,27	834 427,27	1 421 516,90	1 382 952,67	1 343 484,99
Cash-flows actualisés cumulés	686 527,27	1 520 954,54	2 942 471,44	4 325 424,11	5 668 909,1

Source : Établi par nous-mêmes.

1) La valeur actuelle nette (VAN)

$$VAN = -I + \sum_{i=1}^n CF (1 + t)^{-n}$$

$$VAN = -1\,575\,000 + 5\,668\,909,1$$

$$VAN = 4\,093\,909,1$$

2) Le taux de rentabilité interne (TRI)

Afin de déterminer le taux d'actualisation qui va annuler la VAN, nous allons essayer avec deux taux : 45% et 70%.

$$T_1 = 45\% \longrightarrow 842\,258,45$$

$$T_2 = 70\% \longrightarrow -1\,489,44$$

$$\text{TRI} = 45\% + (70\% - 45\%) \left(\frac{842\,258,45 - 0}{842\,258,45 - (-1489,44)} \right)$$

$$\text{TRI} = 69,95\%$$

3) L'indice de profitabilité (IF)

$$\text{IF} = 1 + \frac{\text{VAN}}{\text{Dépenses d'investissement}}$$

$$\text{IF} = 1 + \frac{4\,093\,909,1}{1\,575\,000}$$

$$\text{IF} = 3,59$$

4) Le délai de récupération (DR)

En cumulant les Cash-flow actualisés, nous remarquons que le montant d'investissement dépensé se situe entre la 2^{ème} et la 3^{ème} année. Par interprétation linéaire :

$$\text{DR} = 2\text{ans} + \frac{1\,575\,000 - 1\,520\,954,54}{2\,942\,471,44 - 1\,520\,954,54} * 12$$

$$\text{DR} = 2\text{ans} + 0,45$$

0,45 mois c'est environ 14 jours

DR = 2ans et 14jours.

Interprétation des résultats

- La VAN est positive ce qui indique que le projet est rentable, donc il y'aura une création de la valeur.
- Le TRI (69,95%) est supérieur au cout de capital qui est le taux d'actualisation 10%, donc le projet est rentable.
- L'IF est de 3,59 c'est-à-dire que chaque 1DA investi rapportera 3,59 DA de plus, et donc le projet réalise 2,59 de bénéfice après avoir récupérer le 1DA investi.
- Le délai de récupération est d'une courte durée (2ans et 14jours), cela signifie que l'entreprise récupère rapidement le montant investi dans ce projet.

4.2 Etude après financement

4.2.1 Elaboration du tableau de financement

Tableau N°32: Tableau E/R après financement.

Désignation	Année 0	Année 1	Année 2	Année 3	Année 4	Année 5
Ressources						
Capitaux propres	375 000,00					
CAF		1 833 385,00	1 961 334,00	2 095 217,00	2 235 334,00	2 381 999,00
Valeur résiduelle		-	-	-	-	0
Récupération du BFR		-	-	-	-	-
Emprunt	1 200 000,00					
Total ressources	1 575 000,00	1 833 385,00	1 961 334,00	2 095 217,00	2 235 334,00	2 381 999,00
Emplois						
Investissements	1 575 000,00					
Variation du BFR	-	1 078 205,00	951 677,00	203 178,00	210 553,00	218 303,00
Remboursement		240 000,00	240 000,00	240 000,00	240 000,00	240 000,00
Dividendes		-	-	-	-	-
Total emplois	1 575 000,00	1 318 205,00	1 191 677,00	443 178,00	450 553,00	458 303,00
Flux nets de trésorerie = Ressources – Emplois	0	515 180,00	769 657,00	1 652 039,00	1 784 781,00	1 923 696,00
Flux nets cumulés	0	515 180,00	1 284 837,00	2 936 876,00	4 721 657,00	6 645 353,00

Source : Établi par nous-mêmes à partir des documents fournis par la BADR.

4.2.2 Elaboration de l'échéancier de remboursement de l'emprunt

Tableau N° 33 : L'échéancier de remboursement de l'emprunt.

Désignation Année	Capital	Taux d'intérêt	Intérêts	Montant de remboursement	Montant qui reste à rembourser
Année 1	240 000,00	5,5%	66 000,00	306 000,00	960 000,00
Année 2	240 000,00	5,5%	52 800,00	292 800,00	720 000,00
Année 3	240 000,00	5,5%	39 600,00	279 600,00	480 000,00
Année 4	240 000,00	5,5%	26 400,00	266 400,00	240 000,00
Année 5	240 000,00	5,5%	13 200,00	253 200,00	0
Total	1 200 000,00	5,5%	198 000,00	1 398 000,00	0

Source : Établi par nous-mêmes à partir des documents fournis par la BADR.

5 Prise de décision

5.1 Avis personnel

Après l'examen et l'évaluation de l'entreprise et du projet, nous proposons à la banque d'accorder **un avis favorable** pour cette entreprise à un montant de 1 000 000,00 DA pour une durée de 3 ans et une année différée, en raison des points financiers positifs (équilibre financier, solidité financière, et solvabilité), et de la rentabilité du projet.

5.2 Décision du comité de crédit

La banque a décidé d'octroyer le crédit suivant :

Type de prêt : crédit moyen terme(CMT) Equipement.

Montant : 1 102 500,00 DA

Durée d'amortissement : 4ans (48 mois)

Date limite d'utilisation : 12 mois

Durée de différé partiel : 12 mois

Taux : 5,50 %

5.3 Le suivi

Après le déblocage des fonds, l'emprunteur disposera de ses fonds pour acquérir la camionnette de frigo et la banque lui transmettra un échéancier de remboursement qui lui permet de payer ses échéances à la date précise. Sachant que le paiement se fait par trimestre et le taux de la TVA est de 19%.

L'échéancier de remboursement est présenté en **annexe 3**

5.4 Synthèse de l'entretien réalisé avec un cadre de la BADR

Afin de renforcer notre cas pratique, un entretien semi-directif enrichi des questions ouvertes a été réalisé avec le superviseur du back office (service crédit) au sein de l'agence BADR Ouadhias.

Cet entretien avait pour but de mieux comprendre la réalité de la relation banque entreprise telle qu'elle est vécue au sein de la BADR, d'identifier les critères jugés prioritaires par le superviseur dans l'évaluation d'un dossier de crédit d'investissement, d'apprécier l'importance accordée aux aspects qualitatifs (confiance, transparence, satisfaction, ancienneté de la relation) dans le processus décisionnel, d'identifier les contraintes rencontrées par la banque dans la gestion de relation clients, d'examiner les pratiques internes en matière d'analyse financière et enfin de recueillir des recommandations utiles pour les entreprises souhaitant renforcer leur relation avec la banque.

A travers les réponses obtenues de cet entretien, nous avons pu dégager plusieurs enseignements importants sur les pratiques bancaires en matière de relation avec les entreprises et d'octroi de crédit d'investissement. Nous constatons que la BADR adopte une approche à la fois rigoureuse sur le plan financier et ouverte sur le plan relationnel.

Une relation de confiance entre la banque et l'entreprise est construite à partir l'ancienneté de la relation, la qualité des changes, la transparence des conditions et la fiabilité des documents fournis, cela facilite le traitement des dossiers et permet une meilleure connaissance des besoins des clients. Les banques appliquent les mêmes règles sur toutes les entreprises que ce soit grandes ou petites, mais ces dernières nécessitent plus d'accompagnement. La multibancarité présente à la fois un avantage pour les entreprises et un défi pour les banques.

Lors de l'analyse financière, la banque prend en compte tous les éléments qui traduisent la solidité financière de l'entreprise, sa solvabilité et sa capacité à honorer ses

engagements. Nous avons remarqué que la rentabilité du projet est également un élément important dans la prise de décision. Le superviseur souligne que les risques qui se présentent le plus dans ce type de financement sont le risque de non remboursement et celui de non réussite du projet, c'est pour cette raison que la banque exige des garanties réelles ou personnelles pour couvrir ces risques.

Enfin, nous avons pu déduire, que la BADR adopte une démarche équilibrée entre prudence financière et accompagnement des entreprises.

Le guide d'entretien structuré en deux parties, la première contient des questions et réponses sur la relation banque entreprise et la deuxième contient des questions et réponses sur notre cas pratique (octroi d'un crédit d'investissement), est présenté en **annexe 4**.

Section 04 : Perspectives d'avenir : Recommandations pour améliorer la relation banque-entreprise

Avec l'évolution du système financier et des nouvelles technologies, la relation entre la banque et l'entreprise est essentielle pour garantir la pérennité de ces deux agents économiques. Cependant, cette relation ne peut pas être parfaite, elle manque parfois d'une collaboration efficace. Afin de la renforcer, il est essentiel de revoir les interactions entre les deux parties mais aussi de saisir les différentes opportunités, pour cela plusieurs recommandations sont proposées pour améliorer cette relation.

Afin de réussir ces recommandations nous allons utiliser la matrice SWOT qui est un outil d'analyse stratégique qui permet d'identifier les forces et les faiblesses ainsi que les opportunités et les menaces de la relation banque-entreprise.

Figure N° 8 : La matrice SWOT.

Forces	Faiblesses
<ul style="list-style-type: none"> -Relation basée sur la confiance notamment dans le financement relationnel ; -La gestion de trésorerie : la banque aide l'entreprise dans la gestion de sa trésorerie ; -Expertise sectorielle : la banque ayant une expertise propose des services adaptés aux besoins des entreprises. 	<ul style="list-style-type: none"> -Manque de flexibilité : des conditions de financements strictes et des processus complexes ; -Communication insuffisante : manque de transparence sur les critères de décision ce qui entraîne une mauvaise gestion ; -Frais élevés qui affectent la rentabilité de l'entreprise à titre d'exemple des taux d'intérêt élevés.
Opportunités	Menaces
<ul style="list-style-type: none"> -Digitalisation : l'essor de la digitalisation dans le secteur bancaire permet d'offrir des services personnalisés ; -Augmentation accrue de la demande sur les différents services financiers ; -Partenariat stratégique : la banque et l'entreprise peuvent se réunir pour renforcer et développer de nouveaux produits et services financiers qui répondent à l'évolution du marché. 	<ul style="list-style-type: none"> -Risque de défaut de paiement ; -Volatilité économique : le système financier est confronté à un ensemble de crises qui affectent la relation banque entreprise notamment en matière des conditions de prêt qui seront plus strictes ; -Concurrence accrue : l'émergence des nouvelles technologies et des Fintechs comme le financement participatif qui limite le recours des entreprises aux banques traditionnelles ; -Evolution réglementaires : les régulations bancaires qui deviennent de plus en plus strictes peuvent limiter la capacité de la banque à offrir des solutions adaptées.

Source : réalisé par nous-mêmes.

=r

❖ Les recommandations

Sur la base des résultats dégagés de la matrice SWOT, nous pouvons proposer quelques recommandations afin de renforcer les forces, surmonter les faiblesses, saisir les opportunités et se protéger contre les menaces, améliorant ainsi la relation banque-entreprise.

Nous pouvons résumer ces recommandations comme suit :

- Investir dans la digitalisation en créant une plateforme en ligne pour l'octroi de crédit, cela permet d'un côté aux entreprises de demander un crédit en ligne et de suivre l'état d'avancement de son dossier, et d'un autre coté aux banques d'anticiper les risques potentiels et de les évaluer ;

-Améliorer la communication et la transparence entre la banque et l'entreprise en étant clairs dès le départ. D'un côté, la banque doit présenter en détails les conditions d'octroi de crédit (taux d'intérêts, pénalités, etc.) et d'un autre côté, l'entreprise doit présenter tous les documents explicatifs de sa situation financière ;

-La prévention contre les crises financières et économiques à partir la diversification des sources de financement, la gestion proactive des risques (utilisation des instruments de couverture), la mise en place des stratégies flexibles qui permettent de s'adapter aux évolutions économiques.

Conclusion du chapitre

A partir de ce cas pratique, nous avons pu mettre en pratique les éléments théoriques déjà présentés dans le deuxième chapitre tout en exploitant les connaissances déjà acquises dans notre cursus académique. L'analyse du dossier de crédit d'investissement au sein de la BADR nous a permis de mieux comprendre les aspects clés de la relation banque entreprise notamment dans le contexte de financements des projets d'investissement.

Nous avons déduit que le processus d'octroi d'un crédit d'investissement nécessite une étude détaillée du dossier et une analyse approfondie de l'entreprise qui sollicite le crédit tout en donnant importance à l'évaluation de la rentabilité du projet à financer.

L'évolution du système financier et l'apparition des nouvelles technologies affectent la relation banque entreprise d'une manière significative, c'est pour cette raison que nous avons utilisé la matrice SWOT pour analyser et comprendre les forces et les faiblesses ainsi que les opportunités et les menaces de cette relation notamment dans le cadre d'un crédit d'investissement, ce qui nous a permis de formuler des recommandations pour améliorer sa qualité.

Conclusion générale

Conclusion générale

Le présent mémoire a été élaboré dans le but d'analyser la relation entre la banque et l'entreprise dans le cadre d'un crédit d'investissement, à travers une étude théorique basée sur des généralités conceptuelles complétée par une analyse concrète au sein de la banque d'agriculture et du développement rural (BADR). Cette réflexion s'inscrit dans un contexte économique où le financement de l'investissement constitue un levier essentiel de la croissance et du développement.

En premier lieu, nous avons rappelé les fondements de la relation banque entreprise, en commençant par des généralités sur la banque et sur l'entreprise qui nous a permis de comprendre que la relation entre ces deux acteurs repose sur un équilibre délicat. La banque en tant qu'intermédiaire financier assure l'accompagnement des entreprises dans la réalisation de leurs projets en leur offrant les ressources nécessaires et elles sont considérées comme le moteur essentiel de son activité. De leurs côtés, les entreprises quel que soit leurs tailles sont toujours dans le besoin des partenaires financiers pour assurer le succès de leurs projets et leurs croissances. La relation entre ces deux agents économiques est influencée par un ensemble de facteurs notamment la confiance, la transparence et les relations interpersonnelles qui sont essentiels pour un partenariat bancaire efficace.

En deuxième lieu, notre étude a mis en lumière les mécanismes et le fonctionnement du crédit d'investissement en mettant l'accent sur ses caractéristiques, ses risques tout en présentant les instruments de couverture adaptés pour chaque risque, les étapes de constitution du dossier, ainsi que les méthodes d'évaluation de la rentabilité du projet d'investissement. Nous avons déduit que dans ce type de financement, le rôle de la banque ne se limite pas à l'attribution des fonds seulement mais il repose sur une évaluation rigoureuse et une analyse approfondie qui permettent d'évaluer la solvabilité de l'entreprise qui sollicite le crédit et à un suivi continu du projet.

En troisième lieu, le dernier chapitre de ce travail, consacré à une étude de cas au sein de l'agence BADR Ouadhias N°582, nous a permis d'examiner concrètement comment se met en place cette relation sur le terrain et donc de confronter les concepts théoriques aux réalités du terrain. La présentation de l'organisme d'accueil a contextualisé l'environnement dans lequel la relation banque entreprise évolue. À travers l'analyse d'un dossier de crédit qui nous a été remis, nous avons observé les étapes clés du traitement d'une demande de financement, ainsi que les procédures internes mobilisées pour garantir la sécurité et la rentabilité de l'opération. Cette étude nous a permis d'identifier les points faibles et les points forts de cette relation que nous avons présentée dans la matrice SWOT, ce qui nous a permis

Conclusion générale

de formuler des recommandations pour renforcer cette relation notamment en matière de digitalisation et de simplification du processus.

Ainsi, l'entretien réalisé avec un cadre de la BADR nous permis d'enrichir nos connaissances sur les mécanismes bancaires notamment en ce qui concerne le financement des entreprises et de compléter l'étude du terrain avec une vision professionnelle sur plusieurs aspects.

L'analyse des résultats obtenus à travers l'étude de cas au sein de l'agence BADR Ouadhias et l'entretien mené nous a permis d'atteindre nos objectifs de recherche fixés dans l'introduction générale. D'une part, il apparaît que la banque adopte une démarche équilibrée, combinant une évaluation financière rigoureuse fondée sur l'analyse des bilans, des indicateurs financiers, de la CAF, de la rentabilité prévisionnelle du projet, etc., et d'une prise en compte des aspects relationnels tels que la confiance mutuelle, l'ancienneté de la relation, la transparence et la communication. Cette observation répond à notre premier objectif empirique, la décision d'octroi de crédit à la BADR est influencée par une combinaison des critères financiers et des critères qualitatifs.

D'autre part, nous avons constaté que la qualité du dossier de crédit fourni par une entreprise qui sollicite un crédit joue un rôle essentiel dans la décision de financement, un dossier complet et bien structuré facilite l'instruction de la demande et son traitement ainsi il permet à la banque de gagner du temps dans l'évaluation du risque et il est considéré comme un indicateur du sérieux de l'entreprise. Cela répond à notre deuxième objectif empirique, la présentation d'un dossier complet et bien structuré influence positivement la décision de financement.

Pour conclure, nous pouvons dire que la relation banque entreprise s'inscrit dans une logique de partenariat durable, dans laquelle la banque ne se limite pas à l'octroi d'un crédit d'investissement, mais accompagne activement l'entreprise dans la réussite de son projet. A travers notre recherche et notre analyse, nous avons pu mesurer à quel point une complémentarité entre exigences techniques et une relation fondée sur la coopération et la compréhension mutuelle est essentielle pour garantir un financement efficace, sécurisé et bénéfique pour les deux parties.

Bibliographie

Bibliographie

Ouvrages

1. Akim A. TAIROU. *Analyse et décisions financières*. L'Harmattan, 2006.
2. Belaid, Mohand Cherif. *Comprendre la banque*. Édition pages bleues, 2015.
3. Berk Jonathan et Peter DeMarzo. *Finance d'entreprise*. 2^e édition. Édition Pearson, 2011.
4. Bessis JOEL. *Gestion bancaire du risque actif, passif des banques*. Édition Dalloz, 1995.
5. BOUYAKOUB, Farouk. *L'entreprise et le financement bancaire*. Édition KASBAH, 2000.
6. BURGY Philippe, Alain DERRAY et Alain LUSSEAULT. *Economie des entreprises : Les fondements des entreprises*. Édition ellipses.
7. COHEN Elie. *Analyse financière*. 6^e édition. Economica, 2006.
8. De La Bruslerie Hubert. *Analyse financière : Information financière, évaluation, diagnostic*. 4^e édition. Dunod, 2010.
9. Desrvingny Armand. *Le risque de crédit*. Édition Dunod, 2005.
10. Godih Djamel Torqui, Mohammed Lazreg. *Les principes généraux afférents aux techniques bancaires*. Édition Les Dahlias-Kiffane.
11. Godih Djamel Torqui, Tefali Benyounes. *L'essentiel sur le risque de crédit et le financement bancaire de l'entreprise*. Édition les Dahlias-Kiffane, 2021.
12. Faouzi Rassi. *Gestion financière à long terme*. Edition Presses de l'Université du Québec, 2007.
13. Fares Zliti. *Guide du crédit bancaire : votre chemin vers la réussite financière*. Edition books on demand, 2024.
14. Franck Olivier Meye. *Evaluation de la rentabilité des projets d'investissement*. Edition l'Harmattan, 2007.
15. Garsuault, Philippe et Stéphane, Priami. *La banque fonctionnement et stratégie*. Édition Economica, 1997.
16. Gourieroux Christiane et André TIOMO. *Risque de crédit : une approche avancée*. Édition Economica, 2007.

Bibliographie

17. Hassid Olivier. *La gestion des risques*. Édition Dunod, 2005.
18. John Hull et al. *Gestion des risques et institutions financières*. 2^e édition. Pearson, 2007.
19. Mourgues Nathalie. *Critères de choix et rentabilité des investissements*. Economica, 2010.
20. Ottavj Christian. *Monnaie et financement de l'économie*. 5^e édition. Hachette, 2014.
21. Parienté Simon. *Analyse financière et évaluation d'entreprises*. Édition Pearson, 2006.
22. Patat, Jean-Pierre. *Monnaie, institution financière et politique monétaire*. Édition Economica, 1993.
23. Ray Daniel et William Sabadie. *Marketing relationnel : rentabiliser les politiques de satisfaction, fidélité, réclamation*. Édition Dunod, 2016.
24. Robert Houdayer. *Evaluation Financière des Projets*. 2^e édition. Economica, 1999.
25. SANSRI Brahim. *Analyse financière*. Édition CHIHAB, 1996.

Thèses et mémoires

1. AFETTOUCHE Hakim et Fadila DAHMANE. « Etude de l'octroi d'un crédit d'investissement et la gestion de son risque Cas de : BADR ». Mémoire de fin d'étude. Ummto, 2014-2015.
2. BELAYEL Thilelli et Siham BENHAMMA. « La procédure d'octroi d'un crédit d'investissement : Cas BADR, Agence N°362 SIDI-AICH ». Mémoire de fin de cycle. Université Abderrahmane Mira de Bejaïa, 2021-2022.
3. BERKALI Safia, « Les relations banques/entreprises publiques : Portées et Limites : Cas de la Banque Nationale d'Algérie et l'entreprise Leader Meuble Taboukert ». Mémoire en vue de l'obtention du diplôme de magister en sciences économiques. UMMTO, 2012.
4. BOUADDAOUI Mohamed Ouassim, Anis CHEKRI. « Contrôle interne : étude des ratios de structure financière et la capacité d'autofinancement : Cas de l'ENIEM ». Mémoire de fin d'étude, UMMTO, 2020-2021.
5. BOURABA, Smail et Yazid, DEHMAS. « Financement bancaire des entreprises par le crédit d'investissement ». Master en sciences de gestion, UMMTO, 2020-2021.

Bibliographie

6. HADIK Meryem et Maria EL HAMYDY. « La relation banque-entreprise ». Exposé du module Financement bancaire. Université MOULAY Ismail, 2019/2020.
7. MANSOURI Karima, Yassmine BOUAKKAZ. « Dynamique de financement bancaire du cycle d'investissement des entreprises en Algérie Cas : Etude d'un crédit d'investissement au sein de la BADR banque GRE N° 015 de TIZI OUZOU ». Mémoire de fin de cycle, UMMTO, promotion 2023-2024.
8. NAILI Lynda et Hadjira SADOUDI. « Relation banque/entreprise en Algérie : Cas d'une PME chez BNA Tizi Ouzou Agence 583 ». Mémoire de Master. UMMTO, 2020-2021.
9. NAOURI Nacer et Hakim SEDIKI. « Choix des investissements et conditions d'octroi d'un crédit d'investissement, Cas de la banque CPA ». Mémoire de fin d'étude. UMMTO, promotion 2014-2015.
10. Yahmi Nawal. « L'octroi d'un crédit d'investissement cas BDL ». Mémoire de fin d'étude, promotion 2007-2009.
11. MADOUCHE Yacine. « La relation Banque-PME en Algérie : les déterminants de la mise en place d'un financement relationnel et son impact sur les conditions de crédits ». Thèse de doctorat. UMMTO, 2021.

Revues et journaux

1. Allegret Jean-Pierre et Bernard Baudry. « La relation banque-entreprise : structures de gouvernement et formes de coordination ». Revue française d'économie. Volume 11. N°4, 1996.
2. BAHA Riad et Aldo LEVY. « Les déterminants de la relation banque-entreprise dans le cadre d'un prêt : revue de la littérature. ». Revue innovation. Volume 09. N°1, 2019.
3. BENATTOU EL IDRISSE Amina, Omar BENJELLOUN ANDALOUSSI et Bouchra AIBOUD BENCHEKROUNE. « La relation banque-entreprise et l'asymétrie informationnelle : Etat des lieux et corrélation ». Numéro 5, Juin 2018.
4. ONGENA, Steven and David SMITH, « Whatdetermines the number of bankrelationships? Cross-country evidence”, journal of Financial Intermediation, vol 9, 2000.

Bibliographie

Textes juridiques :

1. Loi n° 86-12 portant sur le régime des banques et du crédit. Journal officiel de la République algérienne démocratique populaire, 20 aout 1986. n°34.
2. Loi n°88-02 portant sur la planification. Journal officiel de la République algérienne démocratique et populaire, 12 Janvier 1988, article n°02.
3. Loi n° 90-10 portant sur la monnaie et crédit. Journal Officiel de la République Algérienne, 18 avril 1990, n°110.

Autres

1. Badi Abdelmadjid. Polycopié de comptabilité générale 1 pour dette, UMMTO, 2018.
2. Boumendjel, Saïd. « Bréviaire économique de l'étudiant et du chercheur ». Faculté des sciences économiques et des sciences de gestion, faculté Badji-Mokhtar Annaba, 2003.
3. Documents internes à la banque BADR (Février-Mai 2025).
4. Godih Djamel Torqui. Cours d'analyse financière Master 2. Université Abdelhamid IBN BADIS, 2019.
5. Houdaifa Ameziane, Mohamed Tahrouche et Maria Segdali, « Le financement relationnel bancaire des PME », Université Abdelmalek Essaâdi, GREFAM-ENCG Tanger –Maroc.
6. KHODJA, M. Cours de « Gestion d'entreprises ». 2^{ème} année LMD. UMMTO, 2019.
7. MAACHA-AKKACHE, Dehbia. « Cours de gestion de l'entreprise ». Édition EL AMEL.

Webographie

1. « Analyse financière d'une entreprise ». Le febvre dalloz compétences.
<https://formation.lefebvre-dalloz.fr/dossier/gestion-finance/analyse-financiere>.
Consulté le 11 mars 2025.
2. « Comment savoir si mon entreprise est rentable (2025) ». L'expert comptable.
<https://www.l-expert-comptable.com/a/37464-mon-entreprise-t-elle-une-bonne-rentabilite.html> . Consulté le 17 mars 2025.

Bibliographie

3. « La relation banque-entreprise ». Scribd, <https://fr.scribd.com/document/392980716/75246334-La-Relation-Banque-Entreprise-pdf>. Consulté le 27 février 2025.
4. « Le fonds de roulement (FRNG) : définition, calcul, analyse ». L'expert comptable. <https://www.l-expert-comptable.com/a/529650-qu-est-ce-que-le-fonds-de-roulement-definition-et-calcul.html>. Consulté 14 mars 2025.
5. Bah Ousmane. « La gestion du risque de crédit : un enjeu majeur pour les banques ». Mémoire de fin d'étude. Mémoire Online, 2009, <https://www.memoireonline.com/01/09/1874/la-Gestion-du-Risque-de-Credit--un-enjeu-majeur---pour-les-Banques.html>. Consulté le 03 mars 2025.
6. Bomfim, Antulio N. *Credit Default Swaps*. Finance and Economics Discussion Series 2022-023, Board of Governors of the Federal Reserve System, 2022, <https://doi.org/10.17016/FEDS.2022.023>. Consulté le 02 mars 2025.
7. Degiro. « Investir dans les matières premières », <https://www.degiro.fr/investir/matieres-premieres>. Consulté le 03 mars 2025.
8. Gatfaoui, Shérazade. *Une analyse dynamique de la construction de la confiance dans la relation client-particulier/banque : une approche par les études de cas rétrospectives*. Thèse de doctorat, Université Paris XII Val de Marne, 2005. HAL <https://hal.science/tel-01558531v1/document>. Consulté le 25 février 2025.
9. INSEE, www.insee.fr/fr/metadonnees/definition/c1873, Consulté le 22 février 2025.
10. Kiff, John, Uri Ron, et Shafiq Ebrahim. *L'utilisation des swaps de taux d'intérêt et des swaps de devises par le gouvernement fédéral*. Revue de la Banque du Canada, hiver 2000–2001, pp. 23–26. Banque du Canada, <https://www.banqueducanada.ca/wp-content/uploads/2010/06/kiff.pdf>. Consulté le 03 mars 2025.
11. La lettre de crédit documentaire-guide pratique : <https://scotiabank.com>. Consulté le 02 mars 2025.
12. Mongay, Victor et et Marion Cohen. « *Le taux d'actualisation : définition et enjeux* ». The Other Economy, 22 septembre 2023. <https://theothereconomy.com/fr/fiches/le-taux-dactualisation-definition-et-enjeux/>. Consulté le 22 mars 2025.

Bibliographie

Annexes

Annexes

Annexe 01 : le TCR prévisionnel

Désignation	Année 1	Année 2	Année 3	Année 4	Année 5
CA	3 924 350,00	4 120 568,00	4 326 596,00	4 542 926,00	4 770 072,00
-Consommations intermédiaires	1 452 010,00	1 524 610,00	1 600 840,00	1 680 882,00	1 764 927,00
=VA	2 472 340,00	2 595 958,00	2 725 756,00	2 862 044,00	3 005 145,00
-Frais du personnel	494 468,00	499 413,00	504 407,00	509 451,00	514 545,00
-Impôts et taxes	78 487,00	82 411,00	86 532,00	90 859,00	95 401,00
=EBE	1 899 385,00	2 014 134,00	2 134 817,00	2 261 734,00	2 395 199,00
-Frais financiers	66 000,00	52 800,00	39 600,00	26 400,00	13 200,00
-Dotations aux amortissements et aux provisions	315 000,00	315 000,00	315 000,00	315 000,00	315 000,00
=Résultat avant impôt	1 518 385,00	1 646 334,00	1 780 217,00	1 920 334,00	2 066 999,00
-IBS	-	-	-	-	-
-Dividendes	-	-	-	-	-
=Résultat net	1 518 385,00	1 646 334,00	1 780 217,00	1 920 334,00	2 066 999,00
CAF= Dotations aux amortissements et aux provisions + Résultat net	1 833 385,00	1 961 334,00	2 095 217,00	2 235 334,00	2 381 999,00

Source : Établi par nous-mêmes à partir des documents fournis par la BADR.

Annexes

Annexe 02 : tableau emplois/ressources

Désignation	Année 0	Année 1	Année 2	Année 3	Année 4	Année 5
Ressources						
CAF		1 833 385,00	1 961 334,00	2 095 217,00	2 235 334,00	2 381 999,00
Valeur résiduelle		-	-	-	-	0
Récupération du BFR		-	-	-	-	-
Total ressources		1 833 385,00	1 961 334,00	2 095 217,00	2 235 334,00	2 381 999,00
Emplois						
Investissements	1 575 000,00					
Variation du BFR	-	1 078 205,00	951 677,00	203 178,00	210 553,00	218 303,00
Total emplois	1 575 000,00	1 078 205,00	951 677,00	203 178,00	210 553,00	218 303,00
Flux nets de trésorerie =Cash-flow = Ressources – Emplois	-1 575 000,00	755 180,00	1 009 657,00	1 892 039,00	2 024 781,00	2 163 696,00

Source : Établi par nous-mêmes à partir des documents fournis par BADR.

Annexes

Annexe 03 : l'échéancier de remboursement

Date	A amortir	Principal	Intérêts	Taxes	Total
31/10/2019	1 102 500,00	0,00	18 359,69	3 488,34	21 848,03
02/02/2020	1 102 500,00	0,00	15 496,25	2 944,29	18 440,54
30/04/2020	1 102 500,00	0,00	14 822,50	2 816,28	17 638,78
02/08/2020	1 102 500,00	0,00	15 496,25	2 944,29	18 440,54
02/11/2020	1 102 500,00	68 906,25	15 159,38	2 880,28	86 945,91
31/01/2021	1 033 593,75	68 906,25	13 896,09	2 640,26	85 442,60
02/05/2021	964 687,50	68 906,25	13 559,22	2 576,25	85 041,72
01/08/2021	895 781,25	68 906,25	12 180,14	2 314,23	83 400,62
31/10/2021	826 875,00	68 906,25	11 243,20	2 136,21	82 285,66
31/01/2022	757 968,75	68 906,25	10 422,07	1 980,19	81 308,51
02/05/2022	689 062,50	68 906,25	9 685,16	1 840,18	80 431,59
31/07/2022	620 156,25	68 906,25	8 337,66	1 584,15	78 828,06
31/10/2022	551 250,00	68 906,25	7 579,69	1 440,14	77 966,08
31/01/2023	482 343,75	68 906,25	6 632,23	1 260,12	76 798,60
30/04/2023	413 437,50	68 906,25	5 684,77	1 080,11	75 671,13
31/07/2023	344 531,25	68 906,25	4 737,30	900,09	74 543,64
31/10/2023	275 625,00	68 906,25	3 789,84	720,07	73 416,16
31/01/2024	206 718,75	68 906,25	2 842,38	540,05	72 288,68
30/04/2024	137 812,50	68 906,25	1 894,92	360,04	71 161,21
31/07/2024	68 906,25	68 906,25	947,46	180,02	70 033,73
Totaux		1102 500,00	192 766,20	36 625,59	1 331 891,79

Source : document fourni par la BADR.

Annexe 04

Formulaire d'entretien – Mémoire de fin d'études

Dans le cadre de notre mémoire de fin d'études intitulé : « **Analyse de la relation banque-entreprise dans le cadre d'un crédit d'investissement : Cas de la BADR** », Nous sollicitons votre précieuse collaboration pour répondre à cet entretien. Vos réponses, fondées sur votre expérience professionnelle, nous permettront de mieux comprendre la réalité de la relation banque-entreprise ainsi que les pratiques d'analyse et d'octroi de crédit au sein de la BADR.

Nous vous remercions sincèrement pour votre disponibilité et le temps que vous nous accordez.

Informations sur l'entretien

- **Nom de la personne enquêtée** : CHEBALLAH Ahcene
 - **Fonction** : Superviseur Back-office
 - **Lieu de l'entretien** : Agence BADR Ouadhias
 - **Date de l'entretien** : 05 mai 2025
 - **Nom de l'enquêteur (étudiantes)** : HAMZI Romeissa et AIT TAYEB Melyssa
-

I. Questions sur la relation banque-entreprise

1. **Selon vous, quels sont les facteurs les plus importants qui influencent la qualité de la relation entre la BADR et une entreprise cliente ?**

La relation entre la Banque BADR et ses clients en générale est basé sur la confiance mutuelle. Une entreprise qui est sérieuse, honore ses engagements envers la banque, cette dernière lui facilitera toutes les démarches afin de réaliser ses projets dans de bonnes conditions.

2. À quel point l'historique de la relation (ancienneté, relations interpersonnelles) influence-t-il les décisions d'octroi de crédit ?

L'ancienneté de la relation a un poids important dans la prise de décision. L'historique de la relation au sein de l'agence (engagements honorés sans incident de paiement, chiffre d'affaire confié), sa solvabilité, peut jouer positivement dans la prise de décision d'octroi ou non des crédits toute fois cela ne veut pas dire qu'une étude rigoureuse du dossier ne sera pas effectuée, nous restons toujours prudents.

3. Est-ce que vous faites la différence entre le traitement des grandes entreprises et celui des PME ou TPE ?

Les grandes entreprises disposent souvent de structures financières plus solides et les dossiers sont mieux préparés et mêmes elles peuvent offrir plus de garanties. Par contre, les PME et TPE nécessite un peu plus d'accompagnement. Mais nous appliquons les mêmes règles d'analyse à tous. La rigueur dans notre travail est notre devise.

4. En quoi la dépendance bancaire ou la multibancarité influence-t-elle la décision de financement au sein de la BADR ?

La multi-bancarisation est peut-être bénéfique pour une entreprise cela présente des avantages pour son porte-monnaie ceci lui procure plusieurs sources mais pour nous c'est une perte de recettes et de chiffre d'affaires partagés avec des concurrents. Mais aussi elle permet une répartition des risques.

5. Dans quelle mesure la transparence des conditions bancaires contribue-t-elle à la satisfaction des entreprises ?

La transparence est essentielle, lorsque l'entreprise est bien informée sur les couts, les commissions, les taux, les délais, les garanties, etc., il n'y aura pas des malentendus. La relation banque -entreprise est toujours basé sur la confiance et la transparence, un simple malentendu peut détériorer cette relation.

6. Quels sont les avantages, pour la BADR, de maintenir une relation stable et de long terme avec ses clients (entreprises) ?

Une relation stable et fidélisée pour le long terme permet une meilleure connaissance des besoins du client, un suivi simplifié, des opérations plus rapides et une meilleure prise en charge en termes de produits et cela permet de réduire les risques.

7. Quels sont les principaux obstacles que vous rencontrez dans la gestion de la relation avec les entreprises clientes ?

Le manque de transparence dans certains dossiers (des documents incomplets ou non fiables), des retards dans la transmission d'informations et parfois une mauvaise compréhension des exigences réglementaires.

II. Questions sur le cas pratique

1. Que cherchez-vous principalement dans les documents fournis par les entreprises ?

Nous cherchons à vérifier la rentabilité de l'entreprise, sa capacité à rembourser sa dette, la solidité de son activité et la cohérence entre les données financières et le projet présenté. Nous s'intéressons aussi beaucoup à la situation de trésorerie et à la structure financière globale.

2. Quelle est la durée d'instruction d'une demande de crédit d'investissement à la BADR ?

Elle varie selon la complexité du dossier (montant sollicité), dans chaque niveau hiérarchique nous avons des comités de crédits qui siègent suivant leurs pouvoirs pour la prise de décision.

3. Quels éléments du bilan reprenez-vous en priorité pour juger la santé financière de l'entreprise ?

Tous les éléments du bilan sont importants pour évaluer la santé financière de l'entreprise, car ils offrent une vision globale de sa structure financière, de sa solvabilité et de sa capacité à faire face à ses engagements.

4. Quels sont les ratios les plus importants pour la décision de financement ?

Les ratios de structure, les ratios de rentabilité et surtout les ratios de solvabilité.

5. Dans quelle mesure la capacité d'autofinancement influence-t-elle votre décision d'accorder un crédit ?

Effectivement la capacité d'autofinancement influence la décision d'octroi de crédit, parce qu'elle montre l'autonomie financière de l'entreprise. Si elle peut couvrir une partie de son projet avec ses fonds propres, c'est un point positif. Cela montre qu'elle ne compte pas uniquement sur l'emprunt et ça c'est rassurant pour nous.

6. Existe-t-il un seuil minimal d'acceptabilité pour certains indicateurs financiers ?

Oui, il existe effectivement des seuils minimaux pour certains indicateurs financiers que nous considérons comme des signaux de risque.

7. Quels résultats financiers influencent le plus la décision finale d'octroi du crédit ?

Se sont les résultats qui traduisent la rentabilité et la stabilité de l'entreprise. On regarde d'abord l'évolution du chiffre d'affaires, le résultat net et surtout la capacité d'autofinancement car une entreprise qui dégage une capacité d'autofinancement positive montre qu'elle peut rembourser le crédit à partir de ses propres ressources.

8. Comment appréciez-vous les prévisions de chiffre d'affaires fournies par l'entreprise avant le financement ?

C'est en fonction des données historiques de l'entreprise, des tendances du marché et du secteur d'activité.

9. Que faites-vous si les résultats financiers sont faibles mais que la rentabilité du projet est assurée ?

Si le projet est bien structuré et vraiment rentable, nous pouvons accorder le crédit mais avec des garanties supplémentaires. Mais en général, il faut toujours qu'il y est un équilibre entre les deux.

10. Comment le taux d'intérêt est-il déterminé ?

Le taux d'intérêt est déterminé en fonction du taux directeur fixé par la banque d'Algérie, auquel on ajoute une marge liée au risque client, à la durée de crédit, aux garanties offertes et même parfois au secteur d'activité.

11. Quels sont les risques qui se présentent dans l'octroi d'un crédit d'investissement et comment les couvrez-vous ?

Les principaux risques qui se présentent sont le risque de non remboursement et le risque d'échouer pour le projet. Pour les couvrir, nous demandons des garanties réelles ou personnelles, ainsi qu'une étude approfondie du marché et de la concurrence existante avec des visites régulières sur le lieu d'exploitation afin de bâtir une relation étroite avec le client sur terrain pour proposer des solutions et des orientations dans les délais.

12. Quelles recommandations donneriez-vous à une entreprise qui souhaite établir une relation durable et de qualité avec la BADR ?

Nous sommes là pour vous aider à réaliser vos projets, nous vous proposons nos variétés de produits, soyez claires et transparents, maintenez une communication régulière avec nous et surtout respectez vos engagements. Ce ci renforcera notre relation qui est basé sur la confiance banque-client.

Annexes

Annexe 05 : Billet à ordre.

بانque الريفية والريفي
BANQUE DE L'AGRICULTURE ET DU DEVELOPPEMENT RURAL

Société Nationale
Créée par Décret du 13 Mars 1982
Siège Social - ALGER
17, Bd Colonel Amirouche
R.C. Alger 0011640 00

le le
A le
à l'ordre de la **BANQUE DE L'AGRICULTURE ET DU DEVELOPPEMENT RURAL**
la somme de
Payer :
B.P. D.A. contre ce billet,
Somme en toutes lettres et en Dinars Algériens

Valeur reçue :
Souscripteur
Domiciliation

CA 19

Annexes

Annexe 06 : Autorisation d'engagement

BANQUE DE L'AGRICULTURE ET DU DEVELOPEMENT RURAL « AUTORISATION D'ENGAGEMENT »

Date N°.....

ORGANE DE DECISION :

DATE DE COMITE :

STRUCTURE EMETRICE (2) :

COMPTE N° :

EMPRUNTEUR :

ACTIVITE :

AGENCE DOMICILIATAIRE :

GRE DE RATTACHEMENT :

COTE DE RISQUE : ///

GRUPE D'APPARTENANCE :

TYPE DE PRET OU DE CREDIT	MONTANT	Validité « 1 »	Limite Utilisation « 2 »	Durée Amortissement « 2 »	Différé Partiel « 2 »	Différé Total « 2 »	Taux ou Marge « 3 »	Taux Commission engagement
					-	-	Taux En vigueur	
Garanties Bloquantes :								
Réserves bloquantes :								
Garanties et réserves non bloquantes :								
OBSERVATION : ///////////////								

« 1 » indiquer le comité ayant pris la décision

« 2 » indiquer la structure ayant émis la décision

« 3 » indiquer le nom du groupe auquel appartient le client, au sens de l'instruction 74/94 de la banque d'Algérie, et indiquer au verso l'engagement total du groupe.

« 4 » lorsque le crédit doit servir à l'importation d'équipement, le montant en dinars est donné à titre indicatif, lors de la réalisation prendre en considération le cours du jour.

« 5 » A servir pour les crédits à court terme, à l'exception des crédits de compagne.

« 6 » A servir pour les crédits de compagne et les crédits d'investissement seulement, la durée d'amortissement comprend la durée du prêt moins la durée du différé.

« 7 » A servir pour les crédits d'investissements.

Signature (s) habilitée(s)

Annexes

1-RAPPEL DES ENGAGEMENTS EN COURS

AUTORISATION D'ENGAGEMENT (1) du :

Comité du crédit (2) :

TYPE DE PRET OU DE CREDIT	MONTANT (4)	Validité « 5 »	Limite Utilisation « 6 »	Durée Amortissement « 6 »	Différé Partiel « 7 »	Différé Total « 7 »	Taux ou Marge « 7 »	Taux Commission engagement
					-	-	Taux En vigueur	

(1) reprendre la date du dernier ticket d'autorisation.

(2) le comité de crédit ayant sanctionné le dossier.

2- GARANTIES RETENUES ET COMPTABILISEES :

Nature	Valeur	Observation

(* Il y a lieu de préciser si la valeur de la garantie est évaluée sur la base d'une expertise réalisée par la banque

3-SITUATION FINANCIERE DU GROUPE D'APPARTENANCE :

DESIGNATION	ENGAGEMENT BADR		ENGAGEMENT CONFRERES	OBSERVATION
	ENGAGEMENT	GARANTIES		
Entreprise A				
Entreprise B				
Entreprise C				
Entreprise				
TOTAL Groupe				

(*A CONFIRMER PAR LA CONSULTATION DE LA CENTRALE DES RISQUES ET DES IMPAYES

4- STRUCTURE DE FINANCEMENT

DESIGNATION	AUTOFINANCEMENT	CONCOURS BANCAIRE	OBSERVATION
Rubrique 1			
TOTAL			

(* Réservée aux crédit à moyen et long terme

Annexes

Annexe 07 : Echancier de remboursement.



بنك الفلاحة و التنمية الريفية BANQUE DE L'AGRICULTURE ET DU DEVELOPPEMENT RURAL

ÉDITE-LE : 25/03/2025

Echéancier de remboursement

CLIENT : NUMERO DOSSIER :
NOM : COMPTE REGLEMENT :
ADRESSE : COMPTE DE PRET :
TYPE DE PRET :

DUREE DU PRET	:	TAUX T.V.A	:	%
DUREE D'AMORTISSEMENT	:	DATE MATUREE	:	
DATE 1 ^{er} PAIEMENT DES INTERETS	:	PERIODICITE	:	
DATE 1 ^{er} REMBOURSEMENT DU PRINCIPAL	:		:	

CAPITAL PRETE : DA
CAPITAL MOBILISE (UTILISE) : DA
INTERETS DIFFERE : DA

DATE	A AMORTIR	PRINCIPAL	INTERETS	TAXES	TOTAL	TAUX
TOTAUX		0,00	0,00	0,00	0,00	

N.B : TAUX D'INTERET VARIABLE, L'ECHEANCIER PEUT ETRE REVISE EN CONSEQUENCE.

N.B : LE TAUX DE LA TAXE PEUT VARIER, L'ECHEANCIER PEUT ETRE REVISE EN CONSEQUENCE.

SIGNATURE DU RESPONSABLE BADR

SIGNATURE DU CLIENT

Annexes

Annexe 08 : Procès-verbal du comité de crédit

Banque de l'agriculture et du Développement Rural
Groupe Régional D'exploitation Tizi-Ouzou "015"
Agence Ouadhias « 582 »

Ouadhias, le

Destinataire :
Groupe Régional D'exploitation "015"
S/D EXPLOITATION

-o- PROCES VERBAL DU COMITE DE CREDIT -o-

Nom ou Raison Sociale :

Comptes (n°) C/C :

Forme Juridique :

Activité :

Adresse :

Libellé crédits	Précédents		Sollicités		Accordés	
	Montant	Echéance	Montant	Echéance	Montant	Echéance
Impayés	Néant		Motif			
Garanties Détenues			Garanties à prendre	* Engagement de gager le matériel roulant à financer et de souscrire une DPAMR avec procuration de renouvellement d'assurance. * Extrait de rôles apuré – attestations CNAS et CASNOS apurées – RC - Carte fiscale- Billets à ordre		

Décision ou avis du comité du crédit :

Voir le verso

Table des matières

Table des matières

<i>Remerciements</i>	
<i>Dédicaces</i>	
Liste des abréviations	
Liste des tableaux	
Liste des figures :	
Liste des schémas :	
<i>Introduction générale</i>	11
<i>Chapitre 01</i>	4
<i>Aperçu théorique et général sur la relation banque-entreprise</i>	4
Introduction du chapitre	5
Section 1 : Généralités sur la banque	5
1 Définition de la banque	5
1.1 Définition économique de la banque	6
1.2 Définition juridique de la banque	6
2 Typologies des banques	7
2.1 Les banques centrales	7
2.2 Les banques publiques	8
2.3 Les banques commerciales.....	9
2.4 Les banques coopératives	9
3 Fonctions de la banque	9
3.1 La collecte de ressources	10
3.2 La distribution des crédits	10
3.3 Les opérations financières.....	10
3.4 Les opérations de trésorerie	11
4 La clientèle de la banque	11
Section 2 : Rappels théoriques sur l'entreprise	11
1 Définition de l'entreprise	12
1.1 Définition économique de l'entreprise	12
1.2 Définition comptable de l'entreprise	12
1.3 Définition juridique de l'entreprise	13
1.4 Définition sociologique de l'entreprise.....	13
2 Typologies d'entreprises	13
2.1 Classification juridique	13
2.1.1 Les entreprises publiques	13
2.1.2 Les entreprises privées	13
2.2 Classification économique	14

Table des matières

2.2.1	Classification selon le type d'activité	14
2.2.1.1	Secteur économique	14
2.2.1.2	Secteur d'activité	14
2.2.1.3	Branche et filière.....	14
2.2.2	Classification selon la dimension de l'entreprise.....	15
2.2.2.1	Les effectifs	15
2.2.2.2	Les capitaux propres	15
2.2.2.3	Le chiffre d'affaire (CA)	15
2.2.2.4	La valeur ajoutée.....	15
2.2.2.5	Le bénéfice net.....	16
3	Rôles de l'entreprise	16
3.1	Rôle économique.....	16
3.2	Rôle social de l'entreprise.....	16
4	Besoins et sources de financement des entreprises	17
4.1	Besoins de financement des entreprises.....	17
4.1.1	Le besoin de financement d'investissement	17
4.1.2	Le besoin de financement d'exploitation	17
4.2	Sources de financement des entreprises.....	18
4.2.1	Ressources internes.....	18
4.2.2	Ressources externes	19
	Section 03 : La relation Banque-Entreprise.....	20
1	Définition et naissance de la relation Banque-Entreprise	20
2	Typologie de la relation Banque-Entreprise	21
2.1	En fonction du financement	21
2.1.1	Financement relationnel	21
2.1.2	Financement transactionnel	22
2.2	En fonction de la structure de gouvernance	23
2.2.1	La structure de gestion par le marché	24
2.2.2	La structure de gestion par la hiérarchie	25
2.2.3	La structure Quasi-intégration	25
3	Le rôle de l'intermédiation financière.....	26
	Section04 : Les déterminants et les enjeux de la relation banque entreprise	27
1	Les déterminants de la relation banque-entreprise	27
1.1	La confiance.....	27
1.2	L'incertitude de l'environnement	28
1.3	Les relations interpersonnelles	28

Table des matières

1.4	La dépendance.....	29
1.5	La multibancarité.....	29
1.6	La satisfaction	30
2	Les Enjeux de la relation banque-entreprise	31
2.1	Les avantages de la relation banque-entreprise.....	31
2.2	Les limites de la relation banque-entreprise.....	32
	Conclusion du chapitre	33
	Chapitre 02	35
	Mécanismes et fonctionnement du crédit d'investissement	35
	Introduction du Chapitre	36
	Section 01 : généralités sur le crédit d'investissement	36
1	Définitions.....	36
1.1	Définition d'un crédit	36
1.2	Définition d'un projet d'investissement.....	37
1.3	Définition d'un crédit d'investissement.....	37
2	Typologies d'un crédit d'investissement	37
2.1	Le crédit à moyen terme	38
2.1.1	Le crédit à moyen terme réescomptable.....	38
2.1.2	Le crédit à moyen terme mobilisable	38
2.1.3	Le crédit à moyen terme direct	38
2.2	Le crédit à long terme	38
2.3	Le crédit-bail (Leasing)	39
2.3.1	Le crédit-bail mobilier	39
2.3.2	Le crédit-bail immobilier	39
2.3.3	Autres formes de crédit-bail.....	40
2.4	Les crédits d'investissements spéciaux en Algérie.....	40
	Section 02 : Les risques liés aux crédits d'investissement.....	41
1	Définition du risque de crédit.....	41
2	Les différents risques liés aux crédits et les instruments de couverture	42
2.1	Le risque de non remboursement (de crédit).....	42
2.2	Le risque d'immobilisation du crédit.....	43
2.3	Le risque de liquidité (trésorerie)	43
2.4	Le risque de taux d'intérêt	44
2.5	Le risque de change	45
2.6	Le risque de détournement de l'objet du crédit	46
	Section 03 : Étude et évaluation d'un dossier de crédit	46

Table des matières

1	Les documents constitutifs d'un dossier de crédit d'investissement	46
1.1	La demande	46
1.2	Les documents administratifs et juridiques	47
1.3	Les documents comptables, fiscaux et parafiscaux	47
1.4	Les documents économiques et financiers	48
1.5	Les documents techniques	48
2	Étude et évaluation du dossier de crédit	49
2.1	Étude économique et politique de l'environnement de l'entreprise par le banquier	49
2.1.1	L'entreprise	49
2.1.2	Présentation du projet.....	50
2.1.3	Le marché.....	51
3	L'analyse financière	52
3.1	L'analyse des états financiers.....	52
3.1.1	Le bilan financier	53
3.1.2	Les indicateurs de l'équilibre financier	54
3.1.2.1	Le fonds de roulement(FR).....	54
3.1.2.2	Le besoin en fonds de roulement	55
3.1.2.3	La trésorerie nette	56
3.1.3	Les soldes intermédiaires de gestion (SIG)	56
3.1.4	Capacité d'autofinancement	60
3.2	L'analyse par les ratios	61
3.2.1	Les ratios de structure financière	62
3.2.1.1	Ratios de financement	62
3.2.1.2	Les ratios de liquidité.....	63
3.2.1.3	Les ratios de solvabilité.....	63
3.2.2	Les ratios de rentabilité	64
3.2.2.1	La rentabilité de l'actif.....	64
3.2.2.2	La rentabilité économique	64
3.2.2.3	La rentabilité financière.....	64
	Section 04 : Étude et évaluation de la rentabilité du projet d'investissement.....	65
1	Etude avant financement.....	65
1.1	Tableau du plan d'investissement	65
1.2	Tableau récapitulatif des amortissements	66
1.3	Détermination de la valeur résiduelle	66
1.4	Détermination du BFR et sa variation	66
1.5	Elaboration du tableau du compte de résultat (TCR) prévisionnel.....	67

Table des matières

1.6	Elaboration du tableau emplois/ressources	67
1.7	Les critères d'évaluation de la rentabilité du projet.....	68
1.7.1	La valeur actuelle nette (VAN).....	69
1.7.2	Le taux de rentabilité interne (TRI)	69
1.7.3	L'indice de profitabilité (IF).....	70
1.7.4	Le délai de récupération (DR)	70
2	Etude après financement	71
2.1	Elaboration du tableau de financement	71
2.2	Elaboration de l'échéancier de remboursement de l'emprunt	71
3	La prise de décision	72
	Conclusion du chapitre	73
	<i>Chapitre 03</i>	<i>74</i>
	<i>Etude de cas : Le crédit d'investissement à la BADR</i>	<i>74</i>
	Introduction du chapitre	75
	Section 01 : Méthodologie de la recherche	75
1	Type de recherche adopté.....	75
2	Méthodes de collecte des données.....	76
3	Méthodes d'analyse des données.....	76
4	Choix du terrain d'étude : la BADR Ouadhias	77
5	Limites de la méthodologie.....	77
	Section 02 : Présentation de l'organisme d'accueil BADR- banque.....	78
1	Présentation, historique et évolution de la BADR-Banque	78
1.1	Présentation de la Banque d'Agriculture et Développement Rural.....	78
1.2	Historique et évolution de la BADR.....	78
2	Missions et objectifs de la BADR	80
2.1	Les missions de la BADR	80
2.2	Les objectifs de la BADR	81
3	Présentation de l'agence BADR Ouadhias N°582.....	81
3.1	Service crédit.....	83
	Section 03 : Étude d'un dossier de crédit de l'investissement	83
1	Documents fournis pour constituer le dossier de crédit	83
2	Présentation de l'entreprise et du projet	84
2.1	Présentation de l'entreprise	84
2.2	Présentation du projet	84
2.3	L'analyse de marché	85
3	L'analyse financière	85

Table des matières

3.1	Le bilan financier.....	86
3.2	Les indicateurs de l'équilibre financier.....	91
3.2.1	Le fonds de roulement.....	91
3.2.2	Le besoin en fonds de roulements.....	92
3.2.3	La trésorerie nette	93
3.3	Les soldes intermédiaires de gestion	94
3.4	La capacité d'autofinancement.....	96
3.5	L'analyse par les ratios	97
3.5.1	Les ratios de structure financière	97
3.5.2	Les ratios de rentabilité	99
4	Etude et évaluation du projet d'investissement.....	99
4.1	Etude avant financement.....	100
4.1.1	Le plan d'investissement.....	100
4.1.2	Tableau d'amortissement du bien	101
4.1.3	Détermination de la valeur résiduelle	101
4.1.4	Détermination de la variation du BFR	101
4.1.5	Elaboration du tableau de compte de résultat prévisionnel	102
4.1.6	Elaboration du tableau emplois/ressources	102
4.1.7	Les critères d'évaluation de la rentabilité d'un projet d'investissement	102
4.2	Etude après financement.....	104
4.2.1	Elaboration du tableau de financement	104
4.2.2	Elaboration de l'échéancier de remboursement de l'emprunt	105
5	Prise de décision	105
5.1	Avis personnel.....	105
5.2	Décision du comité de crédit.....	105
5.3	Le suivi	106
5.4	Synthèse de l'entretien réalisé avec un cadre de la BADR	106
Section 04 : Perspectives d'avenir : Recommandations pour améliorer la relation banque-entreprise		107
Conclusion du chapitre		109
Conclusion générale		110
Bibliographie		113
Annexes		120

Analyse de la relation banque-entreprise dans le cadre

D'un crédit d'investissement : Cas de la BADR.

Résumé :

Le système financier joue un rôle déterminant dans le soutien à l'investissement et au développement économique. La relation entre les banques et les entreprises constitue un levier fondamental de ce processus, notamment à travers le crédit d'investissement, qui représente une source essentielle de financement pour les entreprises.

Notre travail consiste à analyser cette relation et évaluer l'impact de sa qualité sur la décision d'octroi de crédit. La banque adopte une double approche, une analyse financière rigoureuse basée sur l'analyse des états financiers et l'analyse par les ratios ainsi qu'une étude de la rentabilité du projet à financer, et une ouverture relationnel en prenant en compte un ensemble de critères tels que la confiance, la transparence, l'ancienneté de la relation, etc.

Afin de mieux cerner notre thème, nous avons opté pour une démarche qui s'appuie à la fois sur un cadre théorique qui repose sur une analyse documentaire et une étude empirique menée au sein de l'agence BADR Ouadhias n° 582 complétée par un entretien réalisé avec un cadre de la banque. Le travail s'articule en trois axes : aperçu théorique sur la relation banque entreprise, les mécanismes et le fonctionnement d'un crédit d'investissement et une étude de cas d'un dossier réel de financement.

Mots clés :

Relation banque entreprise, crédit d'investissement, besoin, source, financement, intermédiation financière, analyse financière, rentabilité du projet, partenariat, solidité, solvabilité.

Abstract :

The financial system plays a key role in supporting investment and economic development. The relationship between banks and businesses is a fundamental lever in this process, particularly through investment credit, which represents an essential source of financing for businesses.

Our work consists of analyzing this relationship and assessing the impact of its quality on the credit decision. The bank adopts a dual approach: a rigorous financial analysis based on the analysis of financial statements and ratio analysis, as well as a study of the profitability of the project to be financed, and a relational openness by taking into account a set of criteria such as trust, transparency, the length of the relationship, etc.

In order to better understand our theme, we opted for an approach that relies on both a theoretical framework based on a documentary analysis and an empirical study conducted within the BADR Ouadhias agency n° 582 supplemented by an interview with a bank executive. The work is structured around three axes: theoretical overview of the bank-business relationship, the mechanisms and functioning of an investment loan and a case study of a real financing file.

Keywords:

Bank-business relationship, investment credit, need, source, financing, financial intermediation, financial analysis, project profitability, partnership, solidity, solvency.